Ludwig von Mises

POLITIQUE ECONOMIQUE

Réflexions pour aujourd'hui et pour demain

EDITIONS DE L'
INSTITUT ECONOMIQUE DE PARIS

pdforall.com

INSTITUT ECONOMIQUE DE PARIS

L'Institut Economique de Paris est un producteur d'idées. Il constitue un carrefour moderne de réflexion et d'analyse dont peuvent bénéficier, quelle que soit leur appartenance professionnelle, tous ceux qui s'intéressent au développement d'une économie humaniste dans un cadre de libertés.

MEMBRE D'HONNEUR

Friedrich A. HAYEK
Prix Nobel de Sciences Economiques (1974)

CONSEIL ACADÉMIQUE INTERNATIONAL

Raoul AUDOUIN - France
Prof. Antonio BARBOSA - Portugal
Lord BAUER - Grande-Bretagne
Prof. Carlos CACERES - Chili
Prof. Domenico da EMPOLI - Italie
Dr Edwin FEULNER - Etats-Unis
Antony FISHER - Etats-Unis
Prof. Herbert GIERSCH - Allemagne
Prof. Armin GUTOWSKI - Allemagne
Lord HARRIS of High Cross - Grande-Bretagne
Prof. Leonard P. LIGGIO - Etats-Unis
Prof. S.C. LITTLECHILD - Grande-Bretagne
† Prof. Fritz MACHLUP - Etats-Unis
Prof. Henri MANNE - Etats-Unis
Prof. Antonio MARTINO - Italie
Prof. David O'MAHONY - Irlande
Dr Samuel NANA-SINKAM - Cameroun
Dr Chiaki NISHIYAMA - Japon
Prof. Sven RYDENFELT - Suède
Prof. Gordon TULLOCK - Etats-Unis
Prof. Roland VAUBEL - Allemagne

CONSEIL ACADEMIQUE

Prof. Florin AFTALION
Prof. Emil CLAASSEN
Prof. Jacques GARELLO
François GUILLAUMAT
Bertrand LEMENNICIER
Henri LEPAGE
Prof. Pascal SALIN

DELEGUE GENERAL : Guy PLUNIER

DIRECTEUR DES RECHERCHES : Prof. Pascal SALIN

pdforall.com

Série : « FONDEMENTS » 1

pdforall.com

Ludwig von Mises

POLITIQUE ECONOMIQUE

Réflexions pour aujourd'hui et pour demain

EDITIONS DE L'
INSTITUT ECONOMIQUE DE PARIS

pdforall.com

Copyright 1979 by Margit von Mises
All rights reserved
Published by Regnery/Gateway, Inc. Book Publishers
120 West La Salle Avenue, South Bend, Indiana 46601

Library of Congress Catalog Card Number: 79-65851
International Standard Book Number: 0-89526-899-X

Nouvelle édition : 1er trimestre 1986

pdforall.com

Table des matières

Préface de Pascal Salin VII

Introduction de Raoul Audouin IX

Avant-propos de Margit von Mises XVII

1re Leçon Capitalisme 1

2e Leçon Socialisme 17

3e Leçon Interventionnisme 39

4e Leçon Inflation 59

5e Leçon Investissement étranger . 79

6e Leçon Politiques et idées 97

pdforall.com

Préface

L'Institut Economique de Paris est fier de commencer sa série de publications par cet ouvrage de Ludwig von Mises, pour des raisons qui tiennent aussi bien à la personnalité de l'auteur qu'à la qualité du texte.

Les travaux de Ludwig von Mises sont mal connus en France. Mais leur influence dans un certain nombre de pays n'en est pas moins considérable, ainsi que le rappelle ci-après Raoul Audouin dans son introduction. C'est à des hommes tels que Ludwig von Mises, Friedrich Hayek et Milton Friedman que l'on doit l'extraordinaire renouveau de la pensée libérale après la Deuxième Guerre mondiale, alors que les progrès de la pensée collectiviste paraissaient inéluctables. Quelques individus, quelques organisations, persuadés de la force des idées, se sont ainsi engagés dans le combat intellectuel, pour éviter aux citoyens les conséquences néfastes de certaines idéologies et pour dessiner les contours de sociétés libres plus conformes à leurs véritables souhaits. C'est à l'appel d'une de ces institutions que Lud-

pdforall.com

wig von Mises s'est rendu en Argentine pour prononcer les conférences publiées ici. Leur impact et leur pérennité sont un témoignage du rôle que peuvent avoir les réservoirs de pensée consacrés à l'étude des mécanismes des sociétés libres. C'est une tâche de ce genre que poursuit l'Institut Economique de Paris.

Cet ouvrage se caractérise par son extraordinaire clarté, jointe à une grande profondeur d'analyse. Le seul examen de la table des matières pourrait conduire le lecteur à croire qu'il s'agit de thèmes bien connus ne nécessitant pas de commentaires supplémentaires. Au fil des pages, il s'apercevra vite qu'il n'en est rien. Il faut, en effet, être un très grand penseur et un très grand maître pour arriver à exprimer de manière aussi limpide et rapide des idées aussi fondamentales que celles qui sont présentées dans cette collection de conférences.

Son caractère très accessible et l'importance des sujets qu'elle aborde devraient permettre une diffusion près d'un large public — universitaires, responsables d'entreprises et d'organismes variés, hommes politiques, étudiants et même écoliers — et lui assurer une grande notoriété. Dans une période où, malheureusement, tous les aspects de la vie sont atteints par la politisation et où nous sommes tous abreuvés d'écrits et de déclarations sur l'organisation sociale, il est indispensable d'aller à l'essentiel.

Ludwig von Mises nous en donne les moyens.

PASCAL SALIN
Professeur à l'Université Paris-IX-Dauphine
Directeur des Recherches
de l'Institut Economique de Paris

pdforall.com

Introduction

LUDWIG von MISES
Lemberg, 29 septembre 1881
New York, 10 octobre 1973

Comme la Grèce et Florence à leur apogée, l'Autriche-Hongrie, et Vienne en particulier, jouirent d'une brève période de liberté, de 1867 à 1914 ; les arts et les sciences y connurent un épanouissement soudain. Ludwig von Mises est un fruit précieux de cette civilisation européenne qui continua à briller jusqu'à l'invasion nazie en 1938.

Gustavo Velasco

Ludwig von Mises, ce géant intellectuel dont se réclament trois Prix Nobel d'économie aujourd'hui — Friedrich Hayek, Milton Friedman et George Stigler — est presque inconnu en France. Et pourtant, lors de son quatre-vingt-dixième anniversaire, 71 écrivains libéraux de 18 pays participèrent au recueil d'hommages *Towards Liberty* publié par l'Institute for Humane Studies, en Californie, à l'initiative de son animateur Floyd A. Harper.

pdforall.com

Mais comme l'écrivait Pierre Lhoste-Lachaume pour ce recueil, « bien avant la vogue de Keynes, Ludwig von Mises avait démontré la vanité et les dangers de tous les palliatifs étatiques, et notamment de la substitution du crédit inflationniste à une épargne réelle. Mais l'Occident, pour son malheur, a préféré Keynes à Mises. »

Sans trève au service du vrai

Lemberg, où est né Ludwig von Mises, est une ville de Galicie qui faisait alors partie de l'Empire austro-hongrois ; entre les deux guerres mondiales, elle fut Lwow, en Pologne ; elle est maintenant Lvov, en Ukraine soviétique. Parallélisme frappant avec la carrière de Ludwig von Mises : officier d'artillerie, il se battit en Galicie contre les Russes ; universitaire viennois, il engagea la lutte intellectuelle contre le totalitarisme, et dut se replier sur Genève en 1934 ; en 1940, la débâcle inattendue des Français lui fit choisir l'exil outre-Atlantique. C'est de là que, pour reprendre les mots de Gustavo Velasco, « à la différence de beaucoup d'hommes de moindre courage, Ludwig von Mises poursuivit son œuvre avec une vitalité et une persévérance exceptionnelles ». Quant à F.A. Harper, voici comment il caractérise le rang que Ludwig von Mises occupe dans l'histoire de la pensée contemporaine :

« Cet homme hors du commun a été à juste titre qualifié de savant par les savants mêmes et de héraut des potentialités de l'Homme. Son rare degré de conscience philosophique et d'intégrité scientifique a guidé de nombreux penseurs dans un effort d'élévation spirituelle qui, sans lui, eût été à peine concevable. »

Co-fondateur et pilier de la Mont Pèlerin Society, sa renommée s'étendit mondialement dans les années d'après-

pdforall.com

guerre. Pourtant les Universités américaines le tinrent tacitement à l'écart : il était trop à contre-courant de l'anti-capitalisme des intellectuels fonctionnarisés. Maintenant ses compagnons de la Mont Pèlerin Society et ses disciples ont au contraire l'oreille des étudiants et *Human Action* (1) concurrence *Das Kapital*. Mrs Margit von Mises n'a cessé, depuis la mort de son mari, de sauver de l'oubli ses travaux non encore publiés ; elle-même a écrit en 1976 un livre délicieux et passionnant (*My years with Ludwig von Mises,* Arlington House Publishers, New Rochelle, N.Y.) pour que vive dans les souvenirs l'homme de cœur et de dévouement qui se cachait pudiquement derrière la rigueur de l'œuvre.

L'œuvre écrite

La persévérante et méticuleuse édification de cette « science de l'agir humain » que Ludwig von Mises appela la praxéologie, ressort du catalogue dressé à la Foundation for Economic Education (Irvington on Hudson, N.Y.) par Bettina Bien, en 1969 : 19 livres, qui en deviennent 46 en comptant les éditions augmentées et les traductions ; et 219 articles recensés (d'autres furent détruits par les nazis en 1938). Deux thèmes essentiels sous-tendent cette immense carrière commencée en 1904 et poursuivie pendant 65 ans.

Le premier thème est celui du rôle essentiel de la monnaie dans l'efficacité sociale du système de marché ; et en contraste, les dégâts de toute expansion artificielle des moyens de paiement. Sa *Théorie de la monnaie et du crédit*, publiée en 1912 à Munich et Leipzig, consacra Ludwig von Mises aux yeux des économistes. Réécrite entièrement en 1924, traduite en anglais en 1934, encore complétée en 1953 dans cette langue, traduite en espagnol en 1936, et en

(1) Traduction française : *l'Action Humaine,* Paris, PUF, 1985.

pdforall.com

japonais en 1949, elle reste aujourd'hui l'ouvrage de référence fondamental en la matière.

Le second thème est celui de la société libre, qui ne peut s'édifier que sur l'honnêteté monétaire, et dont l'essence comme le but se résument dans la coopération mondiale à travers les échanges de gré à gré. Ludwig von Mises aborde cette analyse dès 1919, avec le livre qu'il publie à Vienne sous le titre *Nation, Etat et Economie*. Celà débouche en 1922 sur une première critique fondamentale du socialisme et en 1927 sur une réexposition du *Libéralisme*, qui sera traduite en anglais en 1936 et en français en 1938 ; une édition en anglais, augmentée, parut en 1950 et a été réimprimée en 1969.

C'est en 1932 — quatre ans avant la *Théorie générale* de John Maynard Keynes — que paraît dans sa forme définitive la critique du *Socialisme* en tant qu'économie collective ; écrite en allemand, elle sera traduite en anglais en 1936, puis en français en 1938. La version anglaise est augmentée en 1951 et réimprimée en 1969. L'on peut encore citer des études en quelque sorte complémentaires : d'ordre épistémologique comme *Les problèmes de fond de l'économie nationale* (en allemand, 1933, traduit en anglais en 1960) ; concernant les structures totalitaires, comme *Le gouvernement omnipotent* (en anglais en 1944, traduit en français et en espagnol en 1947). Et encore *La bureaucratie* (Etats-Unis en 1944, Londres 1945, traduction française en 1946, réimpression aux Etats-Unis en 1969). Enfin, *Le chaos du planisme* (aux Etats-Unis en 1947, traduit en français en 1956).

Le maître-livre : Human Action

Illustration de l'économie de marché et critique des déviations n'étaient cependant que des piles de pont, pour jeter

pdforall.com

à travers le delta des sciences humaines la grande route commune de la praxéologie, la théorie générale de l'agir humain. *Human Action* se présente cependant avec ce sous-titre modeste et véridique : *Un traité d'économie.* C'est, explique Ludwig von Mises, que de toutes les sciences sociales c'est l'étude de l'économie qui est la plus anciennement ouverte et la plus évoluée.

Une première présentation, en allemand, paraît à Genève en 1940 sous le titre de *Nationalökonomie.* C'est seulement au bout de neuf ans de travail que paraît, aux Etats-Unis, la première des trois éditions de *Human Action* (1949, 1963, 1966). Il y a eu une traduction italienne en 1959 et une espagnole en 1960, cette dernière rééditée deux fois. D'autres sont en préparation, en allemand, en japonais et en français.

Pour aborder cette œuvre monumentale (en anglais 889 pages) deux guides peuvent être très utiles : d'abord le glossaire dressé par le Professeur Greaves sous le titre « Mises made easier », où sur 150 pages sont classés alphabétiquement tous les mots-clefs avec renvoi aux principaux alinéas des douze principaux ouvrages de Ludwig von Mises. Mais avant tout, il y a les 60 pages (du *Freeman*, n° de septembre 1981) où George Koether donne, également par ordre alphabétique, un aperçu analytique des thèses du maître, par une soixantaine d'extraits caractéristiques. La langue en est très simple, car Ludwig von Mises écrit, avec des mots anglais, des phrases bâties comme le français du XVIIIe siècle. Voici deux passages choisis dans la sélection de George Koether, parce qu'ils précisent la position de Ludwig von Mises quant aux rapports de la science et de la morale :

« Lorsque nous parlons de lois de la nature, nous avons à l'esprit le fait qu'il existe en permanence une inexorable interconnexion de phénomènes physiques et biologiques.

pdforall.com

En parlant de lois de l'agir humain, nous évoquons le fait qu'une telle interconnexion inexorable est présente aussi dans le champ de l'agir humain comme tel et que l'homme doit reconnaître ces constantes s'il veut agir efficacement.

« L'observance des règles morales, indispensables à l'établissement, à la préservation et à l'intensification de la coopération sociale, n'est pas considérée par l'économiste comme un sacrifice à une entité mythique, mais comme le recours aux méthodes d'action les plus appropriées, ou comme le prix à payer pour atteindre à des valeurs plus hautement considérées. »

L'homme Ludwig von Mises

Voici quatre témoignages d'intellectuels représentatifs de quatre générations successives, sur lesquels l'influence de la personnalité de Ludwig von Mises a été, de leur propre aveu, déterminante :

— De Friedrich A. von Hayek, Prix Nobel :

« Encore étudiant à l'Université de Vienne, au tournant du siècle, Ludwig von Mises partageait les préjugés à la mode et penchait comme nous tous vers ce qu'on appelle maintenant la gauche. Puis entièrement de son propre chef, il redécouvrit les idées du libéralisme classique et voua toute son existence à rebâtir et réanimer cette tradition. »

— De John Chamberlain, critique littéraire au *Freeman* :

« Le grand mérite de l'œuvre de Ludwig von Mises est de montrer dans le détail le plus précis comment et pourquoi un gouvernement interventionniste, en enfreignant des droits naturels, conduit à l'appauvrissement de la société... Il y a des signes de progrès : la théorie économique autrichienne n'est plus une étude méprisée... Les

pdforall.com

tenants de la politique du supply-side doivent beaucoup à l'explication lumineuse que Mises a donnée de la loi des marchés de Jean-Baptiste Say. »

— De Gustavo Velasco, juriste mexicain :

« Sa superbe intelligence, son immense connaissance des progrès accomplis avant lui et de son temps en économie, en histoire, en sociologie, en psychologie et en philosophie, lui permettaient de pousser rigoureusement ses raisonnements jusqu'à leurs ultimes conclusions. Celà le fit accuser d'être froid, intransigeant et hors de contact avec son époque. Ceux d'entre nous qui ont eu le privilège de pénétrer un peu derrière sa réserve connaissent un Ludwig von Mises aussi cultivé, spirituel, et sympathique, que sensible et chaleureux. »

— De Murray Rothbard, chef de file des libertariens :

« Ce que le Professeur Ludwig von Mises nous donnait, c'était une puissante structure de pensée économique ; mais le niveau d'intégration en était absolument fantastique comparé à n'importe quelle production du XXe siècle. Son livre *Theory and History*, trop négligé, fournit à mon avis la synthèse correcte de ce qui a été écrit de meilleur dans les philosophies de l'Histoire qui l'ont précédé.

Pour nous autres étudiants de New York, son étonnante gentillesse personnelle et son infinie courtoisie représentaient comme un lointain parfum de la noble atmosphère de la Vienne d'avant-guerre, cette période tellement plus civilisée que la nôtre... »

(Documentation réunie
par RAOUL AUDOUIN)

pdforall.com

pdforall.com

Avant-propos

Le livre que voici reflète totalement la position fondamentale de l'Auteur, position pour laquelle il fut — et est encore — admiré de ses partisans et décrié de ses adversaires... Alors que chacune des six leçons peut se suffire à la façon d'un essai indépendant, l'harmonie de la série fournit un plaisir esthétique semblable à celui que procure l'architecture d'un édifice bien conçu.

Fritz Machlup
Princeton, 1979

Vers la fin de 1958, lorsque mon mari fut invité par le Dr Alberto Benegas-Lynch à venir en Argentine faire une série de conférences, l'on me demanda de l'accompagner. Le livre que voici contient, transcrit, ce que mon mari a dit aux centaines d'étudiants argentins venus à ces leçons.

Nous arrivions en Argentine quelques mois après que Peron eût été contraint de quitter le pays. Il avait gouverné de façon ruineuse, et complètement détruit les assises économiques de l'Argentine. Son successeur, Eduardo

pdforall.com

Lonardi, ne valait pas beaucoup mieux. La nation était prête à accueillir des idées nouvelles, et mon mari était, tout autant, disposé à les apporter.

Ses exposés furent faits en anglais, dans l'énorme salle des conférences de l'Université de Buenos Aires. Dans deux pièces voisines ses paroles étaient instantanément traduites en espagnol pour les étudiants, munis d'écouteurs. Ludwig von Mises parla sans aucune réticence du capitalisme, du socialisme, de l'interventionnisme, du communisme, du fascisme, de la politique économique et des dangers de la dictature. Ces jeunes gens, qui écoutaient mon mari, ne connaissaient pas grand chose en fait de liberté du marché ou de liberté individuelle. Comme je l'ai écrit à propos de cet épisode dans *Mes années avec Ludwig von Mises,* « Si quelqu'un à cette époque avait eu l'audace d'attaquer le communisme et le fascisme comme le fit mon mari, la police serait arrivée et l'aurait immédiatement arrêté, et la réunion aurait été dispersée ».

L'audience réagit comme si une fenêtre avait été ouverte et que de l'air frais eût pu circuler librement à travers les pièces. Il parlait sans la moindre note. Comme toujours, sa pensée se guidait sur quelques mots jetés sur une simple feuille de papier. Il savait exactement ce qu'il avait l'intention de dire, et par l'emploi de termes relativement simples il parvenait à communiquer ses idées à un public auquel son œuvre n'était pas familière, de façon telle que l'on pouvait comprendre sans ambiguïté ce qu'il énonçait.

Les leçons étaient enregistrées sur bandes magnétiques, et par la suite elles furent transcrites par une secrétaire parlant l'espagnol ; c'est ce manuscrit dactylographié que j'ai retrouvé parmi les papiers posthumes de mon mari. En lisant cette transcription, il me revint en mémoire avec une grande netteté l'enthousiasme singulier avec lequel ces Argentins avaient accueilli ce que leur exposait mon mari.

pdforall.com

Et il me sembla, n'étant pas moi-même économiste, que ces leçons prononcées devant une audience profane en Amérique du Sud, étaient beaucoup plus faciles à comprendre que beaucoup des écrits plus théoriques de Ludwig von Mises. J'eus le sentiment qu'elles contenaient tant de choses précieuses, tant d'idées importantes pour aujourd'hui et pour l'avenir, qu'il fallait les rendre accessibles au public.

Comme mon mari n'avait jamais révisé la transcription de ces exposés en vue d'une publication en forme de livre, il me restait à le faire. J'ai apporté le plus grand soin à garder intact le sens de chaque phrase, à ne rien modifier du contenu et à conserver toutes les expressions que mon mari employait fréquemment et qui sont si familières à ses lecteurs. Ma seule contribution fut d'assembler les phrases et de supprimer quelques-uns des mots sans importance que chacun emploie dans la conversation ordinaire. Si mon essai pour faire de ces exposés un livre peut avoir réussi, cela n'est dû qu'au fait qu'à chaque phrase dactylographiée j'entendais la voix de mon mari, je l'entendais parler. Il était là vivant, pour moi, vivant par la clarté avec laquelle il démontrait la nocivité et le danger d'un excès de gouvernement, par la netteté et la lucidité avec lesquelles il décrivait les différences entre la dictature et l'interventionnisme, par sa façon spirituelle d'évoquer d'importantes personnalités historiques, par le si petit nombre de notations qui lui suffisait pour faire revivre des temps enfuis.

Je ne voudrais pas laisser passer cette occasion de remercier mon bon ami George Koether, pour m'avoir prêté son aide dans cette tâche. Son expérience littéraire et sa profonde compréhension des théories de mon mari ont puissamment contribué à la réalisation de ce livre.

J'espère que ces exposés seront lus non seulement par des érudits mais aussi par les admirateurs de mon mari qui

pdforall.com

sont nombreux parmi les non-économistes. Et mon espoir le plus cher est que ce livre soit mis à la disposition d'audiences plus jeunes, en particulier des adolescents dans les classes terminales et celles préparant à l'enseignement supérieur.

MARGIT VON MISES
New York
Juin 1979

pdforall.com

Première leçon

Capitalisme

Les expressions imagées dont les gens se servent sont souvent très trompeuses. En parlant des grands industriels modernes, et des dirigeants de vastes entreprises, ils qualifient par exemple tel ou tel de « roi du chocolat », ou du coton, ou de l'automobile. Leur façon d'employer ces termes indique qu'ils ne voient pratiquement pas de différence entre les chefs d'entreprise modernes et ces rois, princes ou seigneurs féodaux du temps jadis. Mais la différence est en réalité fort grande, car un roi du chocolat ne gouverne pas du tout, il *sert autrui.* Il ne règne pas sur un territoire conquis, il n'est pas indépendant à l'égard du marché et de ses clients. Le roi du chocolat — ou de l'acier, ou de l'auto, ou de quelque autre industrie d'aujourd'hui — dépend de l'industrie où il travaille et de la clientèle qu'il fournit. Ce « roi » doit rester en faveur auprès de ses sujets, les consommateurs ; il perd sa « royauté » dès qu'il n'est plus en mesure d'assurer à ses clients de meilleurs services, et de les fournir à moindre coût que les autres industriels avec lesquels il est en concurrence.

Il y a deux cents ans, avant l'avènement du capitalisme, le statut social d'un homme était fixé du début à la fin de sa vie ; il l'héritait de ses ancêtres et n'en changeait jamais. S'il était né pauvre, il restait pauvre toujours, et s'il était né riche — aristocrate ou grand seigneur — il conservait son titre nobiliaire et les propriétés attenantes, sa vie durant.

pdforall.com

En ce qui concerne les produits fabriqués, les industries de transformation rudimentaires de l'époque vivaient à peu près exclusivement de la clientèle des gens riches. La plupart des individus (quatre-vingt-dix pour cent ou davantage de la population européenne) travaillaient la terre et n'avaient pas de contacts avec les activités industrielles orientées vers les villes. Ce système rigide de la société féodale prévalut pendant bien des siècles dans les régions les plus évoluées de l'Europe.

Cependant, comme la population rurale augmentait, vint un moment où il y eut trop de gens à vivre dans les campagnes. Pour ce surcroît de gens sans héritages ni terres, il n'y avait pas assez de travail aux champs, et il ne leur était pas davantage possible d'aller travailler aux activités de transformation ; les potentats des cités leur en refusaient l'accès. Le nombre de ces « indésirables » continua de croître, et l'on continua de ne savoir qu'en faire. C'étaient, au sens complet du terme, des « prolétaires », des gens sans feu ni lieu que les gouvernants ne pouvaient qu'envoyer aux ateliers de bienfaisance et aux hospices. Dans certaines régions d'Europe, notamment aux Pays-Bas et en Angleterre, ils devinrent nombreux au point de devenir un danger pour le système social existant.

Aujourd'hui, lorsqu'on discute de situations analogues dans des endroits comme l'Inde ou d'autres pays en développement, il ne faut pas oublier que, dans l'Angleterre du dix-huitième siècle, les conditions d'existence étaient nettement pires. A cette époque, l'Angleterre avait six ou sept millions d'habitants ; et sur ces six ou sept millions d'êtres plus d'un million, probablement deux millions, étaient simplement des malheureux dans le dénuement, pour lesquels le système social en vigueur ne prévoyait rien. Que faire de ces pauvres gueux, ce fut l'un des grands problèmes de l'Angleterre du dix-huitième siècle.

pdforall.com

Un autre grand problème était le manque de matières premières. Les Anglais se posaient très sérieusement cette question : que nous faudra-t-il faire à l'avenir, lorsque nos forêts ne nous fourniront plus le bois dont nous avons besoin pour nos industries et pour chauffer nos maisons ? Pour les milieux dirigeants c'était une situation extrêmement grave. Les hommes d'Etat ne savaient que faire ; l'aristocratie au pouvoir n'avait absolument aucune idée de la façon dont s'y prendre pour arranger les choses.

C'est de cette situation angoissante que sortirent les débuts du capitalisme moderne. Il y eut parmi ces déshérités, parmi ces pauvres, des personnes qui se mirent en devoir d'organiser les autres pour mettre sur pied de modestes ateliers où l'on pourrait fabriquer quelque chose. Ce fut là une innovation. Ces innovateurs ne produisaient pas des articles coûteux qui ne conviendraient qu'aux gens aisés ; ils fabriquèrent des marchandises à meilleur marché pour les besoins de tout le monde. Et ce fut l'origine du capitalisme tel qu'il fonctionne maintenant. C'était *le début de la production de masse,* principe fondamental de l'industrie capitaliste. Alors que les anciennes activités de transformation, au service des gens fortunés de la ville, ne subsistaient guère que par la clientèle des classes dominantes, les nouvelles industries capitalistes se mirent à fabriquer des produits qui pouvaient être achetés par le grand public. Ce fut de la production de masse pour répondre aux besoins de la masse.

Tel est le principe de base du capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui dans tous les pays où existe un système hautement développé de production de masse. Les grandes firmes, cible des attaques les plus virulentes des soi-disant hommes de gauche, produisent presque essentiellement pour satisfaire les besoins de la multitude. Les entreprises fabriquant des articles de luxe destinés seulement aux

pdforall.com

riches ne peuvent jamais atteindre la dimension des grandes affaires. Et de nos jours, ce sont les salariés des grosses firmes industrielles qui sont les principaux consommateurs des produits sortant de leurs usines. Telle est la différence fondamentale entre les principes capitalistes de production et les principes féodaux des époques précédentes.

Lorsque les gens croient, ou prétendent, qu'il y a une distinction entre producteurs et consommateurs de ce que fabriquent les grandes entreprises, c'est une grosse erreur. Dans les Grands Magasins en Amérique, vous entendez le slogan : « le Client a toujours raison ». Et ce client, c'est la même personne qui fabrique à l'usine ces objets mis en vente dans les centres commerciaux. Les gens qui s'imaginent que les grandes affaires ont un pouvoir énorme se trompent eux aussi, car les grandes affaires dépendent entièrement de la clientèle qui achète leurs produits : la plus grosse entreprise perd sa puissance et son influence dès qu'elle perd ses clients.

Il y a une soixantaine d'années, l'on disait dans presque tous les pays capitalistes que les compagnies de chemin de fer étaient trop grandes et trop puissantes ; elles avaient un monopole ; il était impossible de leur faire concurrence. L'on prétendait que, dans le domaine des transports, le capitalisme avait déjà atteint le stade où il se détruit lui-même, puisqu'il avait éliminé la concurrence. Ce que l'on ne voyait pas, c'était le fait que la puissance des chemins de fer reposait sur leur aptitude à servir le public mieux que tout autre mode de transport. Evidemment, il eût été ridicule de concurrencer l'une de ces grandes compagnies de chemins de fer en construisant une autre ligne parallèle à l'ancienne, étant donné que la vieille suffisait pour les besoins existants. Mais bientôt intervinrent d'autres compétiteurs. La liberté de concurrence ne signifie pas que vous pouvez réussir simplement en imitant ou en copiant

pdforall.com

exactement ce que quelqu'un d'autre a réalisé. La liberté de la presse ne veut pas dire que vous avez le droit de recopier ce que quelqu'un d'autre a écrit, et ainsi de récolter le succès que cet autre homme a dûment mérité à raison de son œuvre. Elle veut dire que vous avez le droit d'écrire quelque chose d'autre. La liberté de concurrence en fait de chemins de fer, par exemple, signifie que vous êtes libre d'inventer quelque chose, de faire quelque chose, qui sera un défi lancé aux chemins de fer et les placera dans une situation précaire de concurrence.

Aux Etats-Unis la concurrence faite aux chemins de fer — sous forme d'autocars, d'automobiles, de camions, et d'avions — a porté des coups sévères aux chemins de fer, et les a presque complètement supplantés en ce qui concerne le transport de passagers.

Le développement du capitalisme consiste en ce que tout un chacun a le droit de servir le consommateur de meilleure façon et (ou) à meilleur marché. Et cette méthode, ce principe, a en un temps relativement court, transformé le monde entier. C'est ce qui a rendu possible une augmentation sans précédent de la population mondiale.

Dans l'Angleterre du dix-huitième siècle, l'agriculture ne pouvait nourrir que six millions d'habitants, avec un très faible niveau de vie. Aujourd'hui, plus de cinquante millions de personnes jouissent d'un niveau de vie plus élevé que celui dont profitaient même les riches durant le dix-huitième siècle. Et le niveau de vie présent en Angleterre aurait probablement été encore plus élevé, si une quantité considérable d'énergie n'avait été gaspillée par les Britanniques dans ce qui fut, à divers points de vue, des aventures politiques et militaires dont il eût été possible de se dispenser.

Voilà les réalités concernant le capitalisme. C'est pourquoi si aujourd'hui un Anglais — ou aussi bien, n'importe

pdforall.com

quel citoyen d'un quelconque autre pays — dit à ses amis qu'il est contre le capitalisme l'on peut lui répondre une bonne chose : « Vous savez que la population de notre planète est maintenant dix fois supérieure à ce qu'elle était au cours des âges d'avant le capitalisme ; vous savez que tous les hommes d'aujourd'hui bénéficient d'un niveau de vie plus élevé que nos ancêtres avant l'ère capitaliste. Mais comment pouvez-vous savoir si vous êtes l'un de ces dix pour cent qui vivraient aujourd'hui sur la terre s'il n'y avait eu le capitalisme ? Le simple fait que vous vivez maintenant est la preuve que le capitalisme a été une réussite, que vous teniez ou non votre existence pour quelque chose de très précieux. »

En dépit de tout ce qu'il a apporté, le capitalisme a été furieusement attaqué et critiqué. Il est nécessaire que nous comprenions l'origine de cette antipathie. Le fait est que la haine du capitalisme n'a pas pris naissance parmi les travailleurs eux-mêmes, au sein des masses, mais dans les milieux de l'aristocratie terrienne, celle d'Angleterre et celle du Continent. Ces gentilshommes mirent le capitalisme en accusation à cause d'un fait qui leur était passablement désagréable : au commencement du dix-neuvième siècle, les salaires plus élevés versés par l'Industrie à ses travailleurs forçaient les nobles propriétaires à payer aussi des salaires plus élevés à leurs travailleurs *agricoles*. L'accusation qu'ils lancèrent contre les industries consista à critiquer le niveau de vie des foules ouvrières.

Assurément, de notre point de vue actuel, le niveau de vie des travailleurs était extrêmement bas ; les conditions d'existence aux débuts du capitalisme étaient absolument lamentables, mais non pas du fait que les industries capitalistes nouvellement créées avaient fait du tort aux travailleurs. Les gens embauchés pour travailler dans les usines

pdforall.com

avaient déjà, jusqu'alors, vécu à un niveau virtuellement sous-humain.

La vieille et célèbre histoire, répétée des centaines de fois, donnant à croire que les usines employaient des femmes et des enfants, qui auraient eu des conditions d'existence décentes avant d'être employés en usine, est l'une des plus grandes falsifications de l'histoire. Les mères qui venaient à l'usine n'avaient rien pour faire la cuisine ; elles n'avaient pas quitté leur maison et leur cuisine pour aller à l'usine, elles étaient allées à l'usine parce qu'elles n'avaient pas de cuisine ; et si elles en avaient eu une, elles n'auraient rien eu à y faire cuire. Et les enfants n'étaient pas sortis de confortables nurseries. Ils étaient en train de mourir de faim.

Tout ce que l'on raconte des prétendues horreurs indicibles du capitalisme naissant peut être réfuté par un simple fait statistique : précisément dans ces années où le capitalisme anglais s'est développé, précisément dans cette période qu'on appelle Révolution Industrielle en Angleterre, dans les années 1760 à 1830, précisément dans ces années-là la population de l'Angleterre doubla ; ce qui veut dire que des centaines de milliers d'enfants — qui auparavant seraient morts en bas âge — survécurent et grandirent pour devenir des hommes et des femmes.

Il ne fait aucun doute que les conditions d'existence des âges précédents avaient été profondément déplorables. Ce qui les améliora, ce fut l'activité économique capitaliste ; ce furent précisément ces premières fabriques qui produisirent en vue des besoins de leurs travailleurs, soit directement, soit indirectement en exportant des produits et en important des denrées alimentaires et des matières premières. Les uns après les autres, les plus anciens historiens du capitalisme ont falsifié l'histoire — il n'est guère possible d'employer un autre mot.

pdforall.com

Une anecdote souvent contée par eux, et peut-être bien inventée, met en scène Benjamin Franklin. Selon cette légende, Franklin visitait en Angleterre une fabrique de cotonnades, et le propriétaire lui dit avec une fierté manifeste : « Voyez, ces articles en coton sont pour la Hongrie » ; Franklin, regardant autour de lui et voyant les misérables vêtements des ouvriers, lui dit : « Pourquoi n'en fabriquez-vous pas pour vos propres ouvriers ? ».

Or ces articles d'exportation dont parlait l'entrepreneur, manifestaient en réalité qu'il produisait en effet pour ses propres ouvriers, puisque l'Angleterre devait importer toutes ses matières premières. Il n'y avait de coton ni en Angleterre, ni sur le Continent. L'on manquait de vivres en Angleterre, et il fallait en importer de Pologne, de Russie, de Hongrie. Ces articles d'exportation représentaient le paiement des importations alimentaires qui rendaient possible la survie de la population de Grande-Bretagne. Maints exemples tirés de l'histoire de cette époque pourront faire voir quelle fut l'attitude des nobles et des gentilshommes terriens vis-à-vis des travailleurs. Je voudrais en citer seulement deux.

L'un des exemples est le célèbre système dit de *Speenhamland,* pratiqué en Angleterre. Selon ce système, le gouvernement britannique versait à tout travailleur qui ne recevait pas le salaire minimum légal (fixé par le gouvernement) la différence entre ce salaire officiel et celui touché. Cela épargnait à l'aristocratie terrienne l'ennui de payer des salaires plus élevés. Les propriétaires versaient les salaires agricoles au faible taux traditionnel, et le gouvernement les complétait, afin de dissuader les ouvriers de quitter la campagne pour chercher de l'emploi en ville.

Quatre-vingts ans plus tard, après que le capitalisme se fût répandu de l'Angleterre à l'Europe continentale, l'aristocratie foncière réagit de nouveau contre le système de

pdforall.com

production importée. En Allemagne les Junkers de Prusse, ayant perdu beaucoup de leur main d'œuvre attirée par les industries capitalistes plus rémunératrices, inventèrent un terme pour désigner le problème : *Landflucht,* la désertion des campagnes. Et au Parlement allemand, l'on discuta de ce qui pouvait être fait contre ce que les nobles propriétaires terriens considéraient comme un *fléau.* Le Prince Bismarck, le fameux Chancelier de l'Empire allemand, dit un jour dans un discours : « J'ai rencontré à Berlin un homme qui jadis travaillait sur mon domaine, et j'ai demandé à cet homme : Pourquoi êtes-vous parti du domaine, pourquoi avez-vous quitté la campagne, et pourquoi vivez-vous maintenant à Berlin ? ».

Et si l'on en croit Bismarck, l'homme répondit : « Il n'y a pas au village une jolie brasserie comme nous en avons à Berlin, où l'on peut s'asseoir, boire de la bière et entendre de la musique. » C'est là, bien entendu, une histoire vue du côté du Prince Bismarck, l'employeur. Ce n'était pas le point de vue de tous ses employés. Ils s'engageaient dans les industries parce que l'Industrie leur payait de meilleurs salaires et portait leur niveau de vie plus haut que jamais auparavant. Aujourd'hui, dans les pays capitalistes, la différence est relativement faible quant aux besoins fondamentaux, entre la façon de vivre des classes dites supérieures et inférieures ; de part et d'autre l'on a de quoi se nourrir, se vêtir et se loger. Mais au dix-huitième siècle et avant, la différence entre l'homme des « classes moyennes » et l'homme du bas de l'échelle était que le premier avait des souliers, tandis que le second allait nu-pieds. Aux Etats-Unis aujourd'hui, la différence entre un riche et un pauvre signifie très souvent que l'un a une Cadillac et l'autre une Chevrolet. La Chevrolet peut être une voiture d'occasion, mais au fond elle rend les mêmes services à son propriétaire : lui aussi peut rouler assis au volant, d'un point à un

pdforall.com

autre. Plus de cinquante pour cent des gens aux Etats-Unis habitent une maison ou un appartement dont ils sont propriétaires.

Les attaques contre le capitalisme — en particulier en ce qui concerne les taux de salaire que l'on voudrait plus élevés - partent de l'idée fausse que les salaires sont payés en dernier ressort par des gens différents de ceux qui sont employés dans les fabriques. Or, c'est très bien pour des économistes et pour des étudiants en sciences économiques, de distinguer entre le travailleur et le consommateur et d'envisager différemment les deux catégories. Mais en réalité, tout consommateur doit, d'une façon ou d'une autre, acquérir l'argent qu'il dépense, et l'immense majorité des consommateurs est précisément composée des mêmes personnes qui forment le personnel salarié produisant les articles qu'elles consomment.

Le niveau des salaires en système capitaliste n'est pas fixé par une classe de gens autres que la classe des salariés : ce sont les *mêmes* individus. Ce n'est *pas* la société productrice de films à Hollywood qui paie les cachets de la star ; ce sont les gens qui prennent des billets pour voir le film. Et ce n'est *pas* l'organisateur d'un match de boxe qui paie les sommes énormes demandées par les champions ; ce sont les gens qui louent une place pour assister au combat. La distinction faite entre employeur et employé trace une frontière sur le plan de la théorie économique, elle n'en trace pas dans la vie réelle ; à ce niveau-ci, l'employeur et l'employé sont en dernière analyse une seule et même personne.

En de nombreux pays, il y a des gens qui considèrent comme profondément injuste qu'un homme qui a charge de famille, avec plusieurs enfants, reçoive le même salaire qu'un célibataire qui n'a que lui-même à entretenir. Mais la question n'est pas de savoir si l'employeur doit assumer

pdforall.com

une plus grande responsabilité en raison des dimensions de la famille de l'employé.

La question que nous devons poser dans ce cas est celle-ci : vous-même, personnellement, êtes-vous disposé à payer plus cher quelque chose — par exemple un pain — si l'on vous dit que celui qui l'a préparé a six enfants ? Certainement l'honnête homme répondra négativement, et dira : « En principe, je le voudrais ; mais en fait, je préfèrerais acheter un pain fabriqué par un homme sans enfants. » Dans les faits, si les acheteurs ne paient pas l'employeur assez cher pour qu'il puisse lui-même payer ses employés, l'employeur ne pourra pas poursuivre son commerce.

Le système capitaliste n'a pas été appelé « capitalisme » par quelqu'un qui était partisan du système, mais par un individu qui le considérait comme le pire de tous les systèmes de l'Histoire, comme le plus grand fléau qui ait jamais affligé l'humanité. Cet homme, c'était Karl Marx. Toutefois, il n'y a point lieu de rejeter l'appellation forgée par Marx, parce qu'elle décrit clairement la source des grandes améliorations sociales que le capitalisme a apportées avec lui. Ces améliorations sont le résultat de la formation de capitaux ; elles ont pour base le fait que les gens, en règle générale, ne consomment pas tout ce qu'ils ont produit, mais épargnent — et investissent — une partie de l'acquis. Ce problème rencontre beaucoup d'incompréhension, et dans le cours de ces six exposés, j'aurai l'occasion de discuter des principales erreurs que l'on fait communément à propos de l'accumulation de capital, de l'emploi du capital, et des avantages universels qui découlent de son emploi. Je traiterai du capitalisme principalement dans mes leçons sur les investissements étrangers et sur l'inflation, le plus critique des problèmes de politique économique à l'heure actuelle. Comme vous le savez bien entendu,

pdforall.com

l'inflation n'existe pas seulement dans votre pays, elle pose des problèmes dans le monde entier maintenant.

Il est un fait souvent méconnu, concernant le capitalisme ; c'est que l'épargne est quelque chose d'avantageux pour tous ceux qui sont désireux de produire, ou de gagner un salaire. Lorsqu'une personne a reçu une certaine somme — disons, mille dollars — et qu'au lieu de la dépenser il confie ces dollars à une banque de dépôts ou à une compagnie d'assurances, l'argent passe aux mains d'un entrepreneur, d'un homme d'affaires, lui permettant de se lancer dans un projet qui restait la veille irréalisable parce que le capital nécessaire n'était pas à sa disposition.

Que va faire maintenant cet entrepreneur, avec le capital supplémentaire ? La première chose qu'il doit faire, le premier usage du capital en question, ce sera d'aller à la recherche de personnel à embaucher et de matières premières à acheter. Ce faisant, il va déclencher d'autres demandes de main-d'œuvre et de matériaux, et parallèlement une tendance à la hausse pour les salaires et les prix des produits concernés. Bien longtemps avant que l'épargnant ou l'entrepreneur ne recueillent un profit quelconque de tout cela, le travailleur qui cherchait de l'emploi, le producteur de matières premières, l'agriculteur, le salarié, tous profitent du fait que de l'épargne a été constituée.

Il n'est pas certain que l'entrepreneur tire finalement un profit de son initiative ; cela dépend de l'état du marché à l'avenir, et de son talent à former des pronostics corrects sur ce que deviendra cet état du marché. Mais les travailleurs, de même que les producteurs de matières premières sont des bénéficiaires immédiats. On a beaucoup parlé, il y a trente ou quarante ans, de la « politique des salaires », comme l'on disait, de Henry Ford. L'un des hauts faits de M. Ford fut de payer des salaires plus élevés que les autres industriels et fabricants. Sa politique de salaires fut quali-

pdforall.com

fiée d'« invention », mais il ne suffit pas de dire que la politique nouvellement « inventée » fut un effet de la libéralité de M. Ford. Une nouvelle branche d'industrie, ou une nouvelle firme dans une industrie existante, doit nécessairement attirer des travailleurs qui quitteront d'*autres* emplois, d'autres parties de la nation, voire d'autres pays. Et la seule façon d'y parvenir consiste à offrir aux ouvriers de plus hauts salaires pour leur travail. C'est ce qui se passa dans les débuts du capitalisme, et qui se produit encore de nos jours.

Lorsque les manufacturiers de Grande-Bretagne se mirent à fabriquer des cotonnades, ils payèrent leurs ouvriers plus que ceux-ci n'avaient gagné jusqu'alors. Il est vrai qu'un fort pourcentage de ces nouveaux ouvriers n'avaient rien gagné du tout auparavant, et qu'ils étaient disposés à prendre sans discuter ce qu'on leur offrait. Mais au bout de quelque temps — lorsque des capitaux neufs s'accumulèrent et que des entreprises de plus en plus nombreuses se mirent sur les rangs — les taux de salaires montèrent, et le résultat fut l'accroissement sans précédent de la population britannique dont je parlais tout à l'heure.

La malveillante représentation du capitalisme, par certaines gens qui prétendent que c'est un système conçu pour enrichir les riches et appauvrir les pauvres, est fausse de bout en bout. La thèse de Marx au sujet de l'avènement prochain du socialisme était fondée sur la croyance que les ouvriers *étaient* en train de s'appauvrir, que les masses étaient de plus en plus misérables, et que finalement toute la richesse d'un pays serait concentrée entre les mains d'un seul homme. Et alors les multitudes de travailleurs dépouillés se révolteraient enfin, et elles exproprieraient de leurs fortunes les opulents propriétaires. Suivant cette théorie de Karl Marx, il ne peut y avoir aucune chance, aucune possi-

pdforall.com

bilité à l'intérieur du système capitaliste, d'une quelconque amélioration de la situation des ouvriers.

En 1865, parlant devant l'Internationale Ouvrière en Angleterre, Marx déclara que ceux qui croyaient que les syndicats pourraient améliorer les conditions d'existence de la population ouvrière étaient « absolument dans l'erreur ». La politique syndicale revendiquant de plus hauts salaires et des heures de travail moins longues était, disait-il, une politique *conservatrice* — l'adjectif conservateur étant évidemment dans l'esprit de Marx l'étiquette attirant la plus catégorique condamnation. Il proposa que les syndicats s'assignent eux-mêmes un nouvel objectif, un objectif *révolutionnaire :* il leur fallait « rompre totalement avec le système salarial », et substituer au système de la propriété privée le « socialisme » — la remise à l'Etat de la propriété des moyens de production.

Si nous considérons l'histoire du monde, et en particulier l'histoire de l'Angleterre depuis 1865, nous constatons que Marx se trompait sur tous les points. Il n'y a pas un seul pays occidental capitaliste où la situation des masses n'ait été améliorée à un rythme sans précédent. Tous ces progrès des quatre-vingt ou quatre-vingt-dix années écoulées ont été réalisés *en contradiction* complète avec les pronostics de Marx. Car les socialistes marxistes croyaient que la situation des travailleurs ne pourrait jamais s'améliorer. Ils avaient adopté une théorie erronée, la fameuse « loi d'airain des salaires » — une loi qui affirmait que le salaire d'un ouvrier, en régime capitaliste, ne dépasserait pas le montant nécessaire à le maintenir en vie pour servir l'entreprise.

Les Marxistes formulaient leur théorie de la façon suivante : si le taux des salaires ouvriers monte, portant le salaire au-dessus du niveau de simple subsistance, les ouvriers auront des enfants plus nombreux ; et ces enfants,

pdforall.com

lorsqu'ils entreront dans la force de travail, augmenteront le nombre des ouvriers au point de faire baisser les salaires, ramenant les travailleurs au niveau de simple subsistance — c'est-à-dire celui permettant tout juste d'éviter que la population au travail ne se mette à fondre.

Mais cette idée de Marx, et de nombreux autres socialistes, conçoit l'homme au travail à la façon dont les biologistes conçoivent — eux, à bon droit — les animaux dont ils étudient la vie, les souris, par exemple.

Si vous augmentez la quantité d'aliments convenant aux organismes animaux, ou aux bactéries, le nombre des survivants augmentera. Et si vous restreignez la nourriture, vous restreindrez leur nombre. Mais l'homme est différent. Même l'ouvrier — en dépit du fait que les Marxistes n'en aient pas tenu compte — a des besoins humains autres que de se nourrir et de se reproduire. Un relèvement du salaire réel n'aboutit pas uniquement à une augmentation de la population ; sa conséquence est aussi, et surtout, une amélioration du niveau de vie moyen. C'est pourquoi aujourd'hui nous avons un niveau de vie plus élevé en Europe occidentale et aux Etats-unis que dans les pays en développement, par exemple africains.

Il nous faut comprendre toutefois que ce niveau de vie plus élevé dépend des disponibilités en capitaux. Ceci explique la différence de situation entre les Etats-Unis et l'Inde ; les méthodes de lutte contre les maladies contagieuses ont été introduites en Inde — du moins, dans une certaine mesure — et l'effet en a été un accroissement sans précédent de la population ; mais comme ce surcroît de population n'a pas été accompagné d'un accroissement correspondant du montant des capitaux investis, le résultat a été d'accroître la pauvreté. *Un pays devient prospère en fonction de l'augmentation du capital investi par tête de sa population.*

pdforall.com

Je compte, dans mes exposés suivants, avoir l'occasion de revenir plus en détail sur ces problèmes afin de les rendre plus clairs, car certains termes — tels que « le capital investi par tête » — demandent une explication assez détaillée.

Mais il faut vous souvenir de ceci : en politique économique, il n'y a pas de miracles. Vous avez pu lire dans beaucoup de journaux et entendre dans des discours qu'il y a eu un prétendu « miracle allemand » — il s'agissait du rétablissement de l'Allemagne après sa défaite et les destructions de la Seconde Guerre Mondiale. Mais ce ne fut pas un miracle. Ce fut l'application des *principes de l'économie libre de marché,* des méthodes du capitalisme, bien qu'elles n'aient pas été complètement appliquées dans tous les domaines. Tout autre pays peut faire l'expérience du même « miracle » de redressement économique ; cependant, je dois y insister, le rétablissement d'une économie ne provient *pas* d'un miracle ; elle a pour origine l'adoption d'une politique économique saine, et elle est le résultat d'une politique économique saine.

pdforall.com

2e leçon

Socialisme

Je suis ici, à Buenos Aires, l'invité de l'*Instituto por la Economia Libre.* Qu'est-ce que : *economia libre ?* Que signifie ce système de liberté économique ? La réponse est simple : c'est l'économie de marché. C'est le système dans lequel la coopération des individus dans la division du travail est assurée par le marché. Ce marché n'est pas un endroit, c'est un processus ; c'est la manière dont, en achetant et vendant, en produisant et consommant, les individus contribuent au fonctionnement total de la société.

En traitant de ce système d'organisation économique — l'économie de marché — nous employons l'expression « liberté économique ». Très souvent, les gens se trompent sur son sens, croyant que la liberté économique est quelque chose de tout à fait à part des autres libertés, et que ces autres libertés — qu'ils estiment plus importantes — peuvent être maintenues même en l'absence de liberté économique. La signification de la liberté économique, la voici : c'est que l'individu est en mesure de *choisir* la route par laquelle il doit s'intégrer dans l'ensemble de la société. L'individu est à même de choisir sa carrière, il est libre de faire ce qu'il *entend* faire.

Ceci n'est pas à comprendre à la manière dont tant de gens aujourd'hui entendent le mot de liberté ; le sens de ces phrases est que, grâce à la liberté économique, l'homme est libéré de la situation qui est la sienne dans l'état de nature.

pdforall.com

Dans la nature, il n'existe rien que l'on puisse appeler liberté ; il y a seulement la régularité des lois de la nature, à laquelle l'homme doit se plier s'il veut atteindre quelque but. Lorsque nous employons le mot de liberté relativement aux êtres humains, nous pensons seulement à la liberté *au sein de la société.* Et pourtant aujourd'hui, les libertés sociales sont considérées par beaucoup de gens comme indépendantes les unes des autres. Ceux qui se dénomment eux-mêmes « libéraux » préconisent une politique qui est exactement à l'opposé de ce que recommandaient dans leurs programmes libéraux ceux qui s'appelaient ainsi au dix-neuvième siècle. Les soi-disant libéraux d'aujourd'hui partagent l'idée très populaire selon laquelle la liberté de la parole, de la pensée, de la presse, la liberté de religion, le droit de n'être pas emprisonné sans jugement — toutes ces libertés peuvent être préservées en l'absence de ce qu'on appelle liberté économique. Ils ne voient pas que, dans un système où il n'y a pas de marché, où le gouvernement régit toute chose, toutes ces autres libertés sont illusoires, même lorsqu'on en fait des lois inscrites dans la Constitution.

Prenons l'une de ces libertés : celle de la Presse. Si le gouvernement possède toutes les imprimeries, c'est lui qui décidera ce qui doit être imprimé et ce qui ne doit pas être imprimé. Or, si le gouvernement est propriétaire de toutes les imprimeries et décide que quelque chose doit ou non être imprimé, alors la possibilité d'imprimer quelques arguments contraires aux idées des gouvernants devient inexistante en pratique. La liberté de la Presse disparaît. Et il en va de même pour toutes les autres libertés.

Dans une économie de marché, l'individu a la liberté de choisir la carrière dans laquelle il veut s'engager, quelle qu'elle soit, il est libre de choisir sa propre voie pour s'intégrer dans la société. Mais dans un système socialiste, ce

pdforall.com

n'est pas ainsi : sa carrière est décidée par un acte d'autorité du pouvoir. Le gouvernement peut ordonner à des gens qui lui déplaisent, qu'il ne veut pas voir habiter dans certains endroits, d'aller s'installer ailleurs, dans d'autres régions. Et les gouvernants ont toujours le moyen de justifier et expliquer ce procédé en déclarant que le plan gouvernemental requiert la présence de cet éminent citoyen à des milliers de kilomètres du lieu où il gêne les gens au pouvoir.

Il est vrai que la liberté qu'un homme peut avoir dans une économie de marché n'est pas une liberté parfaite d'un point de vue métaphysique. Mais la liberté parfaite n'existe pas. La liberté n'a de sens que dans le cadre de la société. Les écrivains du dix-huitième siècle qui parlaient de la « loi naturelle » — principalement Jean-Jacques Rousseau — croyaient que jadis, dans un passé reculé, les hommes jouissaient de quelque chose appelé liberté « naturelle ». Mais à ces époques éloignées, les individus n'étaient pas libres, ils étaient à la merci de n'importe qui de plus fort qu'eux. La célèbre phrase de Rousseau : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers » peut sonner bien, mais en réalité l'homme ne naît *pas* libre. L'homme naît à l'état de nourrisson complètement désarmé. Sans la protection de ses parents, et sans la protection fournie à ses parents par la société, il ne serait pas capable de conserver la vie.

La liberté dans la société, cela signifie qu'un homme dépend autant des autres que les autres dépendent de lui. La société en économie de marché, où les conditions sont celles de l'« économie libre », signifie un état de choses où tout un chacun est au service de ses semblables et est servi par eux en retour. Les gens croient qu'il y a en économie de marché des patrons qui sont indépendants du bon vouloir et de l'aide des autres gens. L'on croit que les grands indus-

pdforall.com

triels, les hommes d'affaires, les entrepreneurs, sont les véritables maîtres du système économique. Mais c'est là une illusion. Les vrais maîtres du système économique ce sont les consommateurs. Et si les consommateurs cessent de donner leur clientèle à une branche de production, les fabricants sont contraints d'abandonner leur poste de commandement au sein du système économique ou d'adapter ce qu'ils font aux désirs ou commandes des consommateurs.

L'un des propagateurs les plus connus du communisme fut une dame, Lady Passfield, de son nom de jeune fille Beatrice Potter, et largement connue sous le nom de son mari Sidney Webb. Cette dame était la fille d'un riche homme d'affaires et, lorsqu'elle était jeune femme fut employée au secrétariat de son père. Dans ses mémoires, elle écrit : « Dans l'entreprise de mon père, tout le monde devait obéir aux ordres que donnait mon père, le patron. Lui seul donnait des ordres, mais à lui personne n'en donnait. » C'est là une façon de voir extrêmement myope. Son père recevait très effectivement des ordres, que lui donnaient les consommateurs, les acheteurs. Malheureusement, elle ne pouvait voir ces ordres-là ; elle ne pouvait voir ce qui se passe dans une économie de marché, parce que toute son attention se portait sur les ordres que son père donnait au sein de son bureau ou des ateliers.

Dans tous les problèmes économiques, nous devons avoir à l'esprit les mots du grand économiste français Frédéric Bastiat, qui intitula l'un de ses brillants essais : « *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas* ». Afin de comprendre le fonctionnement d'un système économique, nous devons prendre en considération non seulement les choses qui sont visibles, mais aussi prêter attention à celles qui ne peuvent être perçues immédiatement. Par exemple, lorsqu'un patron commande quelque chose au garçon de bureau, cet

pdforall.com

ordre peut être entendu de toute personne présente dans la pièce. Ce qui ne peut être entendu, ce sont les ordres donnés au patron par ses clients.

Le fait est que, dans le système capitaliste, ceux qui commandent en dernier ressort sont les consommateurs. Le souverain, ce n'est pas l'Etat, ce sont les gens. Et la preuve qu'ils sont souverains, c'est qu'ils ont *le droit de se comporter sottement.* C'est là le privilège du souverain. Il a le droit de commettre des erreurs, personne ne peut l'en empêcher, mais bien entendu c'est à lui d'en payer les conséquences. Si nous disons que le consommateur décide en dernier ressort, qu'il est le souverain, cela ne veut pas dire qu'il soit exempt d'erreur, que le consommateur est quelqu'un qui sait toujours ce qu'il y a de meilleur pour lui. Le consommateur, très fréquemment, achète ou consomme des choses qu'il ne devrait pas acheter ou consommer. Mais l'idée qu'une forme capitaliste de gouvernement puisse empêcher les gens de se nuire à eux-mêmes en contrôlant leur consommation, cela est une idée fausse.

Regarder le Pouvoir politique comme une autorité paternelle, comme un tuteur universel, c'est penser à la manière des partisans du socialisme. Aux Etats-Unis, il y a quelques années, le gouvernement tenta ce qu'on appela alors « une noble expérience ». C'était une loi rendant illégal le fait de consommer des boissons enivrantes. Il est certain que bien des gens boivent trop d'eau-de-vie, trop de whisky, et qu'en faisant cela ils risquent de se nuire. Il est certain que de nombreuses personnes fument trop, et fument en dépit du fait qu'elles n'en seraient que mieux si elles ne fumaient pas. Cela soulève un problème qui va beaucoup plus loin que la discussion économique : cela montre ce que signifie réellement la liberté.

Admettons qu'il est bon d'empêcher les gens de se nuire en buvant ou en fumant exagérément. Mais une fois que

pdforall.com

vous avez admis cela, quelqu'un d'autre dira : « le corps est-il tout ? L'esprit de l'homme n'est-il pas encore bien plus important ? N'est-ce pas l'esprit qui est l'héritage humain, ce qui fait réellement la qualité de l'homme ? Si vous donnez au pouvoir politique le droit de régenter la consommation du corps humain, de décider si les gens peuvent ou ne doivent pas fumer, s'ils doivent ou non boire de l'alcool, il n'est pas de bonne réponse que vous puissiez donner à quelqu'un qui vous dit : « Plus importants que le corps sont l'esprit et l'âme, et l'homme se nuit bien davantage en lisant de mauvais livres, en écoutant de mauvaise musique et en regardant de mauvais films. Donc c'est le devoir du gouvernement d'empêcher que les gens ne commettent de telles fautes. »

Et, comme vous le savez, pendant de nombreux siècles, les autorités politiques et autres crurent que c'était là effectivement leur devoir. Et ce n'est pas seulement à des époques reculées que cela s'est produit ; il y a peu, un gouvernement allemand considérait qu'il incombait au pouvoir de distinguer la bonne peinture et la mauvaise — et naturellement cela voulait dire bonne ou mauvaise du point de vue d'un homme qui, dans sa jeunesse, avait été refusé à l'examen d'entrée de l'Académie des Beaux-Arts de Vienne ; bonne ou mauvaise de l'avis d'un peintre en cartes postales. Et il devint contraire aux lois, d'émettre des opinions, à propos d'art et de peinture, autres que celles du Führer Suprême.

Dès lors que vous commencez à admettre que c'est le devoir du gouvernement de contrôler votre consommation d'alcool, que pouvez-vous répliquer à ceux qui vous disent que contrôler les livres et les idées est bien plus important.

La liberté signifie toujours la liberté de se tromper. Il nous faut bien comprendre cela. Nous pouvons critiquer très vivement la façon dont nos concitoyens dépensent leur

pdforall.com

argent et mènent leur vie. Nous pouvons estimer que ce qu'ils font est absolument stupide et nocif, mais dans une société libre, il existe un grand nombre de manières par lesquelles l'on peut exprimer ses opinions sur le sens dans lequel ses contemporains devraient changer leur façon de vivre. L'on peut écrire des livres, écrire des articles, faire des discours ; l'on peut même prêcher au coin des rues si l'on veut — et c'est ainsi que l'on fait dans plusieurs pays. Mais l'on ne *doit pas* tenter d'imposer aux gens une surveillance policière pour les empêcher de faire certaines choses simplement parce que l'on ne veut pas qu'ils en aient la liberté.

Telle est la différence entre la servitude et la liberté. L'esclave doit faire ce que son maître commande de faire, mais le citoyen libre — et c'est là ce que signifie la liberté — est à même de choisir son genre de vie. Assurément, le système capitaliste peut être mal employé, et il est mal employé par certaines gens. Il y est certainement possible de faire des choses qui ne devraient pas être faites. Mais si de telles choses sont approuvées par la majorité, une personne qui les désapprouve dispose encore d'un moyen de modifier l'opinion de ses concitoyens. Elle peut essayer de les persuader, de les convaincre ; elle ne doit pas tenter de les contraindre en recourant au pouvoir de police du gouvernement.

Dans une économie de marché, tout le monde sert ses contemporains en pourvoyant à ses propres besoins. C'est là ce que les écrivains du dix-huitième siècle avaient à l'esprit lorsqu'ils parlaient de l'harmonie des intérêts bien compris de toutes les parties et de tous les individus de la population. C'est précisément cette doctrine de l'harmonie des intérêts que les socialistes ont combattue. Ils parlèrent d'un « irréductible conflit des intérêts » entre les différents groupes.

pdforall.com

Qu'est-ce que cela signifie ? Lorsque Karl Marx — dans le premier chapitre du *Manifeste Communiste,* cette petite brochure qui marqua le début du mouvement socialiste — affirma qu'il existe un conflit insoluble entre les classes, il ne put illustrer sa thèse que par des exemples pris dans la situation des sociétés pré-capitalistes. Dans les époques antérieures au capitalisme, la société était divisée en groupes à statut héréditaire, ce qu'aux Indes on appelle les « castes ». Dans une société à statuts sociaux, un homme ne naissait pas Français, par exemple ; il naissait membre de l'aristocratie française, ou de la bourgeoisie française, ou de la paysannerie française. Pendant la plus grande partie du Moyen Age, il était simplement un serf. Et le servage, en France, ne disparut complètement qu'après la Révolution américaine. Dans d'autres régions de l'Europe, il ne disparut que plus tardivement encore.

Mais la pire forme de servitude — forme qui subsista même après l'abolition de l'esclavage — existait dans les colonies britanniques d'outre-mer. L'individu héritait du statut de ses parents, et y restait attaché toute sa vie. Il le transmettait à ses enfants. Chaque groupe avait ses privilèges et ses désavantages. Les groupes les plus élevés n'avaient que des privilèges, les groupes les plus bas placés n'avaient que des désavantages. Et il n'y avait aucun moyen pour un individu de se débarrasser des désavantages légaux que lui imposait son statut, autre que de combattre politiquement les autres classes. Dans une telle situation, vous pouviez dire qu'il existait un « conflit irréconciliable d'intérêts entre les propriétaires d'esclaves et les esclaves », parce que le désir des esclaves était de se débarrasser de leur esclavage, de leur qualité congénitale d'esclaves. Cela représentait une perte, évidemment, pour leurs maîtres. Par conséquent, il n'y a aucun doute qu'il devait y avoir

pdforall.com

un conflit insoluble d'intérêts entre les membres des diverses classes.

Il ne faut pas oublier qu'à ces époques — où les sociétés de statut prédominaient en Europe aussi bien qu'aux colonies fondées plus tard par les Européens en Amérique — les gens ne se considéraient pas comme liés de façon particulière avec les autres classes de leur propre nation ; ils se sentaient bien plus en union avec les membres de leur propre classe dans les autres pays. Un aristocrate français ne considérait pas les Français de classe inférieure à la sienne comme ses concitoyens ; c'était les gens du « commun », qui ne lui plaisaient pas. Il regardait seulement comme ses égaux les aristocrates des autres pays — ceux d'Italie, d'Angleterre, d'Allemagne, par exemple.

L'effet le plus visible de cet état de choses était que les aristocrates de toute l'Europe utilisaient le même langage. Et ce langage était le français, langue qui n'était pas comprise, hors de France, par les autres groupes de la population. La classe moyenne — la bourgeoisie — avait sa langue propre, tandis que la classe inférieure — la paysannerie — parlait des dialectes locaux que souvent ne comprenaient pas les autres groupes de la population. C'était la même chose pour le vêtement. Lorsque l'on voyageait en 1750 d'un pays dans un autre, l'on constatait que les classes supérieures, les aristocrates, étaient couramment habillés de la même façon dans toute l'Europe, et l'on voyait que les autres catégories étaient vêtues différemment. Lorsque l'on rencontrait quelqu'un dans la rue, l'on pouvait voit immédiatement, à sa façon de se vêtir, à quelle classe, à quel statut il appartenait.

Il est difficile d'imaginer à quel point ces conditions de vie différaient des conditions actuelles. Lorsque je viens des Etats-Unis en Argentine et que je vois quelqu'un dans la rue, je ne peux pas savoir quel est son statut. Je pense

pdforall.com

seulement que c'est un citoyen argentin et qu'il n'appartient pas à un quelconque groupe légalement restreint. C'est là quelque chose qui a été introduit par le capitalisme. Bien entendu, il y a aussi des différences à l'intérieur d'une société capitaliste. Il y a des différences de fortune, différences que les Marxistes prennent à tort pour l'équivalent des différences de jadis qui existaient entre les hommes dans la société de statut.

Les différences au sein d'une société capitaliste ne sont pas les mêmes que celles dans une société socialiste. Au Moyen Age — et même bien plus tard dans beaucoup de pays — une famille pouvait être noble et posséder de grands biens, ce pouvait être une famille de ducs pendant des siècles et des siècles, quels que soient leurs qualités, leurs talents, leur caractère ou leur moralité. Mais dans les conditions du capitalisme moderne, il existe ce que les sociologues ont appelé d'un terme technique la « mobilité sociale ». Le principe agissant de cette mobilité sociale, d'après le sociologue et économiste Vilfredo Pareto, est « la circulation des élites ». Cela veut dire qu'il y a toujours des gens au sommet de l'échelle sociale, qui sont riches, qui sont politiquement influents ; mais ces gens — les élites — changent continuellement.

Cela est parfaitement vrai dans une société capitaliste. Ce n'était pas vrai dans la société de statut pré-capitaliste. Les familles qui étaient considérées comme les grandes familles aristocratiques d'Europe sont encore les mêmes familles aujourd'hui, ou disons qu'elles descendent des familles les plus importantes d'il y a 800 ou 1 000 ans et davantage. Les Capétiens et les Bourbon — qui pendant longtemps ont régné ici, en Argentine — furent une maison royale dès le dixième siècle. Ces monarques régnaient sur un territoire aujourd'hui appelé l'Ile-de-France, et ils étendirent leur domaine de génération en génération. Mais

pdforall.com

dans une société capitaliste, il y a une mobilité continuelle — des pauvres devenant riches et les descendants de ces gens riches perdant leur fortune et devenant des pauvres.

Aujourd'hui, j'ai vu dans une librairie du centre de Buenos Aires la biographie d'un homme d'affaires qui fut si éminent, si influent, si caractéristique des grandes affaires du dix-neuvième siècle en Europe, que même dans ce pays-ci, bien loin de l'Europe, la librairie avait des exemplaires de cette biographie. Il se trouve que je connais le petit-fils de ce personnage. Il porte le même nom que son grand-père, et il a encore le droit de porter le titre de noblesse que son grand-père — qui avait débuté comme forgeron — avait reçu il y a quatre-vingts ans. Aujourd'hui, ce petit-fils est un modeste photographe dans la cité de New York.

D'autres gens, qui étaient pauvres à l'époque où le grand-père de ce photographe devint l'un des plus grands industriels d'Europe, sont maintenant des capitaines d'industrie. Tout le monde est libre de changer de statut. C'est la différence entre le système de statut et le système capitaliste de liberté économique où chacun n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il ne parvient pas à la situation qu'il désirait atteindre.

Le plus fameux des industriels du vingtième siècle est, jusqu'à présent, Henry Ford. Il débuta avec quelques centaines de dollars empruntés à ses amis, et en peu de temps il développa l'une des plus grandes firmes industrielles du monde entier. Et l'on peut découvrir des cas de ce genre par centaines chaque jour.

Chaque jour, le « New York Times » publie de longues notices sur les gens qui viennent de mourir. Si vous lisez ces biographies, vous pouvez tomber sur le nom d'un homme d'affaires éminent, qui a commencé en vendant des journaux au coin des rues de New York. Ou bien il a débuté comme garçon de bureau, et à sa mort il est le président de

pdforall.com

la même entreprise de banque dans laquelle il a commencé au plus bas de l'échelon. Bien entendu, tout le monde n'atteint pas de telles situations ; ce n'est pas tout le monde qui souhaite les atteindre. Il y a des personnes qui sont intéressées par d'autres problèmes et, pour ces personnes-là, d'autres voies sont ouvertes, qui n'existaient pas aux temps féodaux, aux époques de la société de statut.

Le système socialiste, par contre, *exclut* cette liberté fondamentale de choisir sa propre carrière. Dans le cadre du socialisme, il y a une seule autorité économique, et elle a le droit de décider de toute chose lorsqu'il s'agit de production.

L'une des caractéristiques de notre époque est que les gens usent de plusieurs noms pour la même chose. Un synonyme pour socialisme ou communisme est « planification ». Lorsque l'on parle de « planification », c'est naturellement de planification *centrale* qu'il s'agit dans l'esprit des gens, ce qui veut dire *un plan unique dressé par le gouvernement,* un seul plan qui empêche de faire un plan quiconque n'est pas le Gouvernement.

Une dame britannique qui est aussi membre de la Chambre Haute, a écrit un livre intitulé « *Plan or no Plan* » — Le Plan ou pas de plan — qui a eu beaucoup de succès à travers le monde. Que signifie le titre de son livre ? Lorsqu'elle dit « plan », elle pense au seul type de plan envisagé par Lénine, Staline et leurs successeurs, le type qui régit toutes les activités de tous les membres de la nation. Donc, cette dame parle d'un plan central qui exclut tous les plans personnels qu'ont les individus. Son titre, « Le Plan ou pas de plan », est donc un trompe-l'œil, une image fausse ; l'alternative n'est pas entre un plan central ou aucun plan, elle est entre le *plan total* d'une autorité gouvernementale centrale, ou la *liberté* pour les individus de dresser leurs propres plans, de planifier pour leur pro-

pdforall.com

pre compte. L'individu fait le plan de sa vie, chaque jour, modifiant ses plans quotidiens selon son idée.

L'homme libre dresse des plans quotidiennement pour ses besoins ; il dit, par exemple : « Hier je projetais de travailler à Cordoba toute ma vie. » Puis il entend parler de conditions meilleures à Buenos Aires et change ses plans, disant : « Au lieu de travailler à Cordoba, je veux aller à Buenos Aires. » Et c'est là ce que signifie la liberté. Il peut se faire qu'il se trompe, que d'aller à Buenos Aires s'avère avoir été une erreur. Les choses auraient pu mieux tourner pour lui à Cordoba, mais c'est lui-même qui a fait ses plans.

S'il y a une planification centrale unique, il est comme un soldat dans une armée. Le soldat dans l'armée n'a pas le droit de choisir sa garnison, de choisir l'endroit où il servira. Il doit obéir aux ordres. Et le système socialiste — ainsi que Karl Marx, Lénine, et tous les chefs socialistes le savaient et l'admettaient — est la transposition de la règle militaire à l'ensemble de l'appareil de production. Marx parlait des « armées industrielles » et Lénine appelait à « l'organisation de toutes choses — la poste, l'usine, et les autres activités — suivant le modèle de l'armée ».

Par conséquent, dans le système socialiste, tout repose sur la sagesse, les talents, les dons des seuls individus qui composent l'autorité suprême. Ce que le dictateur suprême, ou son conseil, ne *sait pas* n'est pas pris en compte. Mais la sagesse que l'humanité a amassée dans sa longue histoire n'est pas possédée par chaque individu ; nous avons accumulé une masse tellement énorme de savoir scientifique et technique au cours des siècles, qu'il est humainement impossible pour un seul individu de savoir tout cela, fût-il extrêmement doué.

Puis les gens sont différents les uns des autres, ils sont inégaux. Ils le seront toujours. Certaines gens sont plus

pdforall.com

doués sur un sujet, et moins sur un autre. Et il y a des hommes qui ont le don de trouver de nouvelles voies, de changer le cours des connaissances. Dans les sociétés capitalistes, le progrès technique et le progrès économique sont le fait de personnes de ce genre. Si quelqu'un a une idée, il se mettra à chercher quelques autres personnes qui aient assez de flair pour se rendre compte de la valeur de cette idée. Quelques capitalistes assez audacieux pour imaginer l'avenir, et qui comprennent les conséquences possibles d'un tel projet, s'embarqueront dans sa réalisation. D'autres, d'abord, pourront dire : « ils sont fous » ; mais ils cesseront de parler ainsi quand ils s'apercevront que l'entreprise, qu'ils appelaient insensée, prospère et que les gens sont heureux d'acheter ses produits.

Dans le système marxiste, d'autre part, l'organe gouvernemental du niveau le plus élevé doit d'abord être persuadé de la valeur de l'idée avant qu'elle soit essayée et développée. Cela peut constituer quelque chose de fort difficile à faire, car seuls les membres du comité suprême — ou le dictateur unique lui-même — ont le pouvoir de prendre des décisions. Et si ces personnages — en raison d'une répugnance à l'effort ou de leur âge avancé, ou parce qu'ils ne sont pas très intelligents et instruits — ne sont pas capables de saisir l'importance de l'idée nouvelle, alors le nouveau projet ne sera pas essayé.

Nous pouvons penser à des exemples de l'Histoire militaire. Napoléon fut certainement un génie dans les questions militaires ; il avait cependant un seul problème suprêmement important, et parce qu'il ne sut pas le résoudre, il fut finalement vaincu et exilé dans la solitude de Sainte-Hélène. Le problème de Napoléon était : « Comment envahir l'Angleterre ? ». Pour cela il lui fallait une marine capable de traverser la Manche ; or il y eut des gens qui lui dirent qu'ils connaissaient un moyen de faire cette traver-

pdforall.com

sée, des gens qui — en ces temps de la marine à voile — avaient imaginé la nouveauté des bateaux à vapeur. Mais Napoléon ne comprit pas ce qui lui était proposé.

Puis il y eut le célèbre Etat-Major général allemand. Avant la première guerre mondiale, l'état-major allemand était universellement considéré comme insurpassable en compétence militaire. Une réputation comparable entourait l'état-major du général Foch en France. Mais ni les Allemands ni les Français — qui par la suite, sous la conduite du général Foch, furent vainqueurs des Allemands — ne comprenaient l'importance de l'aviation comme arme de guerre. L'état-major allemand disait : « L'aviation, c'est un amusement, c'est bon pour les gens oisifs. D'un point de vue militaire, seuls les Zeppelins sont importants. » Et l'état-major français pensait de même.

Plus tard, entre la Première et la Seconde guerres mondiales, il y eut aux Etats-Unis un général convaincu que l'aviation jouerait un rôle extrêmement important dans un conflit futur. Mais tous les autres experts américains étaient d'avis contraire. Il ne put les convaincre. S'il vous faut persuader un groupe de gens dont le sort ne dépend pas directement de la solution du problème, vous n'y parviendrez jamais. C'est la même chose pour les problèmes économiques.

De nombreux peintres, écrivains, compositeurs, ont déploré que le public n'ait pas apprécié leur œuvre, les condamnant à la pauvreté. Il est bien possible que le public ait fait preuve d'un médiocre jugement ; mais lorsque ces artistes ont dit : « Le gouvernement devrait soutenir les grands artistes, peintres et écrivains », ils se trompèrent lourdement. A qui le gouvernement devrait-il déléguer la tâche de décider si oui ou non un nouveau-venu est réellement un grand peintre ? Il lui faudra s'en remettre au jugement des critiques, et des professeurs d'histoire de l'art qui

pdforall.com

regardent toujours le passé mais qui ont rarement montré le talent de découvrir les nouveaux génies. C'est là la grande différence entre un système de « planification » et un système où chacun peut faire lui-même son plan et agir pour son propre compte.

Il est vrai, bien sûr, que de grands peintres et de grands écrivains ont souvent dû supporter de grandes difficultés. Même ceux qui ont été remarquables par leur art n'ont pas toujours réussi à gagner de l'argent. Van Gogh fut certainement un grand peintre. Il connut la pire détresse et finit par se suicider à l'âge de trente-sept ans. De toute sa vie il n'avait vendu qu'un seul tableau, et l'acheteur était son cousin. A part cette unique recette, il vécut de l'argent que lui donnait son frère, qui n'était ni un artiste ni un peintre. Mais le frère de Van Gogh comprenait les besoins d'un peintre. Aujourd'hui l'on ne peut acheter un Van Gogh pour moins de cent mille ou deux cent mille dollars.

Dans un régime socialiste, le sort de Van Gogh aurait pu être autre. Quelque personnage officiel aurait consulté des peintres en renom (que Van Gogh n'aurait certainement pas considérés comme dignes du nom d'artistes), leur demandant si ce jeune homme, à demi ou complètement fou, était réellement un peintre méritant d'être soutenu. Et eux, sans aucun doute, auraient répondu : « Non, ce n'est pas un peintre ; ce n'est pas un artiste ; c'est seulement un homme qui gaspille la peinture » ; et on l'aurait envoyé travailler dans une fromagerie, ou à l'hôpital psychiatrique. C'est pourquoi tout cet enthousiasme en faveur du socialisme parmi la nouvelle génération de peintres, de poètes, de musiciens, de journalistes, d'acteurs, est basé sur une *illusion*. Je parle d'eux parce que ces catégories sont parmi les partisans les plus fanatiques de l'idée socialiste.

Lorsque se pose le problème de choisir entre socialisme

pdforall.com

et capitalisme en tant que systèmes économiques, c'est un peu différent. Les auteurs socialistes ne se sont jamais doutés que l'industrie moderne, et toutes les opérations professionnelles modernes, sont basées sur le calcul. Les ingénieurs ne sont absolument pas les seuls à faire des plans sur la base de calculs ; les chefs d'entreprise doivent aussi faire de même. Et les calculs des chefs d'entreprise sont toujours fondés sur le fait qu'en économie de marché, le prix en monnaie des biens n'informe pas seulement le consommateur, mais fournit aussi des informations vitales aux entrepreneurs quant aux facteurs de production, la fonction essentielle du marché n'étant pas seulement de déterminer le coût de la *dernière* partie du processus de production et de transfert des produits aux mains du consommateur, mais aussi le coût de toutes les étapes qui ont conduit à celle-là. Tout l'ensemble du système de marché est lié au fait qu'il y a une division du travail opérée tacitement entre les divers entrepreneurs, qui rivalisent pour se procurer les facteurs de production — matières premières, machines, outillage — et le facteur de production humain, le travail salarié. Ce genre de calcul opéré par l'entrepreneur ne peut pas être effectué en l'absence de prix fournis par le marché.

A l'instant même où l'on abolit le marché — c'est ce que les socialistes voudraient faire — l'on vide de toute utilité tous les calculs et supputations des ingénieurs et techniciens ; les techniciens peuvent vous fournir un grand nombre de projets qui, du point de vue des sciences naturelles, sont également réalisables, mais il faut les *études de prix* de l'entrepreneur en fonction du marché, pour déterminer lequel de ces projets est le plus avantageux, du point de vue de l'*économie*.

Le problème dont je parle ici est le point fondamental du débat opposant le calcul économique capitaliste au socialisme. Le fait est que le calcul économique, et par consé-

pdforall.com

quent toute planification technique, ne sont possibles que s'il y a des prix en monnaie, non seulement pour les biens de consommation, mais aussi pour les facteurs de production. Cela veut dire qu'il faut qu'il y ait un marché pour toutes les matières premières, pour chacun des produits demi-finis, des outillages et des machines, et pour toutes les diverses formes de travail humain et de services humains.

Lorsque ce fait fut découvert, les socialistes ne surent quoi répondre. Pendant cent cinquante ans ils avaient dit : « Tous les maux de ce monde viennent du fait qu'il y a des marchés et des prix de marché. Nous entendons abolir le marché et avec lui, naturellement, l'économie de marché, pour leur substituer un système sans prix et sans marché. » Ce qu'ils voulaient, c'était supprimer ce que Marx appelait le « caractère mercantile » des marchandises et du travail.

Confrontés à ce nouveau problème, les auteurs socialistes, n'ayant rien à répondre, dirent finalement : « Nous ne supprimerons pas le marché complètement ; nous ferons comme si un marché existait ; nous jouerons au marché comme les enfants jouent au maître d'école. » Mais tout le monde sait que lorsque les enfants jouent à l'école, ils n'apprennent rien. C'est simplement se donner de l'exercice, jouer à quelque chose, et l'on peut jouer à bien des choses diverses.

C'est là un problème très difficile et compliqué, et afin de le traiter complètement il faut un peu plus de temps que je n'en ai ici. J'ai expliqué en détail ces choses dans mes écrits. En six conférences je ne puis entrer dans l'analyse de tous ses aspects. C'est pourquoi je voudrais vous conseiller, si vous vous intéressez au problème fondamental de l'impossibilité du calcul et de la planification en régime socialiste, de lire mon livre, *Human Action*.

pdforall.com

Mais lisez également d'autres livres, comme celui de l'économiste norvégien Trygve Hoff, à propos du calcul économique. Et si vous voulez vous informer du pour et du contre, je vous recommande le livre très hautement considéré du côté socialiste, écrit sur ce sujet par l'éminent économiste polonais Oscar Lange, qui fut un moment professeur dans une université américaine, puis devint ambassadeur de son pays, et retourna plus tard en Pologne.

Vous me demanderez probablement : « Et la Russie ? Comment les Russes envisagent-ils la question ? » Cela change de problème. Les Russes font marcher leur système socialiste dans un monde où existent des prix pour tous les facteurs de production, pour toutes les matières premières, pour toutes choses. Ils peuvent donc employer pour leur planification les prix *étrangers* du marché mondial. Et parce qu'il y a certaines différences entre la situation en Russie et celle aux Etats-Unis, les Russes considèrent souvent comme justifié et opportun — de leur point de vue économique — de faire des choses que des Américains ne considéreraient absolument pas comme justifiables du point de vue économique.

Ce qu'on a appelé « l'expérience soviétique » ne prouve rien. Elle ne nous dit rien sur le problème fondamental du socialisme, celui du calcul économique. Mais y a-t-il vraiment lieu, pour nous, de parler d'une expérience ? Je ne crois pas qu'il existe quoi que ce soit qu'on puisse appeler expérience scientifique, dans le domaine de l'agir humain et de l'économie.

L'on ne peut pas faire d'expérience de laboratoire dans le champ des activités humaines parce qu'une expérience scientifique exige que l'on répète la même opération dans des conditions différentes, ou que l'on maintienne les mêmes conditions en ne changeant peut-être qu'un seul facteur. Par exemple, si l'on injecte à un animal cancéreux

pdforall.com

quelque remède expérimental, le résultat peut être que le cancer disparaisse. L'on peut alors faire cet essai avec divers animaux de la même espèce atteints du même mal. Si l'on en traite une partie avec la nouvelle méthode, à l'exception du reste, l'on peut comparer le résultat. Il n'est pas possible de procéder de cette façon dans la sphère des activités humaines.

La prétendue « expérience soviétique » montre seulement que le niveau de vie est incomparablement plus bas en Russie soviétique que dans la nation qui est considérée comme l'exemple type du capitalisme, dans le monde entier : les Etats-Unis.

Bien entendu, si vous dites cela à un socialiste, il vous répondra : « les choses vont à merveille en Russie ». Vous dites alors : « Peut-être, mais le niveau de vie moyen est bien plus bas ». Sur quoi il vous réplique : « Oui, mais rappelez-vous combien c'était terrible pour les Russes sous les tsars, et quelle terrible guerre nous avons eu à supporter ».

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans une discussion pour savoir si cela est ou non une explication exacte ; mais si l'on nie que les conditions aient été les mêmes, l'on nie du même coup qu'il y ait une expérience. Vous devez donc dire ceci (qui serait bien plus correct) : « Le socialisme en Russie n'a pas entraîné une amélioration des conditions de vie des individus en moyenne, qui puisse être comparée à l'amélioration des situations, pendant la même période, aux Etats-Unis ».

Aux Etats-Unis, l'on entend parler d'une nouveauté, d'une amélioration, presque chaque semaine. Ce sont des progrès qu'a engendrés la vie des affaires, parce que des milliers et des milliers d'entrepreneurs sont occupés jour et nuit à essayer de trouver quelque nouveau produit qui satisfasse le consommateur ou qui soit moins coûteux à

pdforall.com

fabriquer, ou qui soit à la fois meilleur et moins cher que les produits existants. Ils ne s'y efforcent pas par altruisme, ils le font pour gagner de l'argent. Et le résultat est que l'on a aux Etats-Unis une amélioration du niveau de vie presque miraculeuse, en comparaison de la situation qui existait cinquante ou cent ans auparavant. Mais en Russie soviétique, où n'existe pas ce système, l'amélioration n'est pas comparable. Les gens qui croient que nous devrions adopter le système soviétique se trompent donc gravement.

Il faut enfin mentionner une autre chose. Le consommateur américain, l'individu, est en même temps acheteur et patron. En sortant d'un magasin en Amérique, vous trouvez souvent une pancarte disant : « Merci de nous avoir donné votre clientèle ; faites-nous le plaisir de revenir ». Mais lorsque vous allez dans un magasin d'un pays totalitaire — que ce soit dans la Russie d'aujourd'hui, ou dans l'Allemagne au temps du régime hitlérien — le responsable du magasin vous dit : « Soyez reconnaissant au guide suprême de vous procurer ceci ».

Dans les pays socialistes, ce n'est pas le vendeur qui doit être reconnaissant, c'est l'acheteur. Le citoyen *n'est pas* le patron ; celui qui commande, c'est le Comité central, l'Administration centrale. Le souverain, ce sont les bureaux de l'état socialiste, ses dirigeants, ses dictateurs ; et les gens n'ont qu'à obéir, un point c'est tout.

pdforall.com

pdforall.com

Troisième leçon

Interventionnisme

Une phrase célèbre, souvent citée, dit « Le gouvernement le meilleur, c'est celui qui gouverne le moins ». Je ne crois pas que ce soit là une image correcte du rôle d'un bon gouvernement. Le pouvoir politique doit faire tout ce pour quoi il est nécessaire, tout ce pour quoi il a été instauré. Il doit protéger les personnes, à l'intérieur du pays, contre les violences et les escroqueries des malfaiteurs, et il doit défendre le pays contre les ennemis étrangers. Telles sont les fonctions du gouvernement dans un régime libre, dans le cadre du système d'économie de marché.

En régime socialiste, c'est clair, le gouvernement est totalitaire, il n'y a rien qui reste hors de son domaine et de sa juridiction. Tandis qu'en économie de marché, le rôle principal du pouvoir politique est de garantir le fonctionnement sans heurts de l'économie de marché, contre la fraude et la violence, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Des gens qui ne sont pas d'accord avec cette définition diront peut-être : « Voici quelqu'un qui a la haine du pouvoir ». Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Ne puis-je dire que l'essence est un liquide extrêmement utile, nécessaire à bien des réalisations, mais que je n'en boirais pas pour autant parce que ce n'est pas la bonne façon de s'en servir ? Je ne suis pas un ennemi de l'essence, je ne déteste pas l'essence en disant cela. Je dis simplement que

pdforall.com

l'essence est très utile pour certains usages, mais impropre à d'autres usages. Si je dis que c'est le devoir de la puissance publique d'arrêter les meurtriers et autres criminels, mais que ce n'est pas son rôle de faire rouler les trains ou de dépenser de l'argent pour des choses inutiles, ce n'est pas détester le pouvoir ; c'est déclarer qu'il est bon à certaines fins mais pas bon à d'autres fins.

L'on a dit que dans la situation de notre époque nous n'avons plus une économie de marché libre. Dans les conditions actuelles, nous avons quelque chose appelé « économie mixte ». Et comme illustration de notre « économie mixte », les gens évoquent les nombreuses entreprises qui sont gérées et possédées par le gouvernement.

L'économie serait mixte, à ce que disent les gens, puisqu'il y a, en de nombreux pays, certaines institutions — comme le téléphone, le télégraphe, les chemins de fer — qui sont la propriété de l'Etat et gérées par lui. Il est parfaitement exact que ces institutions et entreprises sont gérées par le pouvoir politique. Mais ce fait à lui seul ne *change pas* le caractère de notre système économique. Il ne signifie même pas qu'il y ait « un peu de socialisme » au sein d'une économie qui par ailleurs est libre, une économie de marché. Car les pouvoirs publics, en gérant ces entreprises, restent soumis à la souveraineté du marché, ce qui veut dire soumis à la suprématie des consommateurs.

Prenons le cas des Postes, ou des chemins de fer, nationalisés. Le gouvernement doit embaucher les salariés qui y travaillent ; il doit aussi acheter les matières premières et autres choses nécessaires à leur fonctionnement. Et d'autre part, il « vend » ses services et fournitures au public. Cependant, bien qu'il fasse fonctionner ces entreprises au moyen des méthodes du système de l'économie libre, le résultat est, en général, un déficit. Le gouvernement, toutefois, est en mesure de financer ce déficit — du moins

pdforall.com

c'est ce que croient les membres du gouvernement et du parti au pouvoir.

Pour un individu, les choses vont différemment. Pour lui, la possibilité de gérer à perte quelque chose est fort limitée. Si le déficit n'est promptement écarté, si l'entreprise ne devient pas rentable (ou qu'au moins elle ne montre plus de perspectives de déficit prolongé) le personnage en question est mis en faillite et l'entreprise doit être fermée.

Pour le gouvernement, la situation n'est pas la même. Il peut gérer à perte, parce qu'il a le pouvoir de lever l'impôt sur le peuple. Et si les contribuables sont disposés à payer des impôts plus élevés afin de permettre aux pouvoirs publics de gérer une entreprise à perte — ce qui veut dire, d'une façon moins efficiente que ne le ferait une institution de droit privé — et si le public en général accepte de supporter une telle perte, alors bien entendu l'entreprise continuera.

Ces dernières années, en de nombreux pays, les Etats ont accru le nombre des institutions nationalisées et entreprises publiques, dans une mesure telle que les déficits ont augmenté bien au delà de ce qui pouvait être levé comme impôts sur les citoyens. Ce qui se produit dans un tel cas n'est pas le sujet de cette conférence-ci. C'est l'inflation, et j'en parlerai demain. Je l'évoque seulement parce que l'économie mixte ne doit pas être confondue avec le problème de l'*interventionnisme* qui est le sujet à traiter ce soir.

Qu'est-ce que l'interventionnisme ? Ce terme signifie que le pouvoir politique ne borne pas ses activités au maintien de l'ordre — ou, comme l'on disait il y a cent ans — à la « production de sécurité ». Interventionnisme signifie que le gouvernement entend faire davantage. Il a l'intention de modifier le cours des phénomènes de marché.

pdforall.com

Si quelqu'un proteste et dit que le gouvernement ne devrait pas s'immiscer dans l'économie, on lui répond le plus souvent « Mais le pouvoir s'en mêle toujours nécessairement. Quand il y a des agents de police dans les rues, c'est une intervention du pouvoir. Il intervient lorsqu'il empêche un cambrioleur de piller un magasin ou un individu de voler une voiture ». Toutefois, lorsque nous parlons d'interventionnisme et qu'il s'agit de le définir, ce dont nous parlons est l'intervention du pouvoir dans le jeu du marché. (Qu'on demande au gouvernement et à la police de protéger les citoyens, y compris évidemment les chefs d'entreprises et leur personnel, contre les attaques de pillards nationaux ou étrangers, c'est en fait ce qu'on attend normalement et nécessairement de tout gouvernement. Une telle protection n'est pas une immixtion, puisque c'est précisément la seule fonction légitime du pouvoir, que de produire de la sécurité.)

Ce à quoi nous pensons en parlant d'interventionnisme, c'est le désir des gouvernements de faire *davantage* que d'empêcher les violences et fraudes. L'interventionnisme, cela veut dire que le pouvoir ne manque pas seulement à protéger le fonctionnement régulier de l'économie de marché, mais en outre qu'il gêne le cours des divers phénomènes de marché, qu'il fausse les prix, les taux de salaires, les taux d'intérêts, et les profits.

Le pouvoir veut intervenir en vue de forcer les entrepreneurs à mener leurs affaires d'une façon autre que celle qu'ils auraient adoptée s'ils n'avaient obéi qu'aux consommateurs. Ainsi, toutes les mesures d'intervention gouvernementales sont dirigées contre la souveraineté des consommateurs et visent à la restreindre. Le gouvernement entend s'arroger le pouvoir, ou du moins une partie du pouvoir qui, dans une économie de marché libre, est aux mains des consommateurs.

pdforall.com

Examinons un exemple d'interventionnisme, très populaire dans nombre de pays et qui a été essayé à maintes reprises par beaucoup de gouvernements, spécialement en temps d'inflation. Je veux parler de la direction des prix.

Les gouvernements recourent habituellement au contrôle des prix lorsqu'ils ont gonflé la circulation monétaire et que les gens se mettent à protester contre la hausse des prix qui en résulte. Il y a de nombreux cas historiques de méthodes de direction des prix qui ont échoué ; mais je n'en évoquerai que deux parce que, dans les deux cas, les gouvernements mirent une énergie extrême à imposer et faire respecter leur contrôle sur les prix.

Le premier exemple célèbre est celui de l'empereur romain Dioclétien, bien connu pour avoir été le dernier empereur romain qui ait persécuté les Chrétiens. Les empereurs romains, dans la seconde partie du troisième siècle ne disposaient que d'une seule méthode financière, qui était de falsifier la monnaie. Dans ces âges primitifs, avant l'invention de la presse à imprimer, l'inflation elle-même était primitive, pour ainsi dire. Elle comportait une fraude au niveau de la frappe des pièces, en particulier de l'argent, jusqu'à ce que la couleur de l'alliage en soit changée et le poids considérablement réduit. Le résultat de cet avilissement des monnaies joint à l'augmentation corrélative de la circulation fut une hausse des prix, suivie par un édit de contrôle des prix. Et les empereurs romains n'y allaient pas de main morte pour faire appliquer les lois ; ils ne considéraient pas que la mort fût une peine trop lourde pour un homme qui avait demandé un prix trop élevé. Ils firent respecter le contrôle des prix, mais en conséquence ils firent crouler la société. Cela finit par la désintégration de l'empire romain, et celle aussi de la division du travail.

C'est quinze-cents ans plus tard, que la même falsification de la monnaie se produisit pendant la Révolution

pdforall.com

Française. Mais cette fois-là, une autre méthode fut employée. La technique de création de monnaie s'était considérablement perfectionnée. Il n'était plus nécessaire pour les Français de recourir à la falsification des pièces : ils disposaient de la presse à imprimer. Et la presse à imprimer était de grand débit. Le résultat fut, de nouveau, une hausse inouïe des prix. Mais pendant la Révolution Française l'obéissance aux prix officiels était obtenue par une autre méthode qu'au temps de l'empereur Dioclétien ; il y avait eu aussi du progrès dans la méthode d'exécution capitale des coupables. Vous vous rappelez tous la fameuse machine inventée par le docteur J.I. Guillotin. Malgré la guillotine, les Français ne purent, eux non plus, faire aboutir leurs lois sur les prix. Lorsque Robespierre lui-même fut conduit en charrette à la guillotine, les gens sur son passage criaient « Foutu, le maximum ! ».

Je voulais évoquer cela, parce que l'on dit souvent : « Ce qu'il faut pour rendre le contrôle des prix effectif et efficace, c'est simplement davantage d'énergie et de brutalité ». Or, il est certain que Dioclétien fut vraiment brutal, et de même la Révolution Française. Malgré cela, les mesures de contrôle des prix échouèrent complètement aux deux époques.

Analysons maintenant les raisons de cet échec. Le gouvernement entend le peuple se plaindre du prix du lait, qui a augmenté. Or le lait est assurément très important, surtout pour la génération montante, pour les enfants. En conséquence, le gouvernement décrète un prix plafond pour le lait ; ce prix maximum est plus bas que le prix potentiel qu'aurait déterminé le marché. Et les gouvernants se disent : « Nous sommes certains d'avoir fait tout le nécessaire pour qu'il soit possible aux parents pauvres d'acheter autant de lait qu'il leur faut pour nourrir leurs enfants ».

pdforall.com

Mais qu'est-ce qui arrive ensuite ? D'une part, le prix abaissé du lait amène une augmentation de la demande de lait ; les gens qui ne pouvaient s'en procurer au prix plus élevé antérieur, peuvent en acheter au prix réduit décrété par le gouvernement.

D'autre part, quelques-uns des producteurs de lait, ceux qui produisent au coût le plus élevé — c'est-à-dire les producteurs marginaux — maintenant produisent à perte parce que le prix fixé par le gouvernement est supérieur à leur coût total. Voilà le point important dans une économie de marché.

L'entrepreneur privé, le producteur à son compte, ne peut pas indéfiniment supporter des pertes. Et quand il ne peut vendre du lait qu'à perte, il réduit la production destinée au marché. Il peut vendre quelques vaches pour la boucherie, ou au lieu de lait, il peut vendre des produits laitiers, par exemple de la crème, du beurre ou du fromage.

C'est ainsi que l'intervention du gouvernement faussant le prix du lait aura pour résultat moins de lait qu'auparavant, alors que la demande de lait a augmenté. Il y aura des gens qui, tout en étant disposés à payer le prix officiel, ne trouveront pas à acheter du lait. Par suite, les gens qui craignent d'en manquer se hâteront d'arriver au magasin, il leur faudra attendre dehors. Les longues files d'attente devant les magasins sont un aspect typique des villes où le gouvernement a décrété des prix maximum pour les denrées qu'il considère comme les plus importantes. Voilà ce qui s'est produit partout où le prix du lait a été taxé. Les économistes l'avaient toujours annoncé ; les économistes sérieux, bien entendu, et ils ne sont pas nombreux.

Mais quel est le bilan du contrôle des prix par le pouvoir ? Les gouvernants sont désappointés ; ils entendaient agir en faveur de la satisfaction accrue des gens qui désirent du lait ; mais en fait, leur désir est moins satisfait qu'aupa-

pdforall.com

ravant. Avant que le gouvernement n'intervînt, le lait était cher, mais on pouvait en acheter. Maintenant, il n'y a plus qu'une quantité insuffisante de lait. Donc la consommation totale de lait diminue. Les enfants en reçoivent moins et non pas davantage. La mesure suivante, à laquelle le gouvernement recourt à présent, c'est le rationnement. Mais rationner signifie seulement que certains seront privilégiés et auront du lait alors que les autres n'en auront *pas du tout*. Qui en reçoit et qui n'en reçoit pas est, évidemment, toujours fixé de manière arbitraire. Un décret peut par exemple, décider que les enfants de moins de quatre ans auront du lait, et que ceux de plus de quatre ans, ou entre quatre et six ans, recevront une ration moindre de moitié que celle des enfants au-dessous de quatre ans. Quoi que fasse le gouvernement, le fait demeure que la quantité de lait disponible au total a diminué. Ainsi, le peuple est moins satisfait qu'avant. Alors le gouvernement interroge les producteurs de lait (car il n'est pas assez imaginatif pour le trouver tout seul) : « Pourquoi ne produisez-vous pas autant de lait qu'avant ? ». Et il reçoit la réponse : « Nous ne pouvons pas le faire, parce que les coûts de production sont plus élevés que le prix maximum que le gouvernement a fixé ». Là-dessus, le gouvernement étudie le coût des divers facteurs de production, et observe que l'un de ces facteurs est le fourrage.

« Bien » disent les autorités, « le même contrôle que nous avons décidé concernant le lait s'appliquera désormais au fourrage. Nous fixerons un prix pour le fourrage ; grâce à ce maximum, vous pourrez nourrir votre bétail à moindre prix, avec une dépense moindre. Tout, dès lors, ira bien ; vous pourrez produire plus de lait, et vous en vendrez davantage. »

Mais que se produit-il alors ? La même histoire se répète avec le fourrage, et vous comprenez pour quelles raisons.

pdforall.com

La production de fourrage diminue et le gouvernement est de nouveau placé devant un dilemme.

Le gouvernement organise une nouvelle enquête, pour découvrir ce qui ne va pas du côté de la production de fourrage. Et il reçoit une explication des producteurs de fourrage exactement semblable à celle que lui avaient donnée les producteurs de lait. Dès lors le gouvernement doit faire un pas de plus, puisqu'il ne veut pas abandonner le principe de la réglementation des prix. Il fixe des prix plafond pour les biens de production qui sont nécessaires au fourrage ; et la même histoire se répète.

En même temps qu'il commence à réglementer le prix du lait, le gouvernement fait de même concernant les œufs, la viande et les autres produits de première nécessité. Et chaque fois, il obtient le même résultat, partout les conséquences sont les mêmes. Une fois que le pouvoir fixe un prix maximum pour les biens de consommation, il lui faut remonter en amont le processus de production de plus en plus loin, fixant un prix maximum pour toutes sortes de biens de production, y compris naturellement le prix du travail, parce que sans la réglementation des salaires, le « contrôles des coûts » par le gouvernement n'aurait pas de sens.

De plus, le gouvernement ne peut pas borner son immixtion dans le marché aux seuls articles qu'il considère comme nécessaires à la vie, tels que lait, le beurre, les œufs, la viande. Il doit, nécessairement, l'étendre aux articles de luxe parce que s'il n'en limitait pas le prix, capitaux et main-d'œuvre abandonneraient la production des biens de première nécessité et se tourneraient vers la production de choses que les dirigeants considèrent comme du luxe superflu. Ainsi, l'intervention limitée à un petit nombre de prix de biens de consommation entraîne toujours des conséquences — et ceci est important à observer — qui sont

pdforall.com

même *moins* satisfaisantes que la situation antérieure : avant que le gouvernement ne s'en mêle, le lait et les œufs étaient chers ; après ils ont commencé à disparaître du marché.

Le gouvernement considérait que ces articles étaient si importants, qu'il devait intervenir ; il voulait augmenter la quantité disponible et améliorer l'approvisionnement. Le résultat fut inverse : l'intervention limitée a entraîné une situation qui — du point de vue du gouvernement même — est encore *moins* satisfaisante que l'état de choses antérieur, auquel le gouvernement voulait remédier. Et comme le gouvernement va de plus en plus loin, il arrivera finalement à un point où tous les prix, tous les taux de salaire, tous les taux d'intérêt, en bref tout dans le système économique entier, est décidé par le gouvernement. Et cela, clairement, c'est le *socialisme*.

Ce que je viens de vous dire ici, cette explication schématique et théorique, est exactement ce qui s'est produit dans les pays qui ont tenté d'établir une réglementation des prix, lorsque les dirigeants ont été assez obstinés pour avancer pas à pas jusqu'au bout du chemin.

C'est ce qui est arrivé pendant la Première Guerre mondiale, en Allemagne et en Angleterre. Examinons la situation dans ces deux pays. L'un et l'autre firent l'expérience de l'inflation. Les prix montèrent, et les deux gouvernements imposèrent une réglementation des prix. Commençant par un petit nombre de prix, au début pour le lait et les œufs, il leur fallut aller de plus en plus avant. Plus la guerre durait, et plus l'inflation s'accentuait. Et après trois ans de guerre les Allemands — comme toujours systématiques — élaborèrent un vaste plan. Ils le dénommèrent Plan Hindenburg ; tout ce que l'on considérait comme bon en Allemagne à l'époque était ainsi baptisé.

pdforall.com

Le plan Hindenburg signifiait que le système économique allemand, en son entier, devait être régi par le gouvernement : prix, salaires, profits... tout. Et la bureaucratie se mit immédiatement en devoir de l'appliquer. Mais avant qu'elle en ait vu le bout, la débâcle se produisit ; l'empire allemand s'effondra, l'appareil bureaucratique entier disparut, la révolution produisit ses effets sanglants - les choses en restèrent là.

En Angleterre l'on commença de la même façon ; mais après un temps, au printemps de 1917, les Etats-Unis entrèrent dans la guerre et approvisionnèrent les Britanniques de toutes choses en quantité suffisante. C'est pourquoi la route vers le socialisme, la route de la servitude, se trouva interrompue.

Avant qu'Hitler ne parvint au pouvoir, le Chancelier Brüning introduisit de nouveau la réglementation des prix en Allemagne, pour les raisons habituelles. Hitler la maintint en vigueur, même avant que la guerre n'éclate. Car dans l'Allemagne d'Hitler, il n'y eut pas d'entreprise privée, pas d'initiative privée. Dans l'Allemagne d'Hitler, exista un système de socialisme qui ne différait de celui des Russes que dans la mesure où *la terminologie et les étiquettes* du système économique libre étaient conservées. Il y avait bien des entreprises que l'on appelait « privées ». Mais le propriétaire n'était plus désormais un entrepreneur ; le propriétaire était appelé « dirigeant d'établissement » (en allemand : Betriebsführer).

L'Allemagne entière était organisée en une hiérarchie de führers ; il y avait le Suprême Führer, Hitler bien sûr, et puis de moindres führers échelonnés jusqu'aux plus petits führers. A la tête d'une entreprise se trouvait le *Betriebsführer*. Et les ouvriers de l'entreprise étaient désignés par un mot qui, au Moyen-Age, avait signifié la suite d'un seigneur féodal : *la Gefolgschaft*. Et la totalité de ces gens

pdforall.com

avaient à exécuter les ordres d'une institution qui avait un nom interminable : *Reichsführerwirtschaftsministerium,* à la tête de laquelle se trouvait un célèbre gros homme, nommé Goering, constellé de joyaux et de décorations.

Et de cet organisme ministériel au nom interminable, partaient tous les ordres indiquant à toutes les entreprises ce qu'elles devaient produire, en quelle quantité, où s'adresser pour obtenir les matières premières, à quel prix les acheter, à qui vendre les produits et à quel prix. Les travailleurs avaient ordre de travailler dans telle usine, pour tel salaire déterminé par décret gouvernemental. La totalité du système économique se trouvait désormais régie dans tous les détails par le gouvernement.

Le *Betriebsführer,* le commandant de l'établissement, n'avait pas le droit de conserver pour lui-même le profit ; il recevait l'équivalent d'un salaire : s'il voulait recevoir davantage, il devait, par exemple, notifier : « Je suis très malade, j'ai besoin d'une opération immédiate et cette opération coûtera 500 marks » ; après quoi il devait demander au commandant du district (le *Gauführer* ou *Gauleiter*), une autorisation de prélever plus que le salaire qui lui était attribué. Les prix n'étaient plus des prix, les salaires n'étaient plus des salaires, tout cela n'était que des *termes* quantitatifs dans un système socialiste.

Maintenant, laissez-moi vous dire comment ce système s'effondra. Un jour, après des années de combats, les armées étrangères entrèrent en Allemagne. Elles s'efforcèrent de maintenir en vigueur ce système d'économie dirigée autoritairement ; mais il aurait fallu la brutalité d'un Hitler pour qu'il continue à marcher, et sans ce ressort il ne fonctionna plus.

Et tandis que cela se passait en Allemagne, la Grande-Bretagne — pendant la Seconde Guerre mondiale — fit exactement ce que faisait l'Allemagne : débutant par le

pdforall.com

contrôle des prix d'un petit nombre d'articles, le gouvernement britannique commença petit à petit (comme Hitler l'avait fait en temps de paix, dès avant le début de la guerre) à soumettre de proche en proche à son contrôle sans cesse plus strict, la vie économique, de telle sorte qu'à la fin des hostilités, il était arrivé à quelque chose de semblable à du socialisme intégral.

La Grande-Bretagne n'avait pas été menée au socialisme par le gouvernement travailliste parvenu au pouvoir en 1945. La Grande-Bretagne était devenue socialiste *pendant* la guerre, par le fait du gouvernement dont Sir Winston Churchill était le Premier ministre. Le gouvernement travailliste conserva simplement le système de socialisme qu'avait déjà instauré le gouvernement de Sir Winston Churchill. Et cela, en dépit d'une vive résistance de la population.

Les nationalisations britanniques n'eurent guère de portée ; la nationalisation de la Banque d'Angleterre était simplement nominale, parce qu'elle était déjà sous le contrôle complet du gouvernement. C'était la même chose pour la nationalisation des chemins de fer et de l'industrie sidérurgique. Le « socialisme de guerre », comme on l'appelait — c'est-à-dire le régime interventionniste s'étendant graduellement — avait déjà virtuellement nationalisé le système.

La différence entre les systèmes allemand et britannique n'était pas importante, car les gens qui les dirigeaient avaient été nommés par leur gouvernement et, dans un cas comme dans l'autre, devaient exécuter, en tout point, les ordres du gouvernement. Comme je l'ai dit déjà, le système des nazis allemands conservait les appellations et le vocabulaire de l'économie capitaliste de libre marché. Mais les mots signifiaient tout autre chose ; il ne s'agissait que de décrets du pouvoir.

pdforall.com

C'était vrai également pour le système britannique. Quand le parti Conservateur revint au pouvoir, quelques réglementations furent abrogées. Maintenant nous avons en Angleterre des tendances opposées, l'une en faveur du maintien des contrôles, l'autre favorable à leur abolition. (Il ne faut pas oublier cependant qu'en Angleterre, les conditions de vie sont fort différentes de celles prévalant en Russie). La même chose est vraie concernant d'autres pays qui dépendent des importations d'aliments et de matières premières et, par conséquent, doivent exporter des produits manufacturés. A l'égard de pays qui dépendent fortement de leur commerce extérieur, un système de contrôle gouvernemental est tout simplement impraticable.

Ainsi, dans toute la mesure où il reste de la liberté économique (et il en reste une proportion substantielle dans les pays tels que la Norvège, l'Angleterre, la Suède), c'est en raison de la *nécessité de conserver le commerce d'exportation.* Précédemment, j'ai retenu l'exemple du lait, non parce que j'ai une préférence spéciale pour le lait, mais parce que pratiquement tous les gouvernements — en tout cas, la plupart d'entre eux — dans les dernières décennies ont réglementé les prix du lait, des œufs ou du beurre.

Je voudrais évoquer en quelques mots un autre exemple, c'est celui de la réglementation des loyers. Lorsqu'un gouvernement fixe les loyers, la première conséquence est que des gens qui auraient déménagé pour un appartement moins vaste lorsque le nombre de personnes vivant au foyer changeait, ne le feront plus désormais. Par exemple, pensez à ces parents dont les enfants quittaient la maison quand ils devenaient adultes, se mariaient ou allaient travailler dans d'autres villes. De tels parents jadis changeaient de logement, en louaient de plus petits et moins chers. Ce ne fut plus nécessaire lorsque le contrôle des loyers fut instauré.

pdforall.com

A Vienne, en Autriche, au début des années vingt, où le contrôle des loyers était bien entré dans les habitudes, le montant qu'un propriétaire recevait pour la location d'un appartement moyen, en vertu de la réglementation, représentait seulement le double du prix d'un ticket de tramway de la régie municipale. Vous pouvez imaginer si les gens étaient incités à changer de logement. Et d'un autre côté, il n'y avait pas de construction de maisons neuves. Une situation analogue régna aux Etats-Unis après la Seconde Guerre mondiale ; elle subsiste dans plusieurs villes actuellement.

L'une des principales raisons pour lesquelles nombre de municipalités aux Etats-Unis sont dans de grandes difficultés financières, est que les loyers y sont réglementés et qu'il s'ensuit une disette de logements.

Aussi le gouvernement a-t-il dépensé des milliards pour faire construire des immeubles neufs. Mais pourquoi s'est-il produit une telle disette de logements ? La crise du logement s'est installée exactement pour la même raison que le lait s'est raréfié après l'instauration d'un prix taxé du lait. Le sens de ces faits est celui-ci : lorsque le pouvoir impose des entraves au marché, il est progressivement poussé vers le socialisme.

Et c'est là la réponse qu'il faut faire aux gens qui disent : « Nous ne sommes pas socialistes, nous ne souhaitons pas que le gouvernement réglemente tout. Nous comprenons que cela est mauvais. Mais pourquoi le gouvernement devrait-il ne pas intervenir un petit peu dans le jeu du marché ? Pourquoi ne devrait-il jamais empêcher certaines choses qui sont choquantes ? »

Ces gens parlent de « politique de juste milieu ». Ils ne se rendent pas compte du fait que l'immixtion *isolée,* c'est-à-dire celle qui porte seulement sur une petite partie du système économique, conduit à une situation que le gou-

pdforall.com

vernement — et les gens qui ont demandé son intervention — trouvent finalement pire que celle qu'on entendait modifier : les gens qui réclament une réglementation des loyers sont furieux lorsqu'ils constatent qu'il y a disette de logements, que l'on manque d'appartements et de maisons.

Mais ce manque d'habitations a été créé précisément par l'intervention du gouvernement, par la fixation des loyers au-dessous du niveau que les gens auraient eu à accepter dans un marché libre.

L'idée qu'il y aurait un *tiers* système entre le capitalisme et le socialisme, comme disent ses partisans —un système aussi éloigné du socialisme qu'il l'est du capitalisme mais qui garde les avantages et écarte les inconvénients de l'un et de l'autre — cette idée est absolument dépourvue de sens. Les gens qui croient à l'existence d'un tel mythe sont facilement lyriques lorsqu'ils vantent les merveilles de l'interventionnisme. On ne peut que dire qu'ils se trompent. L'ingérence du pouvoir dont ils font l'éloge entraîne des situations dont eux-mêmes sont mécontents.

L'un des problèmes que j'aborderai plus tard est celui du protectionnisme. Le gouvernement essaie d'isoler le marché intérieur du marché mondial. Il introduit des tarifs douaniers qui relèvent le prix intérieur d'un article donné au-dessus du prix du marché mondial, permettant ainsi aux producteurs nationaux de former des cartels. Par la suite, ces cartels deviennent la cible du gouvernement ; celui-ci les attaque, déclarant : « Dans ces conditions, une législation anti-cartels est indispensable ».

Telle est précisément la situation de la plupart des gouvernements européens. Aux Etats-Unis, il y a d'autres motifs encore invoqués pour renforcer la législation anti-trust, et le gouvernement fait campagne contre le spectre du monopole.

pdforall.com

Il est absurde de voir le gouvernement — qui crée, par son intervention, la situation dans laquelle il devient possible de constituer des cartels à l'échelle nationale — dénoncer l'entreprise privée en disant : « Il y a des cartels, par conséquent le gouvernement doit faire régner l'ordre dans l'activité économique ». Il serait beaucoup plus simple d'éviter la formation de cartels en mettant fin à l'intervention du pouvoir sur le marché, puisque c'est cette ingérence qui rend possible la constitution de cartels.

L'idée que l'intervention du pouvoir politique constitue une « solution » aux problèmes économiques conduit, dans tous les pays, à des situations qui, à tout le moins, sont fortement insatisfaisantes et fréquemment, sont rigoureusement chaotiques.

Si le gouvernement ne s'arrête à temps, il aboutira au socialisme. Et cependant, l'ingérence du pouvoir dans les affaires économiques reste extrêmement populaire. Aussitôt que quelqu'un trouve à se plaindre de quelque événement dans le monde, il dit : « Le gouvernement devrait faire quelque chose à cet égard. A quoi bon avons-nous un gouvernement ? Il devrait faire ceci ou cela ». Or, c'est là un vestige caractéristique des façons de voir de l'ancien temps, des époques qui ont précédé celle de la liberté moderne, celle des formes modernes de pouvoirs constitutionnels, du gouvernement représentatif ou républicain moderne.

Pendant des siècles, la doctrine affirmée et acceptée par tous était qu'un roi, ayant reçu le sacre, était le messager de Dieu ; il avait plus de sagesse que ses sujets, et il avait des pouvoirs surnaturels. Jusqu'au début du dix-neuvième siècle, les gens atteints de certaines maladies espéraient leur guérison s'ils pouvaient toucher la main du roi. Les médecins avaient, d'ordinaire, de meilleures recettes, pourtant

pdforall.com

ils conseillaient à leurs patients d'essayer celle consistant à toucher le roi.

Cette conception de l'excellence d'un gouvernement paternel, cette croyance en des pouvoirs surnaturels ou surhumains des monarques héréditaires disparurent graduellement ; ou du moins, nous les pensions disparues. Mais elles sont revenues quand même ! Il y a eu un professeur allemand, nommé Werner Sombart (je l'ai connu fort bien), réputé dans le monde entier, docteur honoris causa de nombreuses universités et membre d'honneur de l'American Economic Association. Ce professeur a écrit un livre dont la traduction anglaise a été publiée par la Princeton University Press. Il existe également une traduction en français et probablement aussi en espagnol — du moins j'espère que cette dernière est disponible parce qu'ainsi vous pourrez vérifier ce que je vais vous dire. Dans ce livre, publié en notre siècle et non pas dans des temps d'ignorance, « Sir » Werner Sombart, Professeur de sciences économiques, dit tout simplement ceci : « Le Führer, notre Führer » — il parle bien entendu d'Hitler — « reçoit ses ordres directement de Dieu, le Führer de l'Univers. »

J'ai déjà parlé de cette hiérarchie des führers, et dans cette hiérarchie j'ai mentionné Hitler comme le « Führer Suprême »... Mais il y a, d'après Werner Sombart, un Führer encore plus élevé, Dieu, Führer de l'Univers. Et Dieu, à ce qu'il écrit, donne Ses ordres directement à Hitler. Evidemment, le Professeur Sombart disait très modestement : « Nous ne savons pas comment Dieu communique avec le Führer. Mais le fait est indéniable. »

Alors, si vous apprenez qu'un tel livre peut être publié en langue allemande, le langage parlé par une nation qui fut jadis saluée comme « la Nation des philosophes et des poètes », si vous le voyez traduit en anglais et en français, vous ne devez pas être surpris que même un petit

pdforall.com

bureaucrate se considère plus sage et meilleur que les simples citoyens et entende se mêler de tout, bien qu'il ne soit qu'un pauvre petit bureaucrate et non pas le célèbre Professeur Werner Sombart, membre honoraire de tout et tout.

Y a-t-il un remède à de pareilles choses ? Laissez-moi vous dire : oui, il y a un remède. Ce remède est le pouvoir des citoyens ; il faut qu'ils empêchent de s'établir un régime autocratique de cette sorte-là, qui s'arroge pour lui-même une sagesse supérieure à celle du citoyen ordinaire. Telle est la différence fondamentale entre la liberté et la servitude.

Les nations socialistes ont usurpé le nom de *démocratie*. Les Russes appellent leur propre système une Démocratie Populaire ; c'est probablement parce qu'ils soutiennent que le peuple est représenté dans la personne du dictateur. Je pense qu'il y a eu un certain dictateur, ici en Argentine, à qui la bonne réponse a été faite. Espérons que tous les autres dictateurs, dans d'autres pays, se verront opposer une réponse semblable.

pdforall.com

pdforall.com

Quatrième leçon

INFLATION

Si les quantités de caviar offertes en vente étaient aussi abondantes que les quantités de pommes de terre, le prix du caviar — c'est-à-dire le taux d'échange entre caviar et monnaie ou entre caviar et autres marchandises — changerait considérablement. Dans cette hypothèse, l'on pourrait se procurer du caviar en échange d'un sacrifice bien moindre que celui nécessaire aujourd'hui. De la même façon, si la quantité de monnaie est accrue, le pouvoir d'achat de l'unité de monnaie décroît, et la quantité de marchandises qui peut être obtenue pour une unité de cette monnaie diminue également.

Lorsqu'au seizième siècle, les réserves d'or et d'argent existant en Amérique furent découvertes et exploitées, d'énormes quantités de ces métaux précieux furent transportées en Europe. Le résultat de cette augmentation de la quantité de monnaie fut une tendance générale à la hausse des prix. De la même façon, aujourd'hui, lorsqu'un gouvernement accroît la quantité de papier-monnaie, le résultat est que le pouvoir d'achat de l'unité monétaire se met à baisser, et ainsi les prix montent. Voilà ce qu'on appelle *l'inflation*.

Malheureusement, aux Etats-Unis, aussi bien que dans d'autres pays, certaines gens préfèrent attribuer la cause de l'inflation non pas à l'augmentation de la quantité de monnaie, mais plutôt à la hausse des prix.

pdforall.com

Pourtant, il n'y a jamais eu d'argument sérieux opposable à l'interprétation économique de la relation mutuelle entre les prix et la quantité de monnaie, ou du taux d'échange entre la monnaie et les autres biens, denrées et services. Dans les conditions techniques actuelles, il n'est rien de plus facile que de fabriquer des morceaux de papier sur lesquels l'on imprime un chiffre représentant un certain nombre d'unités monétaires. Aux Etats-Unis, où tous les billets ont la même dimension, il ne coûte pas davantage au gouvernement d'imprimer un billet de mille dollars qu'un billet d'un dollar. C'est uniquement un travail d'imprimerie exigeant la même quantité de papier et d'encre.

Au dix-huitième siècle, lorsqu'on fit les premiers essais d'émission de billets de banque ayant qualité de monnaie légale — c'est-à-dire que l'on devrait honorer dans les transactions de la même façon qu'étaient honorées les pièces d'or et d'argent — les gouvernements et les peuples crurent que les banquiers possédaient quelque science secrète leur permettant de créer de la richesse à partir de rien. Lorsque les gouvernements se trouvaient en difficultés financières, ils crurent qu'il leur suffirait de mettre un banquier habile à la tête de leurs finances pour être débarrassés de tous leurs ennuis.

Quelques années avant la Révolution Française, le Roi de France, étant à court d'argent, rechercha un tel habile homme et lui conféra une haute charge officielle. Cet homme était, à tous égards, l'exact opposé de ceux qui jusqu'alors avaient gouverné la France. D'abord il n'était pas Français, c'était un étranger, un Genevois. Ensuite, ce n'était pas un noble, mais un roturier. Et ce qui comptait encore davantage au dix-huitième siècle, en France, il n'était pas catholique, mais protestant. C'est ainsi que Monsieur Necker, le père de la célèbre Madame de Staël, devint ministre des Finances, et chacun espéra le voir

pdforall.com

résoudre le problème financier de la France. Mais en dépit du haut niveau de confiance dont jouissait M. Necker, le trésor royal resta vide — l'erreur capitale de Necker ayant été sa tentative de financer l'aide aux colonies américaines dans leur guerre d'indépendance contre l'Angleterre, *sans lever d'impôts.* C'était certainement un mauvais moyen de chercher une solution aux difficultés financières du royaume de France.

Il ne peut y avoir de moyen mystérieux pour résoudre les problèmes financiers d'un gouvernement ; s'il a besoin d'argent, il doit se procurer cet argent en le prélevant par l'impôt sur les citoyens (ou, sous certaines conditions, en l'empruntant à ceux qui ont de l'argent). Mais beaucoup de gouvernements, nous pouvons même dire *la plupart* des gouvernements, pensent qu'il y a un troisième moyen d'obtenir la monnaie désirée, c'est de l'imprimer, tout simplement.

Si le gouvernement veut réaliser quelque chose d'avantageux — si par exemple il désire construire un hôpital — le moyen de trouver l'argent nécessaire à ce projet est de lever la somme sur le contribuable et de la consacrer à la construction projetée. Dans ce cas, il ne se produira pas de « perturbation des prix », parce que lorsque le gouvernement prélève les sommes et construit l'hôpital, les citoyens, une fois l'impôt payé, sont obligés de restreindre leur dépense. Le contribuable individuel, lui, est bien forcé de réduire soit sa consommation, soit ses investissements, soit son épargne liquide. Le gouvernement se présentant sur le marché comme acheteur, *remplace* le citoyen individuel ; le citoyen achète moins pendant que le gouvernement achète davantage. Le gouvernement, bien entendu, n'achète pas toujours les mêmes biens que le citoyen aurait achetés, mais dans l'ensemble, il ne se produit pas de

pdforall.com

hausse des prix consécutivement à la construction d'un hôpital par l'Etat.

J'ai choisi cet exemple d'un hôpital parce que les gens disent parfois : « Il y a une différence, si le gouvernement emploie ses fonds pour de bons objectifs ou pour de mauvais objectifs ». Mais j'entends supposer que le gouvernement emploie *toujours* la monnaie qu'il a fait imprimer, pour des objectifs les meilleurs possibles, des objectifs sur lesquels nous sommes tous d'accord. Car ce n'est pas la façon dont l'argent est *dépensé,* mais la façon dont il est *obtenu* qui provoque les conséquences que nous appelons inflation, conséquences que la majorité des gens dans le monde aujourd'hui ne considèrent pas comme bénéfiques.

Par exemple, sans qu'il y ait inflation, le gouvernement pourrait utiliser l'argent levé par l'impôt pour recruter de nouveaux fonctionnaires, ou pour payer mieux ceux qu'il emploie déjà. Alors ces gens dont les appointements ont augmenté, sont en mesure de dépenser davantage. Quand le gouvernement prend de l'argent au contribuable et l'emploie pour relever les salaires de son personnel, les contribuables ont moins à dépenser mais les fonctionnaires en ont davantage. Les prix en général ne monteront pas.

Mais si ce que le gouvernement distribue ainsi ne provient pas des recettes fiscales, si c'est simplement de la monnaie imprimée en supplément, cela signifie que certaines personnes auront en poche davantage de monnaie alors que toutes les autres en auront autant qu'avant. Les gens qui reçoivent cette monnaie fraîchement créée vont être en compétition avec les acheteurs qui étaient déjà sur le marché. Et comme il n'y a pas en vente plus de choses qu'avant, alors qu'il y a davantage de monnaie offerte — comme il y a des gens qui désormais peuvent acheter aujourd'hui plus qu'ils ne pouvaient acheter hier — il y aura une demande plus forte pour la même quantité de

pdforall.com

biens en vente. Par conséquent, les prix auront tendance à monter. Il n'y a pas moyen d'éviter cela, quel que soit l'usage fait de cette monnaie nouvellement émise.

Il y a plus important encore ; cette tendance des prix vers la hausse va se communiquer de proche en proche ; ce n'est pas un mouvement global, vers le haut, de ce qu'on a appelé le « niveau des prix ». Il ne faut jamais se servir de cette expression métaphorique, le « niveau » des prix. Lorsque les gens parlent d'un « niveau » des prix, ils ont à l'esprit l'image d'un liquide dont le niveau monte ou descend selon que sa quantité augmente ou diminue ; mais le niveau d'un liquide dans un récipient monte ou descend de la même hauteur en tous ses points. En ce qui concerne les prix, il n'y a rien qu'on puisse appeler leur « niveau ».

Les prix ne varient pas tous ensemble dans la même proportion. Il y a toujours des prix qui changent plus rapidement, qui montent ou baissent plus vite que les autres prix. Et il y a une raison à cela.

Considérez le cas d'un employé de l'Etat qui a reçu de cette nouvelle monnaie émise en supplément. Les gens n'achètent pas aujourd'hui exactement les mêmes articles qu'hier, et dans les mêmes quantités. La monnaie additionnelle que le gouvernement a imprimée et introduite sur le marché n'est pas employée à acheter *toutes* les denrées et services. On l'emploie pour acheter certains articles, dont le prix tendra à monter, pendant que d'autres articles resteront au prix antérieur. Ainsi, quand l'inflation débute, des groupes différents de la population s'en trouvent affectés de différentes façons. Ceux d'entre ces groupes qui reçoivent les premiers la monnaie supplémentaire ont un avantage momentané.

Lorsqu'un gouvernement recourt à l'inflation pour faire la guerre, il doit acheter des munitions, et les premiers à recevoir la monnaie additionnelle sont les industries fabri-

pdforall.com

quant des munitions et les gens qui travaillent dans ces industries. Ces groupes sont alors dans une position très favorable. Les profits et les salaires y sont plus élevés, leurs affaires se développent. Pourquoi ? Parce qu'ils ont été les premiers à encaisser la monnaie émise. Et ayant maintenant plus d'argent à leur disposition, ils achètent. Ils achètent à d'autres gens, qui fabriquent et vendent ce dont ont envie les gens qui font des munitions.

Ces fournisseurs forment un second groupe. Et ce second groupe considère que l'inflation est une chose excellente pour les affaires. Pourquoi pas ? N'est-ce pas merveilleux que de vendre davantage ? Par exemple, un propriétaire de restaurant à proximité de l'usine de munitions se dit : « Tout va très bien ! Les ouvriers et employés de cette usine ont plus d'argent, et ils sont bien plus nombreux qu'avant ; ce sont des clients fidèles de mon restaurant ; j'en suis bien content. » Il ne voit aucune raison de penser autrement.

La situation est celle-ci : les gens auxquels la monnaie émise arrive en premier ont maintenant un revenu plus élevé, et ils peuvent encore se procurer nombre d'articles et de services à des prix qui correspondent à l'état antérieur du marché, à la situation existant à la veille de l'inflation. Ils sont donc dans une position très favorable.

Ainsi l'inflation se répand petit à petit, d'un groupe de la population à d'autres. Et tous ceux auxquels la monnaie additionnelle parvient dans les premiers temps de l'inflation en sont avantagés parce qu'ils peuvent encore acheter certains biens à des prix établis dans la période antérieure, et traduisant l'ancienne relation d'échange entre la monnaie et les marchandises.

Seulement il y a d'autres groupes dans la population, et à ceux-là la monnaie additionnelle ne parvient que beaucoup plus tard. Ces gens-là sont dans une situation *défavo-*

pdforall.com

rable. Avant que la monnaie additionnelle ne leur parvienne, ils sont obligés de payer plus cher qu'avant beaucoup de choses — ou pratiquement toutes les choses — qu'ils avaient l'habitude d'acheter, alors que leur revenu n'a pas changé, qu'il n'a pas augmenté proportionnellement aux prix.

Considérez par exemple un pays comme les Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale ; d'une part, l'inflation à ce moment-là favorisait les ouvriers métallurgistes, les industries d'armement, les fabricants de canons, pendant que d'autre part elle portait un dommage à d'autres groupes de la population. Et ceux qui supportaient les plus lourds désavantages étaient les enseignants et les membres du clergé.

Comme vous le savez, un membre du clergé est une personne très modeste qui ne doit pas trop parler d'argent. Les enseignants, de même, sont des personnes dévouées qui sont censées penser plus à l'éducation des jeunes qu'à leurs propres appointements. En conséquence, les instituteurs et les pasteurs furent parmi les plus pénalisés par l'inflation, car les diverses écoles et églises furent les dernières à comprendre qu'il fallait reconsidérer leurs salaires. Lorsque les conseils paroissiaux et les associations de soutien des écoles s'aperçurent enfin que, après tout, l'on devrait bien aussi améliorer le revenu de ces personnes dévouées, les pertes qu'elles avaient subies dans l'entre-temps restèrent à leur charge.

Pendant longtemps, elles durent acheter moins qu'avant, réduire leur consommation d'aliments les meilleurs et les plus chers, retarder leurs dépenses d'habillement — parce que les prix de ces objets avaient déjà été rajustés en hausse pendant que leurs revenus, leurs traitements, ne l'avaient pas encore été. (Cette situation a

pdforall.com

changé considérablement maintenant, au moins pour les enseignants.)

Il y a donc toujours divers groupes dans la population, que l'inflation affecte diversement. Pour certains, l'inflation n'est pas tellement un mal ; ils demandent même qu'elle continue, parce qu'ils sont les premiers à en profiter. Nous verrons, dans la leçon suivante, pourquoi cette inégalité dans les conséquences de l'inflation affecte de façon vitale les politiques qui conduisent à l'inflation.

Dans le cours des changements entraînés par l'inflation, nous avons des groupes qui sont avantagés et des groupes qui réalisent directement des profits. Je n'emploie pas le terme de profits pour en faire reproche à ces gens, car s'il y a quelqu'un à blâmer, c'est le gouvernement qui a établi l'inflation. Et il y a toujours des gens qui sont partisans de l'inflation parce qu'ils comprennent ce qui va se passer plus tôt que les autres. Leurs profits à cette occasion tiennent au fait qu'il y aura nécessairement inégalité dans les répercussions de l'inflation.

Le pouvoir peut penser que l'inflation — en tant que moyen de fiscalité inavouée — est préférable à l'impôt, qui est toujours impopulaire et malcommode. Dans beaucoup de grandes et riches nations les législateurs ont souvent discuté, pendant de nombreux mois, les diverses modalités de nouveaux impôts qui étaient devenus nécessaires parce que le parlement avait décidé d'augmenter les dépenses. Ayant examiné les diverses méthodes de prélever les fonds par l'impôt, l'on a finalement décidé qu'il était probablement plus indiqué de le faire par l'inflation.

Mais bien entendu, on n'a pas parlé d'inflation. Le politicien au pouvoir qui se prépare à y recourir n'annonce pas « je vais procéder à une inflation ». Les méthodes techniques employées pour pratiquer l'inflation sont si com-

pdforall.com

plexes que le citoyen ordinaire ne se rend pas compte qu'elle est déjà en marche.

Pendant l'une des plus gigantesques inflations de l'histoire, dans le Deuxième Reich allemand après la première guerre mondiale, l'inflation n'avait pas été si importante pendant la guerre même ; ce fut l'inflation *après* les hostilités qui s'acheva en catastrophe. Le gouvernement n'a jamais dit « Nous allons faire de l'inflation ». L'Etat emprunta simplement de l'argent très indirectement à la banque centrale. Le gouvernement n'avait pas à s'inquiéter de la façon dont la banque se procurerait l'argent pour le lui donner : elle l'imprimait tout simplement.

Aujourd'hui, les techniques inflationnistes sont compliquées par le fait de la monnaie-chèques. Elle implique une technique différente, mais le résultat est le même. D'un trait de plume, le gouvernement crée de la monnaie par ordre, gonflant ainsi la quantité de monnaie et de crédit. Le gouvernement donne simplement un ordre, et la monnaie-miracle est là.

Au début, le gouvernement ne s'inquiète pas du fait qu'il y a des perdants, la montée des prix ne lui cause aucune appréhension. Les législateurs trouvent le système extraordinairement pratique. Mais cet admirable système a un défaut radical : il ne peut pas durer. Si l'inflation pouvait se répéter indéfiniment, il n'y aurait aucune raison de dire aux gouvernants de ne pas s'en servir. Mais la chose certaine en ce qui concerne l'inflation, c'est que tôt ou tard, elle devra s'arrêter. C'est une politique qui ne peut être permanente.

A la longue, l'inflation prend fin par l'effondrement de la monnaie légale, qui est une catastrophe, analogue à celle qu'ont connue les Allemands en 1923. Le 1er août 1914, la valeur du dollar était de 4 marks et 20 pfennigs. Neuf ans

pdforall.com

et trois mois plus tard, en novembre 1923, le Dollar était coté à 4 milliards 200 millions de Marks. En d'autres termes, le Mark ne valait plus rien, il n'avait absolument *aucune* valeur.

Il y a quelques années, un auteur célèbre écrivait « à long terme, nous sommes tous morts ». C'est une vérité évidente, quoique triste. Mais la question pratique est de savoir combien de temps durera le court terme ? Au dix-huitième siècles vivait une dame fameuse, Madame de Pompadour, à qui l'on prête ce mot : « Après nous, le déluge ». Madame de Pompadour eut du moins la chance de mourir dans le court terme. Mais sa remplaçante au même poste, Madame du Barry, survécut au court terme et fut décapitée au long terme. Pour bien des gens le « long terme » devient rapidement le court terme, et d'autant plus court que l'inflation a déjà duré plus longtemps.

Combien le long terme peut-il durer ? Combien de temps une banque d'émission peut-elle continuer à faire de l'inflation ? Probablement aussi longtemps que les gens restent persuadés que le gouvernement, tôt ou tard mais en tout cas pas trop tard, s'arrêtera d'imprimer de la monnaie et donc de faire diminuer la valeur de chaque unité monétaire.

Lorsque les gens cessent de croire cela, lorsqu'ils comprennent que le gouvernement ira de plus en plus loin sans aucune intention de s'arrêter, alors ils commencent à réaliser que les prix de demain seront plus hauts que ceux d'aujourd'hui. Et ils se mettent à acheter à tout prix, ce qui fait que les prix montent à des hauteurs telles que le système monétaire s'écroule.

Je cite cet exemple de l'Allemagne, parce que le monde entier l'a vu se dérouler. De nombreux livres ont décrit les événements de cette époque. (Bien que je ne sois pas Allemand, mais Autrichien, j'ai vu tout cela de l'intérieur : en

pdforall.com

Autriche, la situation n'était pas très différente de celle de l'Allemagne ; l'une et l'autre n'étaient d'ailleurs pas très différentes de celles de plusieurs autres pays d'Europe). Pendant plusieurs années, les Allemands avaient cru que leur inflation n'était qu'une affaire temporaire, qu'elle finirait par s'arrêter un jour prochain. Ils pensèrent de la sorte pendant neuf ans presque, jusqu'à l'été de 1923. Finalement, ils se mirent à douter. L'inflation persistant, les gens pensèrent qu'il était plus prudent d'acheter tout ce qu'ils pouvaient trouver, au lieu de garder de l'argent en poche. En outre, ils se dirent qu'il était contre-indiqué de consentir des prêts en monnaie, et que s'endetter était une excellente idée. Ainsi l'inflation nourrissait elle-même l'inflation.

Cela continua en Allemagne exactement jusqu'au 28 Août 1923. Les multitudes avaient vécu dans l'illusion que la monnaie inflationniste était de la vraie monnaie, et découvraient que les choses avaient changé. A cette extrémité de l'inflation, en Automne 1923, les entreprises allemandes payaient leurs salariés chaque matin d'avance, pour la journée. Et l'ouvrier arrivait à l'usine avec sa femme, lui remettait son salaire — tous les millions qu'il recevait — sans perdre un instant. Et l'épouse immédiatement allait dans un magasin acheter quelque chose, n'importe quoi. C'est qu'elle avait compris comme presque tout le monde à l'époque, que du jour au lendemain le mark perdait la moitié de son pouvoir d'achat. L'argent fondait dans la poche des gens comme un morceau de chocolat sur un poële allumé. Cette ultime phase de l'inflation allemande ne dura pas longtemps ; au bout de quelques jours le cauchemar s'acheva : le Mark n'avait plus de valeur, et il fallait établir une nouvelle monnaie légale.

Lord Keynes, ce même personnage qui disait qu'à long terme nous serons tous morts, fut l'un des écrivains infla-

pdforall.com

tionnistes dont la lignée s'est allongée durant le vingtième siècle. Leur cible commune était l'étalon-or. Lorsque Keynes l'attaqua à son tour, il appela l'étalon-or une « relique barbare ». Et presque tout le monde aujourd'hui trouve ridicule de parler d'un retour à l'étalon-or. Aux Etats-Unis, par exemple, l'on vous considère plus ou moins comme un rêveur si vous dites « Tôt ou tard, les U.S.A. devront revenir à l'étalon-or ».

L'étalon-or a pourtant une vertu proprement formidable : la quantité de monnaie disponible, en régime d'étalon-or, est indépendante de la politique des gouvernants et des partis politiques. C'est là son avantage. C'est concrètement une protection contre les gouvernements prodigues. Si, en système d'étalon-or, le gouvernement est sollicité de dépenser de l'argent pour quelque nouveauté, le ministre des Finances peut dire « Où puis-je trouver cet argent ? Dites-moi d'abord comment nous financerons cette dépense supplémentaire .»

En système inflationniste, rien n'est plus aisé aux politiciens que de donner ordre aux fonctionnaires chargés de la presse à billets de fournir les sommes nécessaires à leurs projets. En système d'étalon-or, un sain gouvernement a de bien meilleures chances de prévaloir : les responsables peuvent dire aux citoyens et aux politiciens ; « Nous ne pouvons pas faire ce que vous souhaitez, à moins d'augmenter les impôts. »

Inversement, dans un climat inflationniste les gens prennent l'habitude de considérer le gouvernement comme une institution aux moyens illimités : l'Etat, le Gouvernement peuvent faire n'importe quoi. Si par exemple le pays désire un réseau d'autoroutes, il demande au gouvernement de le faire construire. Mais d'où le gouvernement tirera-t-il l'argent ?

L'on pourrait dire qu'aux Etats-Unis aujourd'hui — et

pdforall.com

même dans le passé sous Mc Kinley — le Parti Républicain a généralement été plus ou moins en faveur de la monnaie saine et de l'étalon-or, tandis que le Parti Démocrate était en faveur de l'inflation. Bien entendu, pas de l'inflation-papier, mais par la monétisation de l'argent-métal.

Ce fut pourtant un Président démocrate des Etats-Unis, Cleveland, qui à la fin des années 1880 opposa son veto à une décision du Congrès de donner une modeste somme — environ 10.000 dollars — comme secours à une collectivité locale qui avait été victime d'une calamité. Et le Président Cleveland justifiait son veto en écrivant : « Alors qu'il est du devoir des citoyens d'apporter leur aide au gouvernement, ce n'est pas celui du gouvernement que d'aider les citoyens. » Voilà ce que tout homme d'Etat devrait écrire sur les murs de son cabinet, pour le donner à lire aux gens qui viennent demander de l'argent.

Je suis gêné par la nécessité de simplifier ces problèmes. Il y a tant de problèmes complexes dans le système monétaire ! Et je n'aurais pas écrit des volumes entiers à leur propos s'ils avaient été aussi simples que je les décris ici. Mais l'idée fondamentale est celle-ci : si vous augmentez la quantité de monnaie, vous provoquez l'abaissement du pouvoir d'achat de l'unité monétaire. C'est là ce qui fait mal aux gens dont les intérêts propres sont lésés. Ce sont les gens qui ne tirent pas avantage de l'inflation, qui seuls s'en plaignent.

Si l'inflation est une mauvaise chose et si les gens le comprennent, comment se fait-il qu'elle soit devenue presque un mode de vie dans tous les pays ? Même quelques-unes des nations les plus riches souffrent de cette maladie. Les Etats-Unis sont certainement aujourd'hui la nation la plus riche du monde, celle où le niveau de vie est le plus élevé. Mais en voyageant à travers ce pays, vous constateriez qu'il y est partout parlé d'inflation et de la nécessité d'y mettre

pdforall.com

un terme. Mais l'on en parle seulement ; on n'y fait rien.

Pour vous rappeler quelques faits : après la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne revint à la parité d'avant-guerre de la Livre Sterling. Autrement dit, elle réévalua en hausse sa monnaie. Cela augmenta le pouvoir d'achat du salaire de chaque travailleur. Dans un marché non entravé, le taux *nominal* des salaires aurait baissé pour faire compensation, cependant que le taux *réel* n'aurait pas été affecté. Nous n'avons pas le temps d'examiner les raisons qui expliquent cela. Mais les syndicats en Grande-Bretagne n'acceptèrent pas que les taux de salaires soient ajustés en fonction du nouveau pouvoir d'achat de l'unité monétaire, de sorte que les salaires *réels* se trouvèrent fortement relevés par cette mesure monétaire.

Ce fut là une vraie catastrophe pour l'Angleterre, car la Grande-Bretagne est un pays à forte prédominance industrielle qui doit importer ses matières premières, des produits demi-finis et des produits alimentaires pour vivre, et payer ces importations en exportant des produits manufacturés. Du fait de ce relèvement de la valeur internationale de la Livre, le prix des produits britanniques augmenta sur les marchés extérieurs, et les ventes à l'exportation diminuèrent. La Grande-Bretagne s'était, par les prix, exclue elle-même des marchés mondiaux.

Les syndicats britanniques ne pouvaient être mis à la raison. Vous savez quelle est aujourd'hui la puissance d'un syndicat. Il a le droit, pratiquement le privilège, d'user de violence. De ce fait, l'ordre d'un syndicat a, pour ainsi dire, autant d'importance qu'un décret gouvernemental. Le décret gouvernemental est un ordre pour l'application duquel l'appareil de contrainte de la Puissance Publique — la police — peut être requis. Si vous ne vous conformez pas au décret, vous aurez des ennuis avec la police.

Malheureusement, nous avons maintenant dans presque

pdforall.com

tous les pays une autre puissance qui est en mesure d'exercer sa contrainte : les syndicats. Les syndicats arrêtent le taux des salaires et décident des grèves pour les faire observer, de la même façon qu'un gouvernement peut décréter un taux minimum de salaires. Je n'examinerai pas maintenant la question syndicale, nous y reviendrons plus tard. Je désire seulement montrer que la politique syndicale consiste à faire monter le taux de salaire au-dessus du niveau que déterminerait un marché non entravé. Par voie de conséquence, une proportion importante de la force de travail potentielle ne peut être employée que par des entrepreneurs ou des branches industrielles disposés à encourir des pertes. Et comme les entreprises ne pourraient pas supporter indéfiniment des pertes, elles ferment leurs portes et leur personnel perd ses emplois. A fixer le taux des salaires au-dessus de celui qu'aurait déterminé un marché non entravé, l'on condamne au non-emploi une part considérable de la force de travail potentielle.

En Grande-Bretagne, le résultat du succès de la pression syndicale, maintenant les salaires à un taux élevé, fut un chômage permanent, prolongé pendant des années. Des millions de travailleurs restaient sans emploi, la production baissait. Même les experts étaient perplexes. Dans cette situation, le gouvernement britannique prit une décision qu'il considérait comme une indispensable mesure d'exception : il *dévalua* sa monnaie.

Le résultat fut que le pouvoir d'achat des salaires en monnaie, auxquels s'étaient accrochés les syndicats, cessa d'être rigide. Les salaires réels, l'équivalent en marchandises des salaires nominaux, baissèrent. Désormais, le salarié ne pouvait plus acheter autant qu'avant, bien que son salaire nominal soit resté le même. De la sorte, pensait-on, les taux de salaires *réels* rejoindraient le niveau du marché libre et le chômage se résorberait.

pdforall.com

Cette opération — la dévaluation — fut imitée par divers autres pays, la France, les Pays-Bas, la Belgique. Un pays, même, y eut recours deux fois en un an et demi : la Tchécoslovaquie. C'était une façon subreptice, dirons-nous, de contrecarrer le pouvoir des syndicats. L'on ne peut cependant pas appeler cela un vrai succès.

Après quelques années, les gens, les travailleurs et les syndicats eux-mêmes, finirent par comprendre ce qui se passait. Ils s'apercevaient que la dévaluation de la monnaie avait réduit leur salaire réel. Les syndicats avaient assez de puissance pour s'opposer à cela. Dans de nombreux pays ils firent insérer dans les contrats de salaires une clause stipulant que les salaires en monnaie devaient suivre automatiquement la hausse des prix. C'est ce qu'on appelle l'indexation. Les syndicats sont devenus attentifs à l'indice des prix. Si bien que cette méthode pour réduire le chômage que le Gouvernement britannique avait inaugurée en 1931 — et qui fut par la suite adoptée par presque tous les gouvernements importants — cette méthode de « solution au non-emploi » n'a plus aujourd'hui aucun effet.

En 1936, dans sa *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie,* Lord Keynes a malencontreusement élevé cette méthode — c'est-à-dire ces mesures d'urgence de la période allant de 1929 à 1933 — au rang de *principe,* comme un système fondamental de politique. Et il justifiait son point de vue en disant : « Le chômage est un mal. Si vous voulez faire disparaître le chômage, il faut gonfler la circulation monétaire. »

Il savait pertinemment que les taux de salaires peuvent être trop élevés pour le marché, c'est-à-dire trop élevés pour qu'il soit avantageux à un entrepreneur d'augmenter son personnel, et donc trop élevés du point de vue de l'ensemble de la population laborieuse, puisque du fait des taux de salaire imposés par les syndicats, et excédant le

pdforall.com

niveau du marché, une partie seulement des individus désireux de gagner un salaire peut trouver de l'emploi.

Et Keynes disait, en effet : « Il est certain qu'un chômage massif prolongé d'année en année, est une situation fort préoccupante » ; mais au lieu de suggérer que les taux de salaires pourraient et devraient être adaptés à l'état du marché, il disait en fait : « si l'on dévalue la monnaie et que les travailleurs ne soient pas assez malins pour s'en rendre compte, ils ne s'opposeront pas à une baisse des salaires réels, aussi longtemps que les salaires nominaux ne changeront pas. » En d'autres termes, Lords Keynes disait que si quelqu'un reçoit aujourd'hui le même montant en livres sterling qu'il recevait avant la dévaluation, il ne s'apercevra pas qu'en réalité il est moins payé.

Pour parler à l'ancienne mode, Keynes proposait d'abuser de la simplicité des travailleurs. Au lieu de déclarer ouvertement que les taux de salaire doivent être adaptés aux circonstances du marché — parce que, s'ils ne le sont pas, une partie de la force de travail restera inévitablement sans emploi — il disait en substance : « Le plein emploi ne peut être réalisé que par l'inflation. Trompez les travailleurs ! ». Le fait le plus intéressant, toutefois, est que lorsque fut publiée sa *Théorie Générale,* il n'était plus possible de tricher, parce que les gens avaient pris conscience de la signification des indices de prix. Cependant, il resta dans les esprits le but assigné : le plein emploi.

Qu'est-ce que cela veut dire : « plein emploi » ? Cela est en rapport avec un marché du travail fonctionnant sans entraves, c'est-à-dire non manipulé par les syndicats ni par les pouvoirs publics. Sur un tel marché, les taux de salaires pour chaque type de travail tendent vers un niveau où quiconque cherche de l'emploi peut en trouver un, et où chaque employeur peut embaucher autant de personnel qu'il en désire. S'il se produit un accroissement de la demande

pdforall.com

de main-d'œuvre le taux de salaire tendra à monter, et si l'on a besoin de moins de main-d'œuvre, il tendra à baisser.

La seule méthode permettant d'arriver à une situation de « plein emploi » consiste à maintenir un marché du travail non entravé. Cela vaut pour tout genre de travail, et pour tout genre de produit à vendre.

Que fait un entrepreneur lorsqu'il se propose de vendre quelque chose à cinq dollars l'unité ? Supposons qu'il ne le puisse pas ; l'expression technique du commerce, en Amérique, équivaut à ceci : « le stock ne part pas ». Mais *il faut* que le stock s'écoule. L'entrepreneur ne peut pas conserver cette marchandise, parce qu'il doit acheter quelque chose de neuf ; les modes changent. Alors, il met en vente à un prix moindre. S'il ne peut vendre à cinq dollars, il doit en demander quatre ; et s'il ne vend pas à quatre, il doit demander trois. Il n'y a pas d'autre choix aussi longtemps qu'il tient commerce. Peut-être subira-t-il des pertes, mais celles-ci ont pour origine une erreur de sa part, dans ses pronostics quant à la situation du marché.

Il en va de même pour les milliers et milliers de jeunes gens qui journellement viennent de la campagne à la ville, cherchant à gagner de l'argent. C'est ce qui se produit dans tous les pays industriels. Aux Etats-Unis, ils viennent à la ville avec l'idée qu'ils devraient se faire, par exemple, cent dollars par semaine. Parfois, cela s'avère impossible. Alors, si quelqu'un ne trouve pas d'emploi pour cent dollars, il doit en chercher pour quatre-vingt-dix, quatre-vingt ou même moins encore. Mais s'il se met à dire, comme les syndicats « cent dollars la semaine, ou rien » peut-être restera-t-il sans travail. (Beaucoup ne se font pas scrupule de rester sans emploi parce que le gouvernement distribue des allocations de chômage — financées par des prélèvements spéciaux imposés aux employeurs — qui parfois

pdforall.com

sont presque aussi élevées que ce que gagnerait le bénéficiaire s'il avait un emploi).

Parce que nombre de gens croient que le plein emploi ne peut être atteint que grâce à l'inflation, l'inflation est, aux Etats-Unis, une idée admise. Mais les gens discutent la question comme ceci : « Devons-nous préférer une monnaie saine avec du chômage, ou une inflation avec plein-emploi ? ». En fait, c'est là une analyse complètement viciée.

Pour traiter ce problème, nous devons poser la question que voici : Comment peut-on améliorer la situation des travailleurs et de tous les autres groupes de la population ? La réponse est : en maintenant le marché du travail libre d'entraves, ce qui conduira au plein emploi. Notre dilemme est celui-ci : est-ce le marché qui doit déterminer les taux de salaire, ou doivent-ils être déterminés par la pression des syndicats et leur contrainte ?

Le dilemme n'est pas : que choisir, du chômage ou de l'inflation ? Cette fausse position du problème est soutenue en Angleterre, dans les pays industriels d'Europe et même aux Etats-Unis. Ce qui fait dire à certains : « Voyez : même les Etats-Unis font de l'inflation. Pourquoi ne devrions-nous pas faire de même ? »

A ceux qui parlent de la sorte, l'on doit répondre avant tout : « L'un des privilèges de quelqu'un qui est riche, c'est qu'il peut s'offrir le luxe de se comporter sottement beaucoup plus longtemps qu'un pauvre ». Et c'est là la situation des Etats-Unis. La politique financière des Etats-Unis est fort mauvaise et ne fait qu'empirer. Peut-être les Etats-Unis ont-ils les moyens de se comporter sottement un peu plus longtemps que d'autres pays.

Le plus important à garder en mémoire, c'est que l'inflation n'est pas un coup du sort, ce n'est pas l'effet d'un cataclysme naturel, ou un fléau épidémique comme la

pdforall.com

peste. L'inflation est *une politique,* c'est une opération délibérée de dirigeants qui ont recours à l'inflation parce qu'ils la tiennent pour un moindre mal en comparaison du chômage.

L'inflation est une politique. Et d'une politique, l'on peut changer. Par conséquent, il n'y a pas de raison de s'abandonner à l'inflation. Si l'on considère l'inflation comme un mal, il faut cesser de la provoquer. Il faut équilibrer le budget des pouvoirs publics. Assurément, cela exige l'adhésion de l'opinion publique ; c'est aux intellectuels qu'il incombe d'aider le peuple à comprendre la chose. Avec le soutien de l'opinion publique, il est certainement possible aux représentants élus de renoncer à la politique d'inflation.

Rappelons-nous bien ceci : sur le long-terme, nous pouvons être morts et certainement nous mourrons tous. Mais nous devrions régler nos affaires temporelles, pour le court-terme où nous avons à vivre, de la meilleure façon possible. Et l'une des mesures que cet objectif requiert, est le rejet des politiques d'inflation.

pdforall.com

Cinquième leçon

Investissement étranger

Certains disent que les orientations d'un système de liberté économique ne sont qu'un programme négatif. Ils disent : « Vous autres libéraux, qu'est-ce que vous voulez réellement ? Vous êtes contre le socialisme, contre l'intervention gouvernementale, l'inflation, les violences syndicalistes, les tarifs douaniers... Vous dites *non* à tout. »

Je pense que c'est une façon partiale et superficielle de poser le problème. Car il est possible de formuler le programme libéral de façon positive. Si quelqu'un dit « Je suis contre la censure », son attitude n'est pas négative ; il est *en faveur* du droit des auteurs de publier ce qu'ils veulent sans que le gouvernement s'en mêle. Ce n'est pas du négativisme, c'est précisément réclamer la liberté. (Bien entendu, quand j'emploie le mot « libéral » à propos des conditions du système économique, je lui donne son sens ancien et *classique)*.

De nos jours, la plupart des gens considèrent comme inacceptable la forte différence entre le niveau de vie des divers pays. Il y a deux cents ans, les conditions d'existence en Grande-Bretagne étaient de très loin plus dures qu'elles ne le sont aujourd'hui en Inde. Les Britanniques de 1750 ne se disaient pas « sous-développés » ou « arriérés » parce qu'ils vivaient dans un pays où la situation ne pouvait se comparer à celle de pays mieux pourvus au point de vue économique. Aujourd'hui, tous les peuples qui ne sont

pdforall.com

pas parvenus au niveau de vie moyen des Etats-Unis pensent que leur situation économique est injustifiée. Beaucoup de ces pays se disent eux-mêmes « en voie de développement » et, comme tels, réclament l'appui des pays dits développés, ou même sur-développés. Il faut que je vous explique ce qu'est la situation réelle.

Le niveau de vie est plus bas dans les pays dits en voie de développement, parce que, pour un même type de travail, les gains sont en moyenne moins élevés dans ces pays que dans certains pays d'Europe Occidentale, au Canada, au Japon et spécialement aux Etats-Unis. Si nous essayons de comprendre les raisons de cet écart, nous devons constater que cela n'est pas dû à une infériorité des travailleurs et autres employés. Dans certains milieux américains les travailleurs ont tendance à croire qu'ils sont meilleurs que les autres — et que c'est par leur propre mérite qu'ils obtiennent des salaires plus élevés.

Il suffirait à un ouvrier américain de visiter un autre pays — par exemple l'Italie, d'où beaucoup d'ouvriers américains sont originaires — pour se rendre compte que ce ne sont pas ses qualités personnelles, mais la situation générale des Etats-Unis qui lui donne la possibilité de gagner de plus hauts salaires. Lorsqu'un Sicilien immigre aux U.S.A., il parvient très vite à gagner le salaire qui est courant dans ce nouveau cadre. Et si le même homme retourne en Sicile, il constatera que son séjour aux Etats-Unis ne lui a pas conféré des qualités lui permettant de gagner en Sicile un salaire supérieur à celui de ses concitoyens.

L'on ne peut pas davantage expliquer cette situation économique en supposant une infériorité des entrepreneurs étrangers par rapport aux américains. Il est exact que hors des Etats-Unis, du Canada, de l'Europe occidentale et de certaines régions d'Asie, l'équipement des lieux de travail et la technologie employée sont généralement moins bons

pdforall.com

qu'aux Etats-Unis. Mais cela n'est pas dû à l'ignorance des entrepreneurs dans ces pays « non développés ». Ils savent très bien que les entreprises américaines ou canadiennes sont beaucoup mieux équipées. Personnellement, ils connaissent tout ce qu'il faut savoir en fait de technologie ; et lorsqu'ils n'en savent pas assez, il leur est possible de l'apprendre par les ouvrages techniques et les revues qui diffusent ces connaissances.

Répétons-le : la différence ne vient pas d'une infériorité personnelle ni de l'ignorance. La différence réside dans les capitaux investis, dans la quantité des biens de production ou capitaux matériels disponibles. En d'autres termes, le montant du capital investi par tête d'habitant est plus grand dans les pays dits avancés, que dans ceux dits en développement.

Un chef d'entreprise ne peut pas payer un travailleur plus que le montant ajouté à la valeur du produit par le travail de son employé. Il ne peut pas lui verser plus que les clients ne sont disposés à payer pour le travail *additionnel* de ce travailleur individuel. S'il le paie plus cher, il ne récupèrera pas la totalité de ses débours dans les paiements de sa clientèle. Il subira des pertes et, comme je l'ai maintes fois dit déjà, un entrepreneur qui subit des pertes doit changer de méthodes dans sa gestion, ou faire faillite.

Les économistes expriment cet aspect des réalités en disant « les salaires sont déterminés par la productivité marginale de la main-d'œuvre ». Ce n'est qu'une autre manière de dire ce que je viens de vous exposer. C'est un fait que l'échelle des salaires est déterminée par le montant dont le travail du salarié augmente la valeur du produit. Si un homme travaille avec des outils meilleurs et plus abondants, il lui devient possible d'accomplir en une heure bien davantage qu'un homme qui travaille pendant une heure avec des instruments moins efficaces. Il est évident que

pdforall.com

cent personnes travaillant dans une fabrique de chaussures américaine, équipée des machines et outillages les plus modernes, produisent bien davantage pendant le même temps que cent savetiers aux Indes qui doivent travailler avec des outils primitifs et par des procédés moins perfectionnés.

Les employeurs de tous ces pays en voie de développement savent très bien que de meilleurs instruments rendraient plus profitable leur entreprise. Ils souhaiteraient bâtir et équiper de meilleurs ateliers. La seule chose qui les en empêche est le manque de capital.

La différence entre les pays moins développés et les plus développés est une fonction de temps : les Britanniques ont commencé à épargner plus tôt que les autres nations ; ils ont de même commencé à rassembler du capital et à l'investir dans les activités économiques. Parce qu'ils ont débuté plus tôt, le niveau de vie en Grande-Bretagne s'est élevé alors qu'il restait bas dans tous les autres pays d'Europe. Graduellement, tous les autres pays se sont mis à étudier ce qui se passait en Grande-Bretagne, et ils n'ont pas eu de mal à trouver la raison de la prospérité qui s'y manifestait. Ils ont ainsi commencé à imiter les méthodes des Britanniques.

Comme les autres pays démarraient plus tard, et que les Britanniques continuaient à investir du capital, un large écart subsista entre la situation en Angleterre et celle de ces autres pays. Mais il se produisit quelque chose qui fit disparaître cette avance initiale de la Grande-Bretagne.

Ce quelque chose a été le plus grand événement de l'histoire du dix-neuvième siècle, et pas seulement dans l'histoire d'un pays isolé. Ce grand événement fut le développement, au cours du dix-neuvième siècle, de l'*investissement à l'étranger*. En 1817, le grand économiste anglais Ricardo tenait encore pour évident que le capital ne pouvait être

pdforall.com

investi qu'à l'intérieur du pays considéré. Il lui paraissait certain que les capitalistes ne tenteraient pas d'investir au-dehors. Mais quelques dizaines d'années plus tard, l'investissement à l'étranger commença à jouer un rôle très important dans les affaires mondiales.

Sans l'investissement de capitaux, les nations moins développées que l'Angleterre auraient été obligées de commencer avec les méthodes et les techniques qui avaient été celles des Britanniques au début et au milieu du dix-huitième siècle, et de gravir les échelons — toujours fort au-dessous du niveau atteint techniquement par l'économie britannique — en imitant péniblement l'évolution suivie par elle.

Il aurait fallu des dizaines d'années à ces pays, pour arriver au degré de développement technologique que la Grande-Bretagne avait atteint cent ans avant eux ou davantage. Mais le grand événement qui aida tous ces pays fut l'investissement étranger.

L'investissement étranger, cela voulait dire que des capitalistes britanniques se mirent à investir du capital britannique dans d'autres régions du monde, qui, en comparaison de la Grande-Bretagne, manquaient de capital et étaient en retard dans leur développement. C'est un fait bien connu, que les chemins de fer de la plupart des pays d'Europe, et aussi des Etats-Unis, furent construits avec l'aide de capitaux britanniques. Vous savez qu'il en a été de même dans ce pays-ci, en Argentine.

Les compagnies du gaz furent aussi britanniques dans toutes les villes d'Europe. Vers le milieu des années 1870, un écrivain et poète britannique blâmait ses compatriotes, disant « Les Britanniques ont perdu leur ancienne vigueur et n'ont plus d'idées neuves. Ils ne sont plus une nation importante à l'avant-garde du monde ». A quoi Herbert Spencer, le grand sociologue, répondit : « Regardez le

pdforall.com

continent européen. Toutes les capitales européennes sont éclairées parce qu'une compagnie britannique leur fournit du gaz. » C'était, évidemment, à l'époque qui nous semble maintenant « lointaine » où l'on s'éclairait au gaz. Poursuivant sa réplique au critique de son pays, Herbert Spencer ajouta : « Vous dites que les Allemands sont loin devant la Grande-Bretagne. Mais regardez l'Allemagne. Même Berlin, la capitale de l'Empire allemand, la capitale du *Geist,* serait dans l'obscurité si une compagnie britannique pour la fourniture du gaz n'avait envahi le pays et éclairé ses rues. »

De même, le capital britannique a développé les chemins de fer et de nombreuses branches de l'industrie des Etats-Unis. Or, bien entendu, aussi longtemps qu'un pays importe du capital, sa balance commerciale est ce que les économistes appellent une balance « défavorable ». Cela signifie qu'il y a un excédent d'importations sur les exportations. La raison expliquant la « balance commerciale favorable » de la Grande-Bretagne était que les usines britanniques expédiaient de nombreux éléments d'équipement aux Etats-Unis, et que cet équipement n'était pas payé avec d'autres biens mais avec des actions de sociétés américaines. Cette période de l'histoire des Etats-Unis dura, en gros, jusqu'aux années 1890.

Mais lorsque les Etats-Unis eurent — avec l'aide du capital britannique, puis grâce à une politique favorable au capitalisme — développé leur propre système économique à un degré inégalé, les Américains commencèrent à racheter les actions de capital qu'ils avaient jadis vendues aux étrangers. Dès lors les Etats-Unis eurent un excédent des exportations sur les importations. La différence était soldée par l'importation — on appela cela le rapatriement — des titres de propriété du capital des sociétés américaines.

Cette période dura jusqu'à la première guerre mondiale.

pdforall.com

Ce qui arriva par la suite est une autre histoire. C'est l'histoire des subsides aux pays belligérants pendant, entre et après les deux guerres mondiales, des prêts et investissements que les Etats-Unis firent en Europe. En outre des opérations de prêt-bail, de l'aide aux pays étrangers, et du Plan Marshall, d'importantes fournitures alimentaires furent expédiées en Europe ainsi que d'autres secours. Je souligne tout cela parce que les gens croient parfois qu'il est honteux, dégradant, d'avoir du capital étranger au travail dans leur pays. Il faut comprendre que, dans tous les pays excepté l'Angleterre, les investissements de capitaux étrangers ont joué un rôle considérable dans le développement des industries modernes.

Si je dis que l'investissement à l'étranger a constitué le plus grand événement du dix-neuvième siècle, c'est qu'il vous suffira de penser à toutes ces réalisations qui n'auraient jamais vu le jour s'il n'y avait eu aucun investissement étranger. Tous les chemins de fer, les ports, les usines et les mines, en Asie, et le Canal de Suez, et tant d'autres choses dans l'Hémisphère Occidental, n'auraient jamais été construits s'il n'y avait pas eu de capitaux étrangers à l'appui.

Celui qui investit du capital à l'étranger, le fait dans la conviction qu'il ne sera pas exproprié. Personne ne ferait un tel investissement, s'il savait d'avance que quelqu'un d'autre s'appropriera sa mise. A l'époque où ces investissements à l'étranger furent pratiqués, au dix-neuvième et au début du vingtième siècle, il n'était pas question d'expropriations. Dès le début, quelques pays manifestèrent une certaine hostilité à l'égard du capital étranger, mais pour la plupart ils comprirent fort bien qu'ils tiraient un énorme avantage de ces investissements venus du dehors.

Dans certains cas, ces investissements étrangers ne furent pas faits directement en faveur de capitalistes étran-

pdforall.com

gers, mais indirectement par des prêts aux gouvernements. C'était alors le gouvernement qui utilisait l'argent pour investir. Tel fut le cas, par exemple, pour la Russie. Pour des motifs purement politiques, les Français investirent en Russie, dans les deux décennies précédant la première guerre mondiale, environ vingt milliards de francs-or, les prêtant principalement au gouvernement russe. Toutes les grandes réalisations du gouvernement russe — par exemple le chemin de fer reliant la Russie depuis les montagnes de l'Oural, à travers les glaces de la Sibérie, jusqu'à l'Océan Pacifique — furent effectuées en grande partie avec capitaux étrangers prêtés au gouvernement russe. Vous imaginez bien que les Français n'envisageaient pas la possibilité qu'un jour, il y aurait en Russie un gouvernement communiste qui déclarerait simplement ne pas reconnaître les dettes de son prédécesseur, le gouvernement tsariste.

A partir de la première guerre mondiale, commença dans le monde entier une période de lutte ouverte contre les investissements étrangers. Etant donné qu'il n'y a aucun remède susceptible d'empêcher un gouvernement d'exproprier les capitaux investis, il n'existe pratiquement pas de protection légale pour les investissements étrangers dans le monde d'aujourd'hui. Les capitalistes n'avaient pas prévu cela. Si les capitalistes des pays exportateurs de capitaux l'avaient imaginé, tous les investissements à l'étranger auraient pris fin il y a quarante ou cinquante ans. Mais les capitalistes ne crurent pas qu'un pays quelconque aurait le cynisme de renier une dette, d'exproprier et confisquer un capital étranger. Avec ces actes, un nouveau chapitre de l'histoire économique du monde s'est ouvert.

Avec la fin de la grande période du dix-neuvième siècle où les capitaux étrangers aidèrent à développer, dans tou-

pdforall.com

tes les parties du monde, les méthodes modernes de transport, de production minière, industrielle et agricole, commença une ère nouvelle où les gouvernements et les partis politiques en vinrent à considérer l'investisseur étranger comme un *exploiteur* qu'il faut chasser du pays.

Dans cette attitude anti-capitaliste, les Russes ne furent pas les seuls coupables. Rappelez-vous par exemple l'expropriation des champs pétrolifères américains au Mexique, et tout ce qui s'est passé dans votre pays même, l'Argentine, et dont je n'ai pas besoin de discuter.

La situation dans le monde aujourd'hui, créée par le système d'expropriation du capital étranger, se présente sous deux formes : soit l'expropriation directe, soit l'expropriation indirecte par le moyen du contrôle des changes extérieurs ou de la discrimination fiscale.

Prenez par exemple le plus grand de ces pays : l'Inde. Sous le régime britannique, les capitaux anglais — principalement anglais, mais aussi ceux d'autres pays européens — s'investissaient aux Indes. Et les Anglais exportaient aux Indes autre chose qui doit aussi être mentionné dans ce contexte : ils exportaient les méthodes modernes de lutte contre les maladies infectieuses. Le résultat fut un accroissement vertigineux de la population indienne, et une aggravation correspondante des difficultés du pays. Confrontée à cette détérioration de sa situation, l'Inde se tourna vers l'expropriation comme un moyen de résoudre ses problèmes. Ce ne fut pourtant pas toujours l'expropriation directe ; le gouvernement infligea des tracasseries aux capitalistes étrangers, intervenant dans leurs opérations d'investissement de telle sorte que ces investisseurs étrangers étaient acculés à vendre leurs titres de propriété.

L'Inde pouvait, naturellement, accumuler du capital par une autre méthode : la formation *intérieure* de capitaux

pdforall.com

neufs. Mais l'Inde est aussi hostile à l'accumulation de capitaux à l'intérieur, qu'elle l'est aux capitalistes étrangers. Le gouvernement des Indes dit qu'il veut industrialiser le pays, mais ce qu'il désire en réalité c'est de posséder des entreprises *socialistes.*

Il y a quelques années, le célèbre homme d'Etat Jawaharlal Nehru a publié un recueil de ses discours. Le livre fut publié dans l'intention de rendre plus attrayant l'investissement étranger en Inde. Le gouvernement indien n'est pas opposé à l'investissement provenant de l'étranger, *avant* que le capital ne soit investi. L'hostilité ne commence que quand il est effectivement *investi.* Dans ce livre — je le cite littéralement — M. Nehru disait : « Bien entendu, nous voulons socialiser. Mais nous ne sommes pas opposés à l'entreprise privée. Nous souhaitons encourager de toutes manières l'entreprise privée. Nous entendons promettre aux entrepreneurs qui investissent dans notre pays, que nous ne les exproprierons ou socialiserons pas pendant dix ans, peut-être même encore plus longtemps ». Et il s'imaginait que cela constituait une incitation à venir investir aux Indes !

Le problème, vous le savez, est celui de l'accumulation de capitaux à l'intérieur. Dans tous les pays aujourd'hui il y a de très lourds impôts sur les sociétés. En fait, cet impôt est levé deux fois. D'abord, les bénéfices de l'entreprise sont lourdement imposés, puis les dividendes que la société verse à ses actionnaires le sont de nouveau. Et le taux d'imposition est progressif.

L'impôt progressif sur le revenu et sur les bénéfices signifie que ce sont précisément les fractions de leurs ressources que les gens auraient épargnées et investies, qui leur sont enlevées par le fisc. Prenez l'exemple des Etats-Unis. Il y a quelques années fut instauré un « impôt sur les bénéfices excessifs », dont l'effet était que sur chaque dol-

pdforall.com

lar gagné, une société ne conservait que dix-huit cents. Lorsque ces dix-huit centièmes de dollar étaient versés aux actionnaires, ceux qui possédaient un grand nombre d'actions devaient encore payer en impôt de soixante, quatre-vingts pour cent ou davantage. Sur un dollar de bénéfices l'actionnaire gardait en moyenne sept cents, et quatre-vingt-treize autres allaient à l'Etat. De ces quatre-vingt-treize pour cent, la majeure partie aurait été épargnée et investie. Au lieu de cela, le gouvernement les dépensa pour ses paiements courants. Telle est la politique des U.S.A.

Je crois vous avoir montré clairement que la politique des Etats-Unis n'est pas, pour les autres pays, un exemple à imiter. Cette politique-là des Etats-Unis est pire que fautive, elle est *insensée*. La seule chose que j'ajouterai, c'est qu'un pays riche peut s'offrir plus de mauvaise politique qu'un pays pauvre. Aux Etats-Unis, en dépit de toutes ces méthodes fiscales, il y a encore quelque formation de capitaux neufs et d'investissements chaque année, et en conséquence, il y a encore une tendance à l'amélioration du niveau de vie.

Mais dans de nombreux autres pays le problème est tout à fait critique. Il n'y a pas, ou pas assez, d'épargne intérieure, et l'investissement de capital venant de l'extérieur est sérieusement réduit par le fait que ces pays sont ouvertement hostiles à l'investissement étranger. Comment peuvent-ils parler d'industrialisation, de nécessité d'installer de nouvelles usines, d'améliorer l'environnement, de relever le niveau de vie, d'augmenter les taux de salaires, d'avoir de meilleurs moyens de communication, tout en faisant des choses qui ont précisément l'effet opposé ? Le résultat effectif de leur politique est de ralentir la formation de capitaux domestiques et de dresser des obstacles sur la route des capitaux venant d'ailleurs.

pdforall.com

L'aboutissement est assurément fort mauvais. Une telle situation amène forcément un affaiblissement de la confiance, et il y a maintenant de plus en plus d'hésitations à investir hors des frontières. Même si les nations concernées devaient changer immédiatement de politique et se mettre à faire de grandes promesses, il est très douteux qu'elles puissent de nouveau inspirer aux capitalistes étrangers le désir d'investir chez elles.

Il y a, bien entendu, des méthodes possibles pour éviter de telles conséquences. L'une de ces méthodes pourrait être d'instaurer une législation internationale (et non plus seulement de simples accords) qui soustrairait les investissements étrangers aux juridictions nationales. C'est là une chose que pourrait faire l'Organisation des Nations Unies. Mais les Nations Unies, ce n'est qu'un lieu de rencontre pour des discussions sans fruit. Si l'on comprenait l'énorme importance de l'investissement étranger, si l'on comprenait qu'il y a là le seul moyen de provoquer une amélioration de la situation mondiale, politique et économique, l'on pourrait essayer de faire quelque chose du point de vue du Droit International.

C'est là un problème de technique juridique, et je le mentionne seulement, parce que la situation n'est pas désespérée. Si le monde voulait véritablement rendre possible aux pays à développer, d'élever leur niveau de vie à la hauteur du mode de vie américain, alors ce serait réalisable. Il suffirait de comprendre *comment* on pourrait le faire.

Une seule chose manque, en vue de rendre les pays à développer aussi prospères que les Etats-Unis : du *capital* — avec bien entendu la liberté de l'employer sous la discipline du marché et non pas sous la discipline du pouvoir politique. Ces pays doivent accumuler du capital domesti-

pdforall.com

que, et ils doivent faire le nécessaire pour attirer chez eux du capital étranger.

Il est nécessaire de le redire : pour qu'il y ait formation d'une épargne intérieure, il faut que la population puisse épargner en une monnaie saine. C'est une condition préalable, et qui implique l'absence de l'inflation sous une forme quelconque.

Une grande partie du capital en œuvre dans les entreprises américaines est la propriété des travailleurs eux-mêmes et celle d'autres gens dont les moyens sont modestes. Des milliards et des milliards en dépôts aux Caisses d'épargne, en obligations, en primes d'assurances, sont au travail dans ces entreprises. Sur le marché monétaire américain, ce ne sont plus maintenant les banques, mais les compagnies d'assurances qui sont les plus grands prêteurs d'argent. Et l'argent dont disposent les compagnies d'assurances est — non pas légalement, mais économiquement parlant — l'argent des assurés eux-mêmes. Or pratiquement, en Amérique, tout le monde est un Assuré, d'une façon ou d'une autre.

La condition préalable pour que règne dans le monde une plus grande égalité économique, c'est l'industrialisation. Et celle-ci n'est possible que par davantage d'investissement, davantage de capitaux neufs. Vous vous étonnerez peut-être de ce que je n'aie pas mentionné une mesure qui est considérée comme la méthode par excellence pour industrialiser un pays. Je veux dire... le protectionnisme. Mais les tarifs douaniers, et le contrôle des changes avec l'étranger, constituent exactement les moyens d'*empêcher* l'importation de capital, et donc l'industrialisation de se développer dans le pays. La seule voie pour accroître l'industrialisation, c'est d'avoir plus de capital. Le protectionnisme ne peut que détourner les investissements d'une branche d'activité et les envoyer dans une autre.

pdforall.com

Le protectionnisme, en lui-même, n'ajoute rien au capital du pays. Pour créer une nouvelle usine, il faut du capital. Pour moderniser une installation existante, l'on a besoin de capital, non d'un droit de douane.

Je n'ai pas l'intention de discuter le problème complet du libre-échange et du protectionnisme. J'espère que vos manuels d'économie le présentent de façon convenable. La protection douanière ne modifie pas la situation d'un pays pour un mieux. Et ce qui bien *certainement* ne peut l'améliorer c'est le syndicalisme. Là où les conditions de vie sont mauvaises et où les salaires sont bas, si le salarié du pays regarde ou lit ce qui se passe aux Etats-Unis, s'il voit au cinéma comment le logis moyen de l'Américain est pourvu de tous les éléments du confort moderne, cela peut lui inspirer de l'envie. Il a tout à fait raison de dire : « Nous devrions en avoir autant ». Mais le seul moyen pour cela c'est d'augmenter le capital.

Les syndicats usent de violence contre les entrepreneurs et contre les gens qu'ils traitent de « briseurs de grève ». En dépit de leur puissance et de leurs violences, les syndicats ne peuvent cependant pas faire monter continuellement les salaires pour tous les salariés. Les décrets gouvernementaux sont tout aussi inefficaces en fixant des taux de salaires minimum. Ce que les syndicats provoquent *effectivement* (quand ils réussissent à faire monter les taux de salaire) c'est un chômage durable, un manque d'emplois permanent.

Mais les syndicats ne peuvent pas industrialiser le pays, ils ne peuvent pas relever le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs. Et ceci est le point décisif : l'on doit comprendre que toutes les orientations politiques d'un pays qui souhaite améliorer son niveau de vie doivent tendre à faire monter le taux du capital investi par tête d'habitant. Cet investissement en capital par tête d'habitant est encore en

pdforall.com

hausse aux Etats-Unis, en dépit de toutes les erreurs politiques, et il en est de même au Canada et dans quelques pays d'Europe Occidentale. Mais il est en baisse aux Indes et cela est déplorable.

Nous lisons tous les jours dans les journaux que la population du monde augmente, de peut-être 45 millions d'êtres par an, ou même plus. Et comment cela finira-t-il ? Quels en seront les conséquences, le résultat ? Rappelez-vous ce que je vous ai dit de la Grande-Bretagne. En 1750 les gens en Angleterre pensaient que six millions d'habitants représentaient une redoutable surpopulation pour les Iles Britanniques et qu'elles allaient vers la famine et les épidémies. Mais à la veille de la dernière guerre, en 1939, cinquante millions d'êtres vivaient dans les Iles Britanniques, et le niveau de vie était incomparablement plus haut qu'en 1750. C'était là un effet de ce qu'on appelle l'industrialisation — un terme plutôt inadéquat.

Le progrès de la Grande-Bretagne fut obtenu en augmentant le taux de capital investi par tête d'habitant. Ainsi que je l'ai déjà dit... il n'y a qu'un seul moyen pour une nation, en vue de devenir prospère : si vous augmentez le capital, vous augmentez la productivité marginale du travail et il s'ensuivra que les salaires réels monteront.

En un monde où il n'existerait pas d'entraves aux migrations, il y aurait dans le monde entier une tendance à l'égalisation des taux de salaire. Sans les obstacles à l'immigration, vingt millions probablement de personnes tenteraient d'arriver aux Etats-Unis chaque année, afin de gagner de meilleurs salaires. Cet afflux ferait baisser les salaires aux Etats-Unis, et les ferait monter dans les autres pays.

Je n'ai pas le temps de traiter de ce problème des entraves à l'immigration. Mais ce que je veux vous dire, c'est qu'il y a une autre méthode pour parvenir à une égalisation des taux de salaires de par le monde entier. Cette autre

pdforall.com

méthode, qui est opérante en l'absence de la liberté d'émigrer, c'est la *migration du capital.*

Les capitalistes sont enclins à se déplacer vers les pays où il y a abondance de main-d'œuvre disponible et où elle est raisonnable. Et par le fait qu'ils apportent du capital dans ces pays-là, ils y apportent une tendance à des taux de salaires plus élevés. Cela a opéré dans le passé, et continuera à opérer à l'avenir, de la même façon.

Lorsque le capital britannique fut pour la première fois investi, disons en Autriche ou en Bolivie, les taux de salaires y étaient de très loin inférieurs à ce qu'ils étaient en Angleterre. Mais cet apport d'investissement déclencha une tendance à la hausse des salaires dans ces pays-là. Cette même tendance prévalut dans le monde entier. C'est un fait largement connu que, par exemple, lorsque la United Fruit Company alla s'établir au Guatemala, le résultat fut une tendance générale à des salaires plus élevés, à commencer par ceux que payait la United Fruit Company, ce qui rendit nécessaire, aux autres employeurs, de payer eux aussi des salaires plus élevés. Par conséquent, il n'y a pas de raison d'être pessimiste en ce qui concerne l'avenir des pays « sous-développés ».

Je suis pleinement d'accord avec les communistes et les syndicats de salariés, quand ils disent : « Ce qu'il faut, c'est relever le niveau de vie. » Il n'y a pas longtemps, dans un livre publié aux Etats-Unis, un professeur disait : « Maintenant, nous avons de tout à suffisance, pourquoi dans le monde les gens devraient-ils travailler si dur ? Nous avons déjà tout. » Je ne doute pas que ce professeur ait ce qu'il lui faut. Mais il y a d'autres gens dans d'autres pays, et aussi bien des gens aux Etats-Unis, qui voudraient et devraient avoir un niveau de vie plus élevé.

Hors des Etats-Unis — en Amérique Latine, et plus encore en Asie et en Afrique — tout le monde désire voir la

pdforall.com

situation s'améliorer dans son propre pays. Un meilleur niveau de vie entraîne aussi un niveau plus élevé de culture et de civilisation.

Par conséquent, je suis tout à fait de cet avis ; le but ultime est d'élever le niveau de vie partout. Mais je ne suis pas d'accord sur les mesures à adopter pour atteindre ce but. En effet, quelles mesures peuvent y parvenir ?

Ce n'est pas le protectionnisme, ni l'interventionnisme gouvernemental, ni le socialisme ; et ce n'est certainement pas la violence des syndicats (appelée, par euphémisme, négociation collective, alors que c'est en fait une négociation avec un revolver sous le nez). Pour parvenir au but proposé, à mon avis il n'existe qu'un seul chemin ! C'est une méthode qui prend du temps. Certaines gens diront : elle est trop lente. Mais il n'y a pas de raccourci conduisant à un paradis terrestre. Il faut du temps, et il faut travailler. Cependant, cela ne prend pas réellement aussi longtemps que les gens le pensent, et à la fin, l'égalisation s'effectuera.

Aux environs de 1840, dans les régions occidentales de l'Allemagne — en Souabe et au Wurtemberg, qui étaient l'une des régions les plus industrialisées du monde — l'on disait : « Nous ne pourrons jamais atteindre le niveau des Britanniques. Les Anglais sont partis bien avant nous, ils seront toujours en tête. » Trente ans plus tard les Anglais disaient : « La concurrence allemande, nous ne pouvons lui résister, il faut faire quelque chose contre sa menace. » A ce moment-là, c'est certain, le niveau de vie allemand s'élevait rapidement et, dès cette époque, approchait rapidement de celui de la Grande-Bretagne. Et aujourd'hui, le revenu par tête des Allemands n'est en rien inférieur à celui des Anglais.

Au centre de l'Europe, il y a un petit pays, la Suisse, que la nature a très chichement doté. Il n'a pas de mines de

pdforall.com

charbon, pas de minerais, pas de ressources naturelles. Mais son peuple, au long des siècles, a toujours pratiqué une politique capitaliste. Les Suisses sont parvenus au plus haut des niveaux de vie de l'Europe continentale, et leur pays compte parmi les grands centres de civilisation du monde. Je ne vois pas pourquoi un pays comme l'Argentine — qui est beaucoup plus important que la Suisse à la fois quant à la population et quant aux dimensions géographiques — ne parviendrait pas au même niveau de vie élevé, après quelques années de politique de bonne qualité. Mais, comme je l'ai souligné, il faut que la politique soit la bonne.

pdforall.com

Sixième leçon

Politiques et idées

Au siècle des Lumières, dans les années où les Nord-Américains fondèrent leur indépendance, et quelques années plus tard quand les colonies espagnoles et portugaises se transformèrent en nations indépendantes, la mentalité dominante dans la civilisation occidentale était empreinte d'optimisme. En ces temps-là les philosophes et hommes d'Etat étaient tous pleinement convaincus qu'ils vivaient les débuts d'une ère de prospérité, de progrès et de liberté. Les gens espéraient fermement que les nouvelles institutions politiques — les gouvernements représentatifs établis constitutionnellement en Europe et en Amérique — feraient merveille, et que la liberté économique améliorerait indéfiniment les conditions d'existence de l'humanité.

Nous savons bien que certaines de ces perspectives étaient trop optimistes. Il est certainement vrai que nous avons constaté, aux dix-neuvième et vingtième siècles, une amélioration sans précédent de la vie économique, rendant possible, pour une population beaucoup plus nombreuse, un niveau de vie moyen beaucoup plus élevé. Mais nous savons aussi que nombre d'espoirs nourris par les philosophes du dix-huitième siècle ont été fâcheusement dissipés — notamment l'espoir qu'il n'y aurait désormais plus de guerres et que les révolutions seraient inutiles. Ces rêves d'avenir ne se sont pas réalisés.

Au cours du dix-neuvième siècle, il y eut une période

pdforall.com

pendant laquelle les guerres diminuèrent à la fois en nombre et en gravité. Mais le vingtième siècle amena une résurgence de l'esprit belliqueux, et nous pouvons dire sans risque de nous tromper, que nous pourrions bien n'être pas au bout des épreuves que l'humanité aura à subir.

Le système constitutionnel inauguré à la fin du dix-huitième et au début du dix-neuvième siècles a déçu les espoirs du genre humain. La plupart des gens — et presque tous les écrivains — qui ont étudié ce problème paraissent penser qu'il n'y a pas eu de relation entre les côtés économique et politique du phénomène. Ainsi, ils ont tendance à consacrer beaucoup d'attention au déclin du parlementarisme — au gouvernement par les représentants du peuple — comme si ce phénomène était complètement indépendant de la situation économique et des idées économiques qui gouvernent les activités des gens.

Mais cette indépendance n'existe pas. L'homme n'est pas un être qui a d'une part un côté économique, et de l'autre un côté politique, sans liaison réciproque. En réalité, ce qu'on appelle le déclin de la liberté, du gouvernement constitutionnel et des institutions représentatives, est la conséquence d'un changement radical dans les idées économiques. Les événements politiques sont la répercussion inévitable du changement dans la façon d'orienter la vie économique.

Les idées qui inspiraient les hommes d'Etat, les philosophes et les juristes qui, au dix-huitième et dans les premières décennies du dix-neuvième siècles, ont élaboré les fondements du nouveau système politique, partaient de l'idée qu'au sein d'une nation, tous les citoyens honnêtes ont le même objectif majeur. Ce but ultime auquel tous les gens convenables devraient se vouer, est le bien-être de la nation entière et aussi le bien-être des autres pays — car ces hommes remarquables par leur morale et leur influence politi-

pdforall.com

que étaient convaincus qu'une nation libre ne rêve pas de conquêtes. Ils concevaient les affrontements politiques comme quelque chose de parfaitement naturel, car il est normal qu'il y ait des différences d'opinion quant aux meilleurs moyens de conduire les affaires publiques.

Les personnes qui partageaient des idées semblables à propos d'un problème travaillaient ensemble à les promouvoir, et cette coopération s'appelait un parti. Mais la structure du parti n'était pas permanente. Elle ne dépendait pas de la position des individus dans l'ensemble de la structure sociale. Elle pouvait changer si les gens se rendaient compte que leur attitude initiale était fondée sur des données fausses, ou sur des idées erronées. De ce point de vue, beaucoup regardaient les discussions pendant les campagnes électorales, et plus tard dans les assemblées législatives, comme un important facteur politique. Les discours des membres d'une législature n'étaient pas considérés comme de simples déclarations proclamant à la face du monde ce que voulait un certain parti politique. On les considérait comme des plaidoyers s'efforçant de convaincre les groupes opposés que les idées de l'orateur étaient plus justes, plus avantageuses au bien commun, que celles qu'on avait entendu exposer précédemment.

Les discours politiques, les éditoriaux des journaux, les brochures polémiques et les livres étaient écrits en vue de persuader. L'on ne voyait pas de raison pour penser que quelqu'un ne pourrait pas convaincre la majorité de la solidité de ses idées, si ces idées étaient vraiment saines. C'était dans cette optique que les règles constitutionnelles furent rédigées dans les assemblées législatives du début du dix-neuvième siècle.

Mais cela impliquait que le pouvoir ne s'immiscerait pas dans les aspects économiques du marché. Cela supposait que les citoyens ne visaient qu'un but politique : le bien du

pdforall.com

pays dans son ensemble, de la nation dans sa totalité. Et c'est là précisément une philosophie sociale et économique qui a été évincée par l'interventionnisme. L'interventionnisme a engendré une philosophie fort différente.

Pour la mentalité interventionniste, c'est le devoir du gouvernement de soutenir, de subventionner, d'accorder des privilèges à des groupes définis. L'idée du dix-huitième siècle était que les législateurs avaient diverses opinions concernant le bien commun. Mais ce que nous avons aujourd'hui, ce que nous voyons dans la réalité quotidienne de la vie politique, dans tous les pays du monde où il n'y a pas tout simplement une dictature communiste, c'est un état de choses où il n'y a plus de véritables partis politiques au sens ancien et classique du mot, mais simplement des *groupes de pression.*

Un groupe de pression est un ensemble de gens qui entendent obtenir pour eux-mêmes un privilège spécial aux dépens du reste de la nation. Ce privilège peut consister en un tarif douanier opposé aux importations de concurrents étrangers, il peut consister en une subvention, il peut consister en des lois qui empêchent d'autres gens de faire concurrence aux membres du groupe de pression. De toute façon, il procure aux membres du groupe une position à part. Il leur donne quelque chose qui est refusé aux autres groupes, ou qui devrait leur être refusé de l'avis du groupe intéressé.

Aux Etats-Unis, le système bi-partisan de jadis est en apparence toujours en vigueur. Mais ce n'est qu'un camouflage de la situation réelle. En fait, la vie politique des Etats-Unis — comme la vie politique de tous les autres pays — est déterminée par la lutte et les prétentions de groupes de pression. Aux Etats-Unis, il y a encore un Parti Républicain et un Parti Démocrate, mais au sein de chacun de ces partis il y a des représentants des groupes de pres-

pdforall.com

sion. Les représentants des groupes de pression se préoccupent davantage d'agir en coopération avec les représentants du même groupe de pression inscrits à l'autre parti, qu'avec les membres de leur propre parti.

Pour vous donner un exemple, si vous parlez aux gens qui, aux Etats-Unis, savent comment les choses se passent au Congrès, il vous diront : « Cet homme-là, membre du Congrès, représente les intérêts des producteurs de métal argent. » D'un autre, ils vous diront qu'il défend les producteurs de blé.

Evidemment, chacun de ces groupes de pression est nécessairement une minorité. Dans un système fondé sur la division du travail, chaque groupe qui cherche à obtenir un privilège est forcément une minorité. Et les minorités n'ont aucune chance d'obtenir un succès, si elles ne s'entendent avec d'autres minorités semblables, représentant d'autres intérêts. Dans les assemblées légiférantes, elles s'efforcent de former des coalitions de divers groupes de pression de façon à constituer une majorité. Mais au bout d'un temps, comme il y a des problèmes sur lesquels il est impossible de dégager un accord avec les autres groupes de pression, il se forme d'autres coalitions.

C'est ce qui s'est passé en France en 1871, et des historiens ont vu dans cette situation l'effet « pourrissant » de la Troisième République. Ce n'était pas juste, c'était simplement une illustration du fait que le système des groupes représentatifs d'intérêts économiques n'est pas un système qui puisse être employé avec succès pour gouverner un grand pays.

Vous avez, dans un Parlement, des représentants des céréaliers, des mineurs d'argent, des pétroliers, mais surtout ceux des diverses centrales syndicales. Ce qui n'est pas représenté ainsi au Parlement, c'est la nation dans son entier. Et tous les problèmes, même ceux de la politique

pdforall.com

étrangère, sont envisagés sous l'angle des intérêts spéciaux des groupes de pression.

Aux Etats-Unis, quelques-uns des Etats les moins peuplés ont des intérêts dans le prix de l'argent-métal. Mais ce ne sont pas tous les habitants de ces Etats qui ont ce même intérêt. Néanmoins, les Etats-Unis ont dépensé, pendant de nombreuses décennies, des sommes considérables aux frais des contribuables, afin d'acheter l'argent au-dessus du prix du marché. Autre exemple, aux Etats-Unis, une faible partie de la population est employée dans l'Agriculture ; le reste de la population représente des consommateurs — et non des producteurs — de produits agricoles. Les Etats-Unis, malgré cela, ont pour politique de dépenser des milliards et des milliards afin de maintenir les prix agricoles au-dessus de leur prix de marché potentiel.

L'on ne peut dire que cela soit une politique en faveur d'une petite minorité, parce que ces intérêts agricoles sont loin d'être uniformes. Les fermes laitières ne sont pas intéressées à ce que le prix des céréales soit élevé ; elles préfèreraient que les céréales soient bon marché. Un éleveur de volailles souhaite que les aliments qu'il leur donne baissent de prix. Il y a bien des intérêts différents et antagonistes au sein de ce seul groupe. Pourtant, une diplomatie habile au sein de la politique parlementaire permet à des groupes très peu importants numériquement, d'obtenir des privilèges au détriment de la majorité.

Une situation particulièrement intéressante à étudier, aux U.S.A., est celle de la production de sucre. Il n'y a probablement pas plus d'un Américain sur 500 qui ait intérêt à ce que le sucre soit cher. Les 499 autres souhaiteraient qu'il soit moins cher. Néanmoins, la politique des Etats-Unis consiste à maintenir, par des droits de douane et d'autres mesures spéciales, un prix du sucre plus élevé. Cette politique n'est pas seulement désavantageuse pour

pdforall.com

les 499 consommateurs de sucre, elle crée aussi un grave problème de politique étrangère pour les U.S.A. Le but de cette politique étrangère est la coopération avec toutes les autres nations démocratiques d'Amérique, et plusieurs d'entre elles souhaiteraient vendre du sucre aux Etats-Unis, ou en vendre une plus grande quantité. Voilà qui montre comment les intérêts de groupes de pression peuvent peser même sur la politique étrangère d'un pays.

Pendant des années, des gens à travers le monde ont écrit sur la démocratie, le gouvernement représentatif, populaire. Ils ont dénoncé ses failles, mais la démocratie qu'ils critiquaient est le genre de démocratie sous lequel l'*interventionnisme* est la politique suivie par le pouvoir politique.

Aujourd'hui, l'on peut entendre dire : « Aux débuts du dix-neuvième siècle, dans les assemblées législatives de France, d'Angleterre, des Etats-Unis et d'autres nations encore, les orateurs parlaient des grands problèmes de l'humanité ; ils combattaient pour la liberté, pour la coopération avec toutes les autres nations libres. Maintenant, dans nos assemblées, nous nous occupons d'affaires plus pratiques ! ».

C'est vrai, nous avons l'esprit plus pratique ; les gens ne parlent pas de liberté : ils parlent d'un *prix plus élevé pour les cacahuètes*. Si c'est vraiment là être « pratique », alors les législatures ont vraiment beaucoup changé, mais pas pour un mieux.

Ces changements politiques, amenés par l'interventionnisme, ont considérablement amoindri la force de résistance des nations et de leurs représentants, contre les aspirations des dictateurs et les opérations des despotes. Les représentants aux assemblées légiférantes, dont le seul souci est de plaire aux électeurs qui réclament un meilleur prix pour le lait, le beurre et le sucre, et un prix abaissé (par

pdforall.com

subvention gouvernementale) pour les céréales, ne peuvent représenter le peuple que bien faiblement ; ils ne peuvent jamais représenter *tous* les électeurs de leur circonscription.

Les électeurs qui votent pour obtenir de tels privilèges ne se rendent pas compte qu'il y a également des adversaires souhaitant une décision inverse, et qui empêcheront leurs porte-parole de remporter des succès sans mélange.

Le système en question conduit en outre à une hausse continuelle des dépenses publiques, d'une part ; et d'autre part, à rendre plus difficile de couvrir ces dépenses par l'impôt. Ces groupes de pression réclament par leurs représentants des privilèges spéciaux pour leurs adhérents, mais les élus ne veulent pas non plus charger leurs électeurs d'impôts trop lourds.

Ce n'était pas du tout l'idée des hommes du dix-huitième siècle qui fondèrent notre régime constitutionnel moderne, qu'un législateur ait pour mission, non pas de représenter la nation tout entière, mais de représenter seulement les intérêts particuliers de la région où il avait été élu ; cette déviation fut l'une des conséquences de l'interventionnisme. L'idée, à l'origine, était qu'il *fallait* que chacun des membres de l'assemblée représente toute la nation. Il était élu dans une circonscription déterminée simplement parce qu'il y était connu, et que son élection montrait que les gens avaient confiance en lui.

Mais le député n'était pas censé participer au pouvoir afin de procurer quelque chose de spécial pour sa circonscription, pour demander une nouvelle école, un nouvel hôpital ou un asile psychiatrique — provoquant ainsi au niveau local une hausse importante des dépenses publiques. La pression des groupes d'intérêts sur la politique explique pourquoi il est presque impossible, à tous les gouvernements, d'arrêter l'inflation. Dès que les magistrats

pdforall.com

élus tentent de restreindre le budget, de freiner les dépenses, ceux qui défendent des intérêts particuliers et qu'avantagent certaines dispositions budgétaires viennent expliquer que tel ou tel projet ne peut être exécuté, mais que tel autre doit absolument l'être.

Une dictature, en vérité, n'est pas une solution pour les problèmes économiques ; pas davantage qu'elle n'est une solution aux problèmes de liberté. Un dictateur peut fonder son ascension sur des promesses de toutes sortes ; mais une fois dictateur, il ne les tiendra pas. A la place, il supprimera immédiatement la liberté d'expression, afin que les journaux et les orateurs parlementaires ne puissent souligner — des jours, des mois ou des années plus tard — qu'il avait dit une chose au début de sa dictature et fait autre chose par la suite.

La terrible dictature qu'un pays aussi important que l'Allemagne a dû vivre de bout en bout dans un passé récent vient à l'esprit, quand l'on constate le déclin de la liberté dans tant de pays aujourd'hui. Aussi les gens parlent-ils de décadence de la démocratie, de ruine de notre civilisation.

Certains disent que chaque civilisation doit finalement tomber en ruine et se désintégrer. Il existe d'éminents propagandistes de cette idée. L'un d'entre eux était le professeur allemand Spengler ; un autre bien plus connu était l'historien anglais Toynbee. Leur thème est que notre civilisation est parvenue à la vieillesse. Spengler comparait les civilisations à des plantes, qui grandissent, grandissent, mais dont la vie arrive quelque jour à son terme. Il en va de même, disait-il, pour les civilisations. Ce rapprochement métaphorique, assimilant une civilisation à une plante, est complètement arbitraire.

Tout d'abord, il est au sein de l'histoire de l'humanité bien difficile de faire un départ entre des civilisations diffé-

pdforall.com

rentes qui seraient indépendantes les unes des autres. Les civilisations ne sont pas indépendantes, mais *interdépendantes,* elles s'influencent sans cesse l'une l'autre. Il n'est donc pas possible de parler du déclin d'une civilisation particulière de la même façon que l'on parle de la mort d'une plante déterminée.

Mais même si l'on réfute les théories de Spengler et de Toynbee, il reste dans l'esprit des multitudes une comparaison très frappante, l'analogie avec ce qui s'est passé dans certaines phases de décadence. Il est incontestable qu'au deuxième siècle de notre ère, l'Empire Romain avait nourri une civilisation très prospère ; et que dans ces parties de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique où s'étendait la puissance romaine, la civilisation atteignit un très haut niveau. Et il y règnait aussi une très haute civilisation *économique,* basée sur un certain degré de division du travail. Bien qu'elle apparaisse fort primitive en comparaison de la situation chez nous aujourd'hui, son organisation était vraiment remarquable. Elle atteignait le plus haut degré de division du travail qui ait jamais été réalisé avant l'apparition du capitalisme moderne. Il n'est pas moins vrai que cette civilisation se désintégra, en particulier au troisième siècle. La désintégration interne de l'Empire romain le rendit incapable de résister à l'agression extérieure. Bien que cette agression n'ait pas été pire que celle à laquelle les Romains avaient à plusieurs reprises résisté dans les siècles précédents, ils ne purent la repousser plus longtemps après ce qui s'était produit dans l'empire même.

Et que s'était-il produit ? Quel était le problème ? Qu'était-ce qui avait amené la désintégration dans un empire qui, à tous égards, avait atteint le plus haut niveau de civilisation jamais connu jusqu'au dix-huitième siècle ? La vérité est que ce qui détruisit cette civilisation antique a été quelque chose de fort semblable, presque identique à ce

pdforall.com

qui constitue les menaces à notre civilisation d'aujourd'hui : c'étaient d'une part l'interventionnisme, et d'autre part l'inflation. L'interventionnisme de l'Empire romain consista en ceci que les empereurs, suivant en cela la politique plus ancienne des Grecs, pratiquèrent sans méfiance le contrôle des prix. Ce contrôle des prix était d'ailleurs modéré, et pratiquement sans conséquences parce que, des siècles durant, il ne fut pas employé pour essayer d'abaisser les prix au-dessous du taux du marché.

Mais lorsque l'inflation commença au troisième siècle, les malheureux Romains ne disposaient pas encore de nos moyens techniques inflationnistes : ils ne pouvaient imprimer de la monnaie. Ils durent falsifier les pièces de monnaie, ce qui est un système d'inflation très inférieur au système actuel. Ce dernier, par le recours à la moderne planche à billets, peut avec une si grande facilité détruire une monnaie ! Mais la falsification des pièces eut une réelle efficacité, et conduisit au même résultat que celui du contrôle des prix. Car les prix autorisés par les pouvoirs publics furent désormais au-dessous du prix potentiel, auquel l'inflation avait poussé les prix des diverses marchandises.

Le résultat, au total, fut que l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires se mit à décliner. Les citadins furent réduits à retourner à la campagne et à reprendre la vie agricole. Les Romains ne se rendirent pas compte de ce qui leur arrivait. Ils n'y comprenaient rien. Ils n'avaient pas élaboré les outils intellectuels qui leur auraient permis d'interpréter les problèmes de la division du travail et les conséquences de l'inflation sur les prix de marché. Qu'il fût mal de falsifier les monnaies et de gonfler artificiellement le nombre des pièces, ils le savaient néanmoins fort bien.

En conséquence, les empereurs promulguèrent des édits

pdforall.com

pour empêcher ce mouvement de la population. Ils interdirent aux citadins d'aller s'établir dans les campagnes ; mais ces interdictions furent sans effet. Car les gens ne trouvaient plus en ville de quoi manger, ils étaient affamés et dans ces conditions, des lois ne pouvaient les retenir de quitter les cités et d'aller labourer la terre. Celui qui restait à la ville ne trouvait plus de travail comme artisan, faute de clients pour ses fabrications. Et du fait de l'extinction des marchés citadins, plus personne ne trouva rien à y acheter.

Ainsi nous voyons, à partir du troisième siècle, les cités de l'empire romain s'étioler, et la division du travail devenir moins intensive qu'elle n'avait été. Finalement, on en arriva au système médiéval du domaine vivant sur ses propres ressources, de la « villa » comme on l'appela dans les lois du Bas-Empire.

Par conséquent, lorsque les gens comparent notre situation à celle de l'empire romain et disent « Nous suivons le même chemin », ils ont quelque raison de parler ainsi. L'on peut trouver certaines similitudes dans les faits. Mais il y a aussi d'énormes différences. Ces différences ne sont pas dans les structures politiques telles qu'elles étaient pendant la seconde moitié du troisième siècle. A cette époque, tous les trois ans en moyenne un empereur mourait assassiné, et celui qui l'avait tué ou fait disparaître lui succédait. Au bout de trois ans en moyenne, le nouvel empereur subissait le même sort. Lorsque Dioclétien, en l'année 284, devint empereur, il s'efforça quelque temps d'arrêter la décadence, mais sans y parvenir.

Il y a d'énormes différences entre les conditions de l'heure actuelle et celles qui existaient à Rome, en ce que les mesures qui entraînèrent la désintégration de l'empire romain n'étaient pas préméditées. Elles n'étaient pas, dirais-je, le résultat de doctrines explicites et mal fondées.

Par contraste cependant, les idées interventionnistes, les

pdforall.com

idées socialistes, les idées inflationnistes de notre époque ont été concoctées et formulées par des écrivains et des professeurs. Et elles sont enseignées au collège et à l'Université. Vous pourriez dire alors : « Notre situation actuelle est donc bien pire. » Je vous répondrai : « Non, elle ne l'est pas ». A mon sens elle est meilleure, parce que des idées peuvent être réfutées et remplacées par d'autres idées. Personne ne mettait en doute, au temps des empereurs romains, que le gouvernement ait le droit de fixer des prix maximum, et que ce soit une bonne politique. Personne ne contestait cela.

Mais maintenant, nous avons des écoles, des professeurs et des livres qui recommandent la même chose, nous savons parfaitement que c'est un problème ouvert à discussion. Toutes ces idées mal venues dont nous souffrons aujourd'hui, et qui ont rendu notre politique si nuisible, ont été élaborées par des théoriciens universitaires.

Un célèbre écrivain espagnol a forgé l'expression « la révolte des masses ». Quant à nous, soyons très prudents en l'employant, parce que cette révolte n'a pas été le fait des masses, mais des intellectuels. Et les intellectuels qui l'ont fomentée n'étaient pas des échantillons de la masse. La doctrine marxiste prétend que seuls les prolétaires ont des idées saines, et que seul l'esprit prolétarien a créé le socialisme. Or tous les écrivains socialistes, sans exception, furent des *bourgeois,* au sens où les socialistes emploient ce terme.

Karl Marx n'était pas un prolétaire. Il était fils d'un juriste. Il n'eut pas à travailler pour pouvoir s'inscrire à l'Université. Il fit ses études supérieures comme les font les jeunes gens de familles aisées de nos jours. Plus tard, et pour le reste de sa vie, il fut entretenu par son ami Friedrich Engels qui — étant un manufacturier — appartenait

pdforall.com

à la pire espèce de « bourgeois » selon les idées socialistes. En langage marxiste, c'était un exploiteur.

Tout ce qui arrive dans la société mondiale où nous vivons est le résultat des idées. Le bon et le mauvais. Ce qu'il faut, c'est combattre les idées fausses. Nous devons combattre tout ce qui, dans la vie publique, nous semble mauvais. Nous devons remplacer les idées fausses par des idées justes. Nous devons réfuter les théories qui appuient la violence syndicaliste. Nous devons nous opposer à la confiscation de la propriété, à la manipulation autoritaire des prix, à l'inflation, et à tous ces maux dont nous souffrons.

Les idées, et les idées seules, peuvent mettre de la lumière là où il y a obscurité. Ces idées doivent être présentées au public de telle façon qu'elles persuadent les gens. Nous devons les convaincre que ces idées sont des idées justes et non des idées fausses. La grande ère du dix-neuvième siècle, les grandes réalisations du capitalisme, furent les fruits de la pensée des grands économistes classiques, d'Adam Smith, de David Ricardo, de Frédéric Bastiat et d'autres.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est rien d'autre que de substituer des idées meilleures à des idées qui sont fausses. Cela, j'en ai pleine confiance, sera réalisé par la génération qui monte. Notre civilisation n'est pas vouée à périr comme le disent Spengler et Toynbee. Notre civilisation ne sera pas vaincue par l'esprit qui souffle de Moscou. Notre civilisation peut survivre, et elle le doit. Et elle survivra grâce à des idées meilleures que celles qui gouvernent le monde aujourd'hui ; et ces idées meilleures seront développées par la génération montante.

Je considère que c'est un très bon signe que, tandis qu'il y a cinquante ans pratiquement personne dans le monde entier n'osait dire quelque chose en faveur d'une économie libre, nous avons aujourd'hui, au moins dans un certain

pdforall.com

nombre de pays évolués de par le monde, des institutions qui sont autant de centres de propagation de l'économie libre, tels que, par exemple, le « Centre » existant dans votre pays qui m'a invité à venir à Buenos Aires, pour dire quelques mots dans cette grande cité.

Je ne pouvais pas dire beaucoup de choses sur ces sujets si importants. Six conférences peuvent être beaucoup à écouter pour une audience, mais elles ne suffisent pas pour exposer toute la philosophie d'un système économique de liberté, et certainement moins encore pour réfuter toutes les sottises qui ont été écrites dans les cinquante dernières années à propos des problèmes économiques que traite cette philosophie.

Je suis extrêmement reconnaissant à ce Centre pour m'avoir donné l'occasion de m'adresser à une audience aussi distinguée, et j'espère que dans quelques années le nombre des partisans actifs des idées de liberté, en ce pays-ci et dans les autres, aura considérablement grossi. Pour moi, j'ai une entière confiance dans l'avenir de la liberté, aussi bien politique qu'économique.

pdforall.com

Chez le même éditeur (suite)

Le consumérisme dévoyé

— Situation comparée des consommateurs en Europe et aux Etats-Unis.

par Denis Hermite

304 pages — **98 F.**

En co-édition avec les Editions Duculot — Belgique

— Le prince et la conjoncture

par Alain Siaens

192 pages — **89 F.**

Imprimé en France
Imprimerie Coconnier 72300 SABLE

Dépôt légal 1er Trimestre 1983
N° Imp. 10141

pdforall.com

Chez le même éditeur :

— Politique économique

Réflexions pour aujourd'hui et pour demain
par Ludwig von Mises 132 pages — **55 F.**

Le grand économiste de l'école autrichienne présente l'économie politique en six leçons, d'une lumineuse simplicité. Une remise en place des idées sur le capitalisme, le socialisme, l'interventionnisme, l'inflation, les investissements étrangers.

— Le prix unique pour le livre

Enquête sur une loi au-dessus de tout soupçon
par Christian Fauvelais et Jean-Yves Glain
160 pages — **48 F.**

Deux jeunes économistes de l'ESSEC expliquent pourquoi la loi Lang sur le prix du livre ne pouvait pas conduire aux résultats qu'on en attendait.

— Propriété et loi *suivi de* L'État.

par Frédéric Bastiat 48 pages — **15,80 F.**

Le grand économiste français du XIXe siècle défend la propriété naturelle et attaque le mythe de la générosité de l'Etat. Deux textes d'une grande actualité.

— Planification et économie de marché

Il n'y a pas de troisième voie
par Henri Lepage 24 pages — **15 F.**

Le principe de la planification repose sur une surestimation des capacités de l'Etat. Il caractérise toutes ses interventions et entrave le progrès de l'économie.

— Les zones franches

par Pascal Lorot 40 pages — **20 F.**

Un nouveau cadre pour l'entreprise.
Un nouvel outil de développement pour les régions.

— Les vraies clefs de la location

par Henri Lepage, Christian Atias, François Guillaumat
128 pages — **48 F.**

La loi Quilliot est une machine de guerre contre le marché du logement locatif en France. Les locataires en seront les victimes.

— Le piège de la participation obligatoire dans les entreprises

par Pascal Salin 32 pages — **18 F.**

La participation des salariés aux décisions dans l'entreprise est mise en danger par les schémas préfabriqués que l'on cherche à lui imposer.

Editions de l'
INSTITUT ECONOMIQUE DE PARIS
Bureaux : 35, avenue Mac-Mahon — 75017 Paris

pdfforall.com

Résumé de la brochure 1

Politique économique
Réflexions pour aujourd'hui et pour demain
LUDWIG VON MISES

---

1. Le « pouvoir des capitalistes » dans une économie de concurrence provient de ce qu'ils satisfont les demandes de leurs clients. Il disparaît dès qu'ils cessent de leur être soumis.
2. Le capitalisme est le seul système économique qui ait permis aux grandes masses d'échapper à une condition misérable et à un système de castes fondées sur des privilèges.
3. Les meilleures décisions économiques sont prises par les gens directement concernés qui fondent leurs calculs sur les prix du marché.
4. La liberté du choix implique qu'on puisse se tromper. Mais elle est la condition du progrès parce que personne n'est capable de déterminer à l'avance le succès ou l'échec d'une entreprise.
5. L'Etat est interventionniste quand il ne se limite pas à assurer la sécurité des citoyens et prétend substituer son pouvoir à la souveraineté du consommateur.
6. Aucune liberté ne peut être préservée sans liberté économique. L'interventionnisme, par les déséquilibres qu'il provoque, entraîne de nouvelles interventions qui s'inscrivent dans un cercle vicieux compromettant à terme l'équilibre de la société.
7. S'il est vrai que l'inflation profite à certains groupes, c'est l'Etat qui la provoque, en créant de la monnaie pour se procurer des ressources et lutter contre le chômage.
8. Seule la liberté sur le marché du travail peut assurer le plein emploi. L'inflation, recommandée par Keynes, cesse d'agir sur le chômage dès que les syndicats s'aperçoivent de la hausse des prix.
9. C'est le capital investi qui explique les différences de niveau de vie. Le meilleur moyen de l'améliorer, pour un pays pauvre, est d'attirer les capitaux extérieurs et non de décourager l'investissement en spoliant les capitalistes nationaux ou étrangers.
10. Les catastrophes politiques de ce siècle résultent de l'infiltration des idées interventionnistes dans le fonctionnement des démocraties, le pouvoir devenant alors un enjeu pour les groupes d'intérêt.

ISBN 2-86752.009.6 **55 F.**

INSTITUT ECONOMIQUE DE PARIS

Bureaux : 35, avenue Mac-Mahon
75017 PARIS - Tél. : (1) 3.80.13.82

pdfforall.com